UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

MAGAZINE
1985, QUAND DISNEY A CHOISI LA FRANCE

idées

« Giorgia Meloni a-t-elle changé ? La question divise »

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025 - 82e ANNÉE - N° 25185 - **5,50 €** - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Mercosur : un report sous la pression agricole

▸ En négociation depuis plus de vingt-six ans, la signature du traité de libre-échange entre l'UE et le Mercosur a été renvoyée à janvier 2026

▸ A la demande de Paris et de Rome, Ursula von der Leyen n'entérinera pas l'accord samedi, pourtant soutenu par la majorité des Vingt-Sept

▸ En France, ce projet nourrit la colère d'une partie du monde agricole, déjà exacerbée par l'épizootie de dermatose nodulaire contagieuse

▸ Jeudi, des agriculteurs ont manifesté leur mécontentement jusqu'à Bruxelles. Mais toutes les filières agricoles françaises ne rejettent pas le traité

▸ Emmanuel Macron conditionne désormais son soutien au maintien des aides de la politique agricole commune

PAGES 3, 14-15

BUDGET 2026
Députés et sénateurs n'ont pas trouvé de compromis

La commission mixte paritaire a tourné court. Une loi spéciale devrait être soumise prochainement aux parlementaires

PAGE 8

La dette publique atteint un nouveau sommet

L'endettement public français représente 117,4 % du PIB, un record hors temps de guerre ou de pandémie

PAGE 9

TRUMP FACE À LA MONTÉE DES MÉCONTENTEMENTS

▸ Le président américain tente de désamorcer l'exaspération de la population, liée au coût de la vie

▸ Sa difficulté à prendre la mesure du sujet crispe son camp

PAGES 2-3

Lors de l'allocution à la nation, à la Maison Blanche, à Washington, le 17 décembre. DOUG MILLS/AP

Ukraine Un prêt de 90 milliards et des divisions tenaces

LES DIRIGEANTS européens ont trouvé un accord pour financer l'effort de guerre de l'Ukraine, qui risquait de se retrouver à court d'argent dès le premier trimestre 2026. Cette aide de l'Union européenne prendra la forme d'un prêt à taux zéro de 90 milliards d'euros, à défaut d'avoir trouvé un consensus sur l'utilisation des avoirs gelés russes.

La Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque, qui refusent de continuer à aider l'Ukraine, ont par ailleurs obtenu de ne pas participer au remboursement du prêt alloué. Pendant ce temps, la Russie ne cesse de cibler le territoire ukrainien, visant notamment le réseau ferroviaire. Depuis le début de l'année, la compagnie nationale Ukrzaliznytsia a recensé plus de 1000 attaques.

PAGES 3 ET 4

Enquête L'abbé Pierre et son rapport opaque à l'argent

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

PORTE-VOIX des sans-logis toujours vêtu d'une soutane élimée, l'abbé Pierre n'était pas le miséreux qu'il prétendait être. Celui dont on a découvert si tardivement la nature de prédateur sexuel disposait de revenus importants grâce à ses droits d'auteur. Mais ses comptes se confondaient souvent avec ceux d'Emmaüs, manifestement sans cadre ni contrôle. Comme pour les agressions sexuelles, la loi du silence l'a emporté.

PAGES 20-21

Affaires
Rachida Dati visée par une nouvelle enquête judiciaire

PAGE 11

Louvre
Les recettes avant la sécurité : à qui la faute ?

CHRONIQUE PAGE 29

Justice
Frédéric Péchier condamné à la réclusion à perpétuité

PAGE 12

ÉDITORIAL
L'AVENTURISME DES ÉTATS-UNIS AU VENEZUELA

PAGE 29

Tribune
« L'antisémitisme global », une haine devenue politique

La sociologue franco-israélienne Eva Illouz analyse les ressorts d'un antisionisme qui fait « du monde un lieu où les juifs ne sont pas les bienvenus »

IDÉES PAGE 25

Audiovisuel
Auditions tendues à la commission d'enquête

Le journaliste Patrick Cohen et son confrère Thomas Legrand dénoncent un climat aux relents de maccarthysme

PAGE 16

EspaceTopper® Maison familiale depuis 1926 — 100 ans 1926 • 2026

Le plus grand espace fauteuils de relaxation à Paris
Plus de 40 modèles exposés, distributeur Himolla, Stressless®...
Paris 12 : 54 cours de Vincennes, 7J/7, M° Nation, 01 40 21 87 53
Paris 15 : 63 rue de la Convention, 7J/7, M° Charles Michels, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

M 00146 - 1220 - F: 5,50 €

Allemagne 4,80 €, **Andorre** 4,30 €, **Autriche** 4,50 €, **Belgique** 5,80 €, **Espagne** 4,30 €, **Grèce** 4,20 €, **Guadeloupe-Martinique** 4,00 €, **Italie** 4,20 €, **Luxembourg** 5,90 €, **Maroc** 32 DH, **Pays-Bas** 4,60 €, **Portugal cont.** 4,30 €, **La Réunion** 4,00 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 7,10 DT

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

ÉTATS-UNIS

Donald Trump rattrapé par le coût de la vie et les divisions

Le mécontentement des Américains sur l'économie s'installe, inquiétant une partie du camp républicain

WASHINGTON - *correspondant*

Les experts en communication politique ont fait ce constat de longue date : le trumpisme est une langue dépouillée et décousue, qui trouve son efficacité dans la répétition. L'un des mots favoris du président américain est *hoax*, ou canular. L'ingérence russe à son profit, dans la campagne présidentielle de 2016 ? *« Hoax. »* Ses inculpations judiciaires en 2023 ? *« Hoax. »* Le réchauffement climatique ? *« Hoax. »* Mais cette façon de disqualifier une réalité gênante, en incriminant les démocrates, provoque à présent une crise dans son propre camp. Car Donald Trump emploie aussi ce terme au sujet d'un thème central du débat public américain avant les élections de mi-mandat (midterms), à l'automne 2026 : l'*affordability*. Autrement dit, ce qui est abordable. Le coût de la vie.

Lors d'une allocution à la télévision, mercredi 17 décembre, Donald Trump a fini par aborder ce sujet. *« L'inflation est arrêtée »*, a-t-il dit. Elle atteint 2,7 % sur un an en novembre, en légère baisse par rapport au chiffre de 3 % enregistré en janvier, lors de l'arrivée du magnat à la Maison Blanche. Dans son discours empreint de colère, Donald Trump a fait reposer tous les maux américains sur les seules épaules de Joe Biden. Le milliardaire, qui prétend récrire les termes du commerce international grâce aux droits de douane, déjouant pour l'heure les prévisions de récession et brandissant un chiffre invérifiable de 18 000 milliards de dollars (15 000 milliards d'euros) d'investissements promis aux Etats-Unis, voit sa crédibilité chuter dans les sondages.

Selon une étude The Associated Press-NORC Center, ils ne sont que 31 % à approuver sa gestion de l'économie, soit une chute de 9 points depuis mars. Un autre sondage NPR/Marist, publié le 17 décembre, révèle que 61 % des Américains estiment que l'économie ne leur profite pas. Ils sont 52 % à croire le pays en récession, 54 % à anticiper qu'ils ne pourront pas payer leurs factures de santé en 2026. Choc pour la droite : pour la première fois en trois ans, les sondés font plus confiance aux démocrates qu'aux républicains sur l'économie.

CONTRASTE CARICATURAL

A juste titre, les partisans du président rappellent les 20 % d'inflation cumulée sous la présidence Biden. Mais Donald Trump s'obstine à ne pas reconnaître ce que les Américains, en particulier les moins bien lotis, constatent dans leur vie quotidienne : le coût démesuré des loyers et des soins médicaux. Le milliardaire a bâti son retour au pouvoir sur un contraste caricatural avec Joe Biden. L'ironie du moment réside dans les points communs entre les deux hommes. Des interrogations sur leur vulnérabilité physique et cognitive, d'abord. Les pansements sur les mains de Donald Trump et une opacité concernant ses examens médicaux distillent, encore une fois, l'idée d'une dissimulation. On note aussi la même difficulté à faire la pédagogie d'un texte législatif dispendieux et touffu. C'était le Build Back Better Plan (« reconstruire en mieux ») de Joe Biden. Dans le cas de Donald Trump, ce fut le passage du One Big Beautiful Bill à l'été, auquel il a consacré un fort capital politique. Présenté par l'administration comme un véhicule historique de réduction des impôts, il est perçu par une grande partie des Américains comme un cadeau aux plus favorisés. Le troisième point commun entre le démocrate et le républicain réside dans leur incapacité à prendre en compte le coût de la vie. Joe Biden avait longtemps prétendu que l'inflation était un phénomène transitoire. Donald Trump, lui, incrimine son prédécesseur et assure que l'*affordability* est une escroquerie démocrate. Ce n'est pas l'avis de J. D. Vance, le vice-président, qui pense déjà à l'élection de 2028. En déplacement, le 16 décembre, à Alburtis (Pennsylvanie), il a assuré que les ruptures lancées par l'administration porteraient leurs fruits à compter de 2026. *« Je crois que les Américains vont nous récompenser car ils sont intelli-*

DANS SON DISCOURS EMPREINT DE COLÈRE, DONALD TRUMP A FAIT REPOSER TOUS LES MAUX AMÉRICAINS SUR LES SEULES ÉPAULES DE JOE BIDEN

Le budget de la défense encadre les ambitions présidentielles

Avec 901 milliards de dollars de dépenses militaires, les Etats-Unis se dotent de moyens inédits tout en confirmant la baisse de l'aide à Kiev

Donald Trump, a signé, jeudi 18 décembre, loin des caméras et sans cérémonie, la loi prévoyant un budget record de quelque 901 milliards de dollars (769 milliards d'euros) pour la politique de défense des Etats-Unis, en 2026. Si ce budget donne corps aux nouveaux grands axes de la politique étrangère président américain, de nombreuses dispositions adoptées par le Congrès dans ce texte encadrent fortement certains des revirements stratégiques envisagés par le président américain, comme le retrait des troupes américaines d'Europe.

Dans un texte de plus de 3 000 pages, cette nouvelle loi de finances pour la défense américaine (appelée loi d'autorisation de la défense nationale) valide un budget en légère hausse de 6 milliards de dollars par rapport à 2025. A cette somme s'ajoute une enveloppe de quelque 150 milliards de dollars d'investissements dans la défense sur dix ans, issue de la controversée One Big Beautiful Bill (OBBB), adoptée en juillet. Ce qui constitue, au total, plus de 1 000 milliards de dollars pour les ambitions militaires américaines à partir de 2026.

Le nouveau budget militaire américain entérine aussi la baisse drastique de l'aide à l'Ukraine. Seuls 400 millions de dollars de soutien sont prévus pour 2026, contre près de 14 milliards, en 2024. Ce programme permettait le financement d'armes, d'entraînement ou la construction d'infrastructures. *« L'administration Trump n'a demandé aucun nouveau financement pour ce programme, car elle préfère vendre des armes à l'Europe pour l'Ukraine »*, résume dans une analyse en ligne, Doug Klain, chercheur non résident au Centre Eurasie de l'Atlantic Council.

Longue liste de conditions

Pour le reste, le budget militaire américain laisse entrevoir une politique de défense taillée au plus juste, et beaucoup plus nuancée que la stratégie de sécurité nationale américaine, publiée début décembre. La hausse de la solde des soldats et des civils de la défense américains, par exemple, ne sera que de 3,8 % en 2026, contre 4,5 % en 2024 et 5,2 % en 2025. Une baisse que le président américain a semblé chercher à dissimuler, jeudi, avec l'annonce d'une prime de Noël de 1700 dollars net d'impôt pour l'ensemble des troupes, financée avec la loi OBBB, et baptisée « dividende du guerrier ».

La nouvelle loi limite substantiellement les leviers de pression utilisés ces derniers mois par Washington à l'égard de Kiev, pour forcer un accord de paix avec Moscou. Toute suspension ou réduction du renseignement fourni à l'armée ukrainienne (images satellites, informations sur les cibles…) notamment devra désormais être notifiée au Congrès dans les quarante-huit heures et justifié avec une évaluation de l'impact sur la capacité de l'Ukraine à mener ses opérations militaires.

Ce corset législatif est le fruit d'un savant compromis entre démocrates et républicains, mûri à l'ombre des négociations de paix erratiques en Ukraine. A la Chambre des représentants, deux élus ont particulièrement œuvré : Don Bacon, élu républicain du Nebraska, ancien de l'US Air Force qui a servi sur la base de Ramstein, en Allemagne, et le démocrate Salud Carbajal (Californie), longtemps engagé dans la réserve des marines. Ces deux vétérans sont membres d'un collectif bipartisan au Congrès, baptisé « With Honors », qui a salué, dans un communiqué, *« l'engagement des Etats-Unis à soutenir leurs alliés et partenaires démocratiques confrontés à des défis sécuritaires dans toutes les régions »*.

CE CORSET LÉGISLATIF EST LE FRUIT D'UN SAVANT COMPROMIS ENTRE DÉMOCRATES ET RÉPUBLICAINS

La nouvelle loi prévoit que M. Trump ne pourra pas baisser les effectifs militaires américains en Europe sous le seuil de 76 000 pendant plus de quarante-cinq jours d'affilée. S'il souhaite aller plus loin, il devra respecter une longue liste de conditions, notamment *« une consultation de tous les alliés »* de l'OTAN. L'administration Trump devra aussi présenter au Congrès une série d'études d'impact sur les conséquences d'un tel retrait. Et ce, avec l'obligation d'assurer que cela ne nuirait pas à la sécurité des Etats-Unis – certaines bases européennes abritent des éléments-clés pour la dissuasion américaine. De même, cela ne devra pas entraver les engagements de Washington envers l'OTAN en cas *« d'agression russe »*. Des dispositions garantissent que les armes et dispositifs de défense les plus coûteux déployés par les Américains demeurent en Europe.

En limitant la baisse du nombre de soldats américains en Europe à 76 000, le Congrès se rapproche du seuil de 80 000 déjà atteint depuis 2024. Fin 2025, cela revient à acter une stabilité : après avoir annoncé un renforcement de sa présence sur le Vieux Continent et un chiffre « choc » de 100 000 soldats, les Etats-Unis ont vite réduit la voilure. Déjà en 2024, un rapport du Congrès notait que leur nombre n'était plus que de 80 000 *« approximativement »*, dont une grande partie en Allemagne (un peu plus de 35 000) où les Américains disposent de nombreuses bases, dont celle de Ramstein. Cette restriction concerne aussi bien les troupes présentes de façon permanente en Europe, que celles déployées en « rotation ».

La Chambre des représentants comme le Sénat gravent dans les chiffres du budget leur soutien aux alliés des Etats-Unis, tout en rappelant en creux que le redéploiement des troupes coûterait une fortune aux contribuables américains. Alors que de nombreuses bases aux Etats-Unis ont besoin de travaux de rénovations, accueillir les soldats basés sur le Vieux Continent, ainsi que leurs familles, supposerait la création d'infrastructures : au minimum une extension des bases existantes, la construction de logements, d'écoles, le redimensionnement des établissements de santé, etc.

Les élus américains ont glissé une disposition symbolique prévoyant que les Etats-Unis ne pourront pas abandonner leur poste de *« commandement en chef »* des troupes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qu'ils occupent depuis la création de l'Alliance. Il est toujours confié jusqu'à présent à un gradé américain qui cumule cette casquette avec celle de commandant des troupes américaines en Europe. Au printemps, des conseillers du président avaient agité cette menace d'abandon du poste par voie de presse afin de faire pression sur les Européens pour qu'ils rehaussent leurs budgets de défense.

Plusieurs experts consultés par *Le Monde* considèrent que ces restrictions ne sont pas incompatibles avec les ambitions de Trump et permettent à tous les camps de sauver les apparences. Le président américain n'a d'ailleurs pas usé de son droit de veto comme il l'avait fait en 2020. Par ailleurs, ce même jour, le gouvernement américain a approuvé une vente d'armes à Taïwan pour une valeur de 11,1 milliards de dollars face à la menace chinoise, a annoncé Taipei. Il s'agit de la plus importante depuis 2001, lorsque George W. Bush avait validé la livraison de 18 milliards de dollars d'armes à Taïwan. Validée par le département d'Etat américain, mais en attente de l'approbation du Congrès, la vente devrait entrer en vigueur dans environ un mois, selon le ministère taïwanais de la défense. ■

CHLOÉ HOORMAN ET ÉLISE VINCENT

Le président américain, Donald Trump, à l'aéroport international de Wilkes-Barre Scranton, en Pennsylvanie, le 9 décembre. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN TROIS ANS, LES SONDÉS FONT PLUS CONFIANCE AUX DÉMOCRATES QU'AUX RÉPUBLICAINS SUR L'ÉCONOMIE

gents. Ils savent que Rome n'a pas été construite en un jour. Ils savent ce que Joe Biden a cassé.»

S'il évite de critiquer publiquement le déni de Donald Trump, J. D. Vance est, en privé, conscient de son effet désastreux, selon nos informations. D'autant que le président a des lubies parasitaires, comme la construction d'une salle de bal démesurée à la place de l'aile orientale de la Maison Blanche, dont la facture ne cesse de s'alourdir. Les conseillers, qui mesurent le risque de déconnexion, poussent Donald Trump à faire des déplacements dans le pays. Ce fut le cas en Pennsylvanie, le 9 décembre. Mais le président n'aime guère se corriger. *«Vous n'avez pas besoin de 37 poupées pour votre fille»*, a-t-il dit à la tribune, comme si la sobriété était une réponse à la flambée des prix. Son entourage compte aussi sur les baisses d'impôts et des promesses redistributives, comme les 2 000 dollars qui seraient versés avant les élections à chaque Américain non privilégié. Les républicains se montrent de plus en plus pessimistes. La Chambre pourrait basculer lors des élections de mi-mandat, la majorité au Sénat n'est plus si assurée.

Election après élection, la droite essuie des revers. Le 9 décembre, une démocrate a été élue maire de Miami pour la première fois en près de trente ans, dans cette Floride se voulant le poste avancé du mouvement MAGA (Make America Great Again). Un indice de la désaffection de l'électorat latino. Ce même jour, les républicains ont perdu un siège à l'assemblée de Géorgie, dans un district conservateur que Donald Trump avait emporté de 12 points.

Susie Wiles, la cheffe de l'administration présidentielle, a annoncé que Donald Trump ferait activement campagne lors des midterms, pour mieux mobiliser la base sur son nom. Mais est-ce un atout ? Dans les rangs républicains, un mélange de fébrilité, de fatalisme et de révolte se fait sentir. Le 11 décembre, le président a subi une rare humiliation. La majorité républicaine au Sénat dans l'Etat de l'Indiana a joint ses voix à celles des démocrates pour rejeter une nouvelle carte électorale. La Maison Blanche compte sur cette pratique du redécoupage partisan dans plusieurs Etats pour assurer des sièges supplémentaires aux conservateurs lors des élections de mi-mandat, avec la complicité de la Cour suprême. Pendant des mois, Donald Trump, le vice-président J. D. Vance et leurs conseillers ont exercé une pression sur les élus républicains de l'Indiana, allant jusqu'au chantage : ils ont menacé de geler les fonds fédéraux destinés à cet Etat pour ses infrastructures. Certains élus ont même été victimes de menaces anonymes. En vain.

Au Congrès, nombre de républicains veulent affirmer davantage leur autonomie, pour ne pas dire leur dignité, tant ils ont accepté d'être privés de leurs prérogatives par le pouvoir exécutif. En novembre, ils ont refusé de supprimer la loi de la super majorité – *filibuster* – au Sénat (à 60 sièges), qui oblige à faire des compromis bipartisans. Donald Trump voulait ainsi avoir les mains libres pour faire passer les textes législatifs qu'il souhaitait. De la même façon, la Maison Blanche a réclamé, sans succès, la disparition d'une règle informelle centenaire, dite des *blue slips*. Lorsque le président des Etats-Unis nomme une personne à un poste judiciaire fédéral dans un Etat, les deux sénateurs qui en sont les représentants doivent donner leur consentement, sous peine de bloquer ou retarder cette désignation. Or Donald Trump est exaspéré par sa difficulté à promouvoir des affidés. John Thune, le chef de la majorité républicaine au Sénat, a souligné l'attachement bipartisan à cette règle.

PRESSIONS PUBLIQUES

Au fil des mois, ultimatums et pressions publiques semblent perdre de leur efficacité. A la Chambre, le speaker Mike Johnson est contesté par ses propres troupes. La Maison Blanche ne voulait pas de vote au Congrès pour imposer la publication de l'intégralité des documents du dossier Epstein, du nom du prédateur sexuel familier des puissants. Il a pourtant eu lieu et le résultat fut spectaculaire : à l'unanimité de la Chambre, moins une voix, les élus se sont prononcés en faveur de la transparence. Le ministère de la justice avait jusqu'à vendredi pour communiquer les archives. L'une des principales avocates de cette démarche, chez les républicains, fut Marjorie Taylor Greene.

Annonçant son départ anticipé de la Chambre dès janvier, la représentante de Géorgie s'est lancée dans un affrontement verbal avec Donald Trump, au nom même de son slogan, «America first». Elle met en garde les républicains contre l'effet dévastateur de la fin des subventions fiscales sur la couverture médicale (Obamacare), à la fin de décembre. Des millions d'Américains verront leurs frais de santé exploser et des millions d'autres pourraient perdre toute assurance, si aucun accord de dernière minute n'est conclu au Congrès. A moins de violer la Constitution, Donald Trump s'apprête à revêtir à contrecœur le costume du *«canard boiteux»*, cette condition présidentielle où l'impossibilité de se représenter réduit son autorité. ■

PIOTR SMOLAR

L'UE affiche ses désaccords sur l'aide à l'Ukraine et le Mercosur

Faute d'entente sur les avoirs russes gelés, l'aide européenne de 90 milliards d'euros à Kiev prendra la forme d'un prêt à taux zéro

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au sommet de l'UE à Bruxelles, le 18 décembre. OMAR HAVANA/AP

BRUXELLES - *bureau européen*

Pour Friedrich Merz, qui se veut l'homme fort de l'Europe, la réunion, jeudi 18 décembre à Bruxelles, des chefs d'Etat et de gouvernement européens s'est soldée par un échec. Le chancelier allemand était arrivé dans la capitale belge avec deux objectifs : d'une part, convaincre les Vingt-Sept d'utiliser les actifs russes immobilisés pour financer l'effort de guerre ukrainien et de l'autre, obtenir d'eux qu'ils mandatent la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, afin qu'elle puisse signer, samedi 20 décembre au Brésil, l'accord de libre-échange avec quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) conclu un an plus tôt.

Il en allait, dans les deux cas, avait-il affirmé, de la crédibilité de l'Europe sur la scène géopolitique mondiale. Las. Sur le prêt de réparation, Friedrich Merz n'a pas réussi à lever les objections du premier ministre belge, Bart De Wever, inquiet des risques que le dispositif ferait peser sur son pays, où sont hébergés l'essentiel des avoirs russes, et sur la stabilité de l'euro. *«Je suis pire qu'Orban»*, a plaisanté le nationaliste flamand, en référence au premier ministre hongrois toujours prêt à user de son droit de veto. Sur le Mercosur, c'est la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, qui a contrarié les plans du chancelier, en s'alliant au président français, Emmanuel Macron.

Pour autant, Volodymyr Zelensky, également à Bruxelles en début d'après-midi jeudi, a évité le pire. Si les Européens ont renoncé à *«faire payer»* la Russie, comme le souhaitait le président ukrainien, pour aider Kiev à subvenir à ses besoins en 2026 et 2027, ils ont quand même trouvé une manière de lui fournir 90 milliards d'euros sur cette période (un prêt à taux zéro qui ne devra être remboursé qu'à l'issue de la guerre, quand la Russie aura payé des indemnités de réparation). Il y avait urgence, puisque l'Ukraine sera à court d'argent à la fin du premier trimestre de 2026 et que le soutien américain a fondu.

Les discussions ont été difficiles. Mais les Vingt-Sept ont finalement décidé, à l'unanimité, d'emprunter ensemble, avec la garantie du budget de l'Union européenne (UE). Les «frugaux», Allemagne en tête, qui ne voulaient pas en entendre parler, s'y sont résolus. Quant à la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque, qui refusent de continuer à aider l'Ukraine, elles ont obtenu de ne pas participer au remboursement du prêt. In fine, seulement vingt-quatre Etats membres se sont engagés derrière Kiev.

Viktor Orban avait certes fort opportunément quitté la salle quand, en décembre 2023, ses homologues avaient ouvert les négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Mais jamais jusqu'ici, les Vingt-Sept ne s'étaient désolidarisés sur la question de l'assistance financière à Kiev. *«Les Slovaques, les Tchèques et les Hongrois ont fait front commun. C'est encourageant. Nous allons poursuivre notre coopération»*, s'est félicité le premier ministre hongrois, regrettant *«la stratégie de guerre»* des Européens.

«Message clair» à Poutine

«Garantir 90 milliards d'euros à un autre pays pour les deux prochaines années, je ne crois pas que cela se soit jamais vu dans notre histoire», a commenté la première ministre danoise, Mette Frederiksen. L'UE a envoyé un *«message clair»* à Vladimir Poutine, a insisté Friedrich Merz, qui se félicite par ailleurs qu'elle ait décidé, le 12 décembre, d'immobiliser les actifs russes jusqu'à la fin de la guerre. Ce faisant, elle les a mis à l'abri d'un éventuel veto hongrois, dès lors que les sanctions doivent aujourd'hui être renouvelées tous les six mois à l'unanimité.

A l'heure où les Etats-Unis de Donald Trump tentent de négocier un accord de paix en Ukraine sans y associer les Européens, cela leur *«permet* (...) *de conserver l'un de ses principaux leviers dans les négociations»*, a, pour sa part, jugé Emmanuel Macron. Maintenant, *«il va redevenir utile de parler à Vladimir Poutine»*, a poursuivi le président français. Au sujet du traité de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, en

Affaibli en France, Emmanuel Macron ne veut pas paraître en perte d'influence à Bruxelles

négociation depuis plus de vingt-six ans, l'affaire est renvoyée à janvier 2026. Giorgia Meloni a souhaité se donner du temps, alors qu'Ursula von der Leyen comptait aller, samedi 20 décembre, au Brésil signer l'accord. Or, sans l'Italie, la présidente de la Commission ne peut plus compter sur la majorité qualifiée des Etats membres requise sur cet accord, puisque la Pologne, la Hongrie, l'Autriche et la France font partie du camp du non. Elle a donc annulé son déplacement.

Toute la journée, jeudi, les défenseurs d'un accord avec le Mercosur, largement majoritaires à la table des Vingt-Sept, ont fait pression sur Giorgia Meloni pour qu'elle lève ses objections. Au premier rang desquels Friedrich Merz, soucieux de trouver des débouchés pour une industrie allemande en crise. *«Il faut prendre des décisions maintenant si l'UE veut rester crédible dans le commerce mondial»*, a-t-il martelé.

Au Brésil, le président Luiz Inacio Lula da Silva, qui menaçait de rompre les discussions si l'Union n'était pas au rendez-vous prévu, s'en est également mêlé. Il a finalement accepté de patienter après que Giorgia Meloni lui eut assuré qu'elle consentirait à l'accord entre l'UE et le Mercosur *«d'ici une semaine, dix jours, un mois au maximum»*, a-t-il déclaré.

Emmanuel Macron, également favorable à un report de la signature du traité de libre-échange, n'a pas ménagé ses efforts pour garder Giorgia Meloni à ses côtés et empêcher ainsi Ursula von der Leyen de s'envoler vers le Brésil. *«Le compte n'y est pas»*, a répété le président, jugeant que l'efficacité des garde-fous promis par la Commission pour protéger les agriculteurs d'une éventuelle concurrence déloyale des pays d'Amérique du Sud – clauses de sauvegarde, mesures miroirs et contrôle accru aux frontières – restait à prouver. A trois mois des élections municipales, au milieu des discussions sur le budget 2026 et en pleine crise de la dermatose nodulaire, il avait surtout bien conscience que l'affaire pouvait être fatale au gouvernement de Sébastien Lecornu.

Court répit

Invoquant son *«bon sens un peu paysan»*, le chef de l'Etat a aussi rappelé que la France, Etat fondateur et grand pays de l'UE, méritait d'être bien traitée. *«On doit être respectés»*, a insisté Emmanuel Macron, que la décision d'Ursula von der Leyen, il y a un an, d'aller à Montevideo, en Uruguay, conclure les négociations avec le Mercosur contre son avis avait exaspéré.

Affaibli en France depuis la dissolution ratée de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron ne veut pas paraître en perte d'influence à Bruxelles. Jeudi, avec l'aide de Giorgia Meloni, il a donc pu crier victoire. Mais il ne s'agit là que d'un court répit. *«Nous attendons depuis vingt-six ans cet accord, donc perdre trois semaines, ce n'est pas un problème»*, a assuré le président du Conseil européen, Antonio Costa. Jeudi soir, Emmanuel Macron a ajouté une nouvelle condition à l'éventuel support de la France : le maintien des aides directes de la politique agricole commune dans le prochain budget communautaire (2028-2034), qui n'y sont aujourd'hui garanties qu'à hauteur de 80 %. Là-dessus, ses préoccupations rejoignent celles de Giorgia Meloni, qui a également mis ce point sur la table. *«On est en pleine négociation du budget, je ne vois pas comment il pourrait y avoir une assurance à ce sujet»*, commente un haut fonctionnaire européen.

Contrairement à la France, où la quasi-totalité du spectre politique est viscéralement opposée au traité de libre-échange, l'Italie, dont la balance commerciale est largement excédentaire, n'en fait pas une affaire de principe. Reste à voir comment Rome appréciera la situation en janvier. ■

VIRGINIE MALINGRE ET PHILIPPE JACQUÉ

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Ukraine : le réseau ferroviaire dans le viseur russe

Depuis le début de l'année, la compagnie nationale Ukrzaliznytsia a recensé plus de 1 000 attaques

KIEV - *correspondant*

Les bombardements russes sur l'Ukraine ne se limitent plus aux infrastructures énergétiques. Depuis plusieurs mois, drones et missiles s'abattent également sur le système ferroviaire, avec pour objectif de perturber la logistique et les conditions de circulation dans le pays. Si plusieurs attaques sur des gares ont été répertoriées depuis le début de l'invasion russe, en février 2022, les frappes ont considérablement augmenté depuis le début de l'année, particulièrement depuis l'été, notamment parce que la Russie a fortement accru sa production, peu coûteuse, de drones à longue portée.

La compagnie nationale des chemins de fer, Ukrzaliznytsia, affirme avoir décompté environ 1 000 attaques russes contre des cibles liées au système ferroviaire. Les bombardements visent l'ensemble des infrastructures : gares, dépôts de trains, ponts, stations électriques...

La gare de Fastiv, dans la région de Kiev, au lendemain de frappes russes, le 7 décembre. GUILLAUME HERBAUT/VU' POUR « LE MONDE »

Connexion avec le front

Le dernier bombardement d'ampleur date du 6 décembre. Cette nuit-là, c'est la petite ville de Fastiv, un important nœud ferroviaire de la région de Kiev, qui a été touchée. La gare, un dépôt de locomotives et une sous-station électrique ont été endommagés. *« Ils ont bousillé tout le système électrique, ce qui nous oblige à tout faire manuellement*, confiait, au lendemain de l'attaque, un ingénieur de la compagnie nationale, Konstantin, qui n'a pas souhaité donner son nom de famille. *La conséquence est qu'il y a des retards et que certains trains ont dû changer d'itinéraire. Mais nous nous assurons de tout mettre en œuvre pour que la circulation reprenne le plus vite possible. »*

Cette fois, la frappe nocturne n'avait fait aucune victime. Deux mois plus tôt, le 4 octobre, une attaque de drones russes sur la gare de la petite ville de Chostka, dans le nord-est du pays, avait fait un mort et des dizaines de blessés parmi les passagers d'un train.

Face à la recrudescence de ce type de frappes, toute la difficulté pour la compagnie Ukrzaliznytsia consiste à effectuer rapidement les réparations afin d'assurer la continuité du service. L'enjeu est d'autant plus grand que le chemin de fer s'est imposé comme un moyen de transport indispensable dans l'Ukraine en guerre depuis l'invasion du pays et la fermeture de son espace aérien. La compagnie assure des connexions entre les villes de l'arrière et du front, mais aussi avec les pays voisins. La majorité des délégations étrangères se rendent à Kiev à bord de ces trains bleus.

Les frappes combinées entraînent des retards dans un système jusque-là réputé pour sa ponctualité. *« L'objectif des Russes est de terroriser la population et de compliquer la vie quotidienne des gens, qu'ils se trouvent à l'arrière ou dans des zones proches du front*, explique le directeur de la compagnie nationale des chemins de fer, Oleksandr Pertsovskyi. *Ils emploient la même logique quand ils frappent nos centrales électriques avec des missiles. »*

Paralyser la logistique

Ces bombardements visent également à paralyser la logistique ukrainienne alors qu'une partie importante du transport de marchandises passe par le train. Le chemin de fer est employé pour acheminer métaux, minerais et céréales, essentiels à l'économie ukrainienne, vers le sud du pays, notamment vers le port stratégique d'Odessa. Les frappes perturbent aussi la logistique militaire. *« Cela nous complique beaucoup la vie »*, reconnaît une source dans l'armée. *« La seule chose réconfortante est que ce jeu peut se jouer à deux et c'est ce que nous faisons »*, poursuit-elle, évoquant les frappes de l'armée ukrainienne sur le système ferroviaire russe.

En Ukraine, les attaques se concentrent sur les gares proches de la frontière russe et du front.

Le train s'est imposé comme un moyen de transport indispensable depuis la fermeture de l'espace aérien

Début novembre, les avancées des forces du Kremlin dans la région de Donetsk ont contraint la compagnie nationale à suspendre son activité dans les gares de Kramatorsk et de Sloviansk, les deux plus grandes villes de la région. Dans d'autres zones frontalières, comme à Soumy, dans le Nord-Est, la compagnie Ukrzaliznytsia a dû réduire le nombre de trains et proposer une *« configuration hybride »* en cas de situation à haut risque, explique Oleksandr Pertsovskyi : *« Une partie du trajet est effectuée en bus et une autre en train. Notre objectif est de garantir que les gens puissent continuer à se rendre dans ces régions frontalières et qu'ils ne soient pas coupés du reste de l'Ukraine. »*

Les employés de la compagnie nationale travaillent désormais en prenant d'immenses précautions et en suivant de nouvelles normes de sécurité. Dans les régions frontalières, les équipes sont munies de systèmes militaires de détection de drones afin de se prémunir des attaques qui pourraient les viser. Tous ont appris à se mettre rapidement aux abris. *« Rien n'est sûr à 100 % dans ce genre de situation »*, reconnaît Oleksandr Pertsovskyi. *La seule chose vraiment sûre serait de faire comme les compagnies aériennes qui ont décidé de cesser leurs opérations au premier jour de guerre. Mais nous ne pouvons pas nous le permettre. Notre pays a besoin d'être connecté, à la fois aux niveaux national et international. »* ■

THOMAS D'ISTRIA

Ankara pourrait rendre à Moscou ses systèmes antiaériens

Souhaitée par Washington, cette décision, qui signerait un rapprochement avec les Etats-Unis, inquiète l'Ukraine

ISTANBUL - *correspondant*

La Turquie serait sur le point de rendre à la Russie quatre batteries de défense aérienne de longue portée S-400 afin de réintégrer le programme d'avions de chasse américains de cinquième génération F-35, soulignant une volonté de poursuivre un rapprochement avec les Etats-Unis. La restitution de ces systèmes, les plus avancés dont dispose l'armée russe, a été l'un des sujets de conversation entre les chefs d'Etat Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine à Achgabat (Turkménistan) vendredi 12 décembre, a révélé l'agence Bloomberg le 17. Cette hypothèse ne ferait pas les affaires de l'Ukraine, alors que la guerre aérienne s'intensifie entre Kiev et Moscou.

Les S-400, qui permettent d'abattre des avions de chasse et des missiles balistiques, sont complexes et coûteux à produire. Sur le champ de bataille, l'Ukraine est parvenue à en détruire, ouvrant des brèches dans l'espace aérien russe. *« Quatre batteries de S-400, cela représente peut-être un cinquième de ce que la Fédération de Russie possède actuellement, en tenant compte des pertes*, souligne l'expert russe Nikolaï Mitrokhine. *La Russie peut les utiliser pour protéger les bases navales, les aérodromes et les ports. »* Pour cet expert indépendant, spécialiste des questions de défense vivant hors de Russie, le déploiement géographique des S-400 pourrait intervenir *« probablement en Crimée, où les S-400 sont le plus souvent frappés, ainsi qu'à Novorossiïsk et Touapsé »*, deux ports de la mer Noire.

Dans la guerre aérienne que se livrent la Russie et l'Ukraine, cette dernière envoie régulièrement des nuées de drones et, depuis récemment, des missiles visant les infrastructures énergétiques et l'industrie de défense russes. Si les S-400 sont surdimensionnés pour abattre les drones ukrainiens volant à très basse altitude, ils sont redoutables contre l'aviation de combat ukrainienne, toujours active sur le front dans les régions de Donetsk et de Louhansk.

« Pire hypothèse »

L'impact d'un possible retour des S-400 en Russie est diversement apprécié en Ukraine. Une source militaire ukrainienne dit au *Monde* que *« si les parties trouvent un accord pour un retour des S-400 à la Russie, c'est la pire hypothèse ; nous espérons encore qu'ils seront transférés à un pays tiers, comme l'Inde »*, client traditionnel des armes russes. Pour l'expert militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko, en revanche, une restitution à Moscou ne revêtirait *« pas une importance critique pour Kiev ; leur destruction constituerait simplement une charge militaire supplémentaire pour nos forces »*. Ce dernier rappelle, en outre, que le premier ministre indien, Narendra Modi, a manifesté, début décembre, son impatience à propos du contrat passé en 2018 avec la Russie pour la livraison de deux batteries de S-400 par an. *« Il a demandé à Poutine* [lors de sa visite en Inde] *d'accélérer, car les livraisons ont complètement cessé depuis 2022, signe que la Russie n'a pas les ressources technologiques pour exporter. »*

L'acquisition de systèmes russes S-400 empoisonne les relations entre la Turquie et ses alliés occidentaux

L'acquisition de systèmes russes S-400 empoisonne les relations entre Ankara et ses alliés occidentaux depuis bientôt huit ans. Depuis ce jour de septembre 2017 où le président Recep Tayyip Erdogan a déclaré, dans un des quotidiens les plus lus du pays, l'achat de batteries antimissiles russe S-400. L'annonce avait été un tournant majeur pour ce pilier oriental de l'Alliance atlantique depuis 1952, confirmant le souhait du chef de l'Etat turc de prendre ses distances avec ses alliés traditionnels au profit d'une alliance stratégique avec Moscou.

La livraison des missiles, deux ans plus tard, avait poussé les Etats-Unis, par la voix du président Donald Trump, à priver la Turquie de l'avion de chasse F-35, que le gouvernement islamo-nationaliste s'était engagé à acheter.

Pressions diplomatiques

Aujourd'hui, après des mois de rapprochements avec Washington et plusieurs capitales européennes, le pouvoir turc semble décidé à se débarrasser de ces batteries qu'il dit ne pas avoir mises en service. Selon les sources citées par Bloomberg, Ankara réclamerait le remboursement des sommes dépensées pour l'acquisition du système.

A l'époque de l'achat, le coût de ces quatre batteries (deux fabriquées en Russie, deux assemblées en Turquie) était estimé à 2,2 milliards d'euros. La présidence et le ministère de la défense turcs n'ont pas fait de commentaire. Le Kremlin, de son côté, a nié qu'une telle demande ait été formulée lors du sommet au Turkménistan.

Signe des pressions diplomatiques de ces derniers mois, l'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie, Thomas Barrack, a affirmé sur X, deux jours avant la rencontre entre Erdogan et Poutine, que des négociations étaient en cours dans le but de lever les sanctions imposées à la Turquie, rappelant que *« conformément à la législation américaine, Ankara doit cesser d'exploiter et de posséder le système S-400 pour pouvoir réintégrer le programme F-35 »*.

Mardi 16 décembre, M. Barrack a rencontré le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan. Le lendemain, une délégation américaine menée par Philip Gordon, ancien conseiller diplomatique à la Maison Blanche, s'est félicité des avancées en cours : *« Je suis à Ankara et j'ai le sentiment que les Turcs souhaitent résoudre ce problème. Avec le cessez-le-feu à Gaza, la coopération en Syrie, la trêve avec le PKK* [Parti des travailleurs du Kurdistan]*, la désescalade des tensions avec l'Iran, les progrès réalisés dans le Caucase et avec la Grèce et Chypre, ils entrevoient une réelle opportunité d'améliorer leurs relations avec les Etats-Unis. Le retrait des S-400 constituerait un pas de géant. »* ■

NICOLAS BOURCIER ET EMMANUEL GRYNSZPAN

BANGLADESH

Une figure de la révolte étudiante assassinée

L'un des chefs de la révolte étudiante de 2024 au Bangladesh, Sharif Osman Hadi, 32 ans, est mort jeudi 18 décembre, après avoir été grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat. Cette annonce a entraîné des manifestations dans la capitale exigeant l'arrestation des assaillants masqués qui avaient tiré sur lui. M. Hadi était candidat aux législatives de février, les premières depuis la chute de la « bégum de fer », en août 2024, après des semaines de manifestations meurtrières. M. Hadi était considéré comme un détracteur de l'Inde, où Sheikh Hasina vit en exil. – *(AFP.)*

BURUNDI

Un appel de fonds lancé par l'ONU pour les réfugiés de RDC

Les Nations unies ont lancé, jeudi 18 décembre, un appel de fonds d'urgence pour permettre l'accueil digne de plus de 80 000 personnes ayant fui au Burundi la dernière percée du groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). L'organisation prévoit 90 000 nouveaux arrivants au total. Elle souhaite récolter 33,2 millions de dollars (28,3 millions d'euros) pour leur accueil dans des conditions dignes. – *(AFP.)*

La politique finlandaise secouée par un nouveau scandale raciste

Le premier ministre a présenté ses excuses à plusieurs pays asiatiques après des dérapages du parti d'extrême droite membre de sa coalition

MALMÖ (SUÈDE) - *correspondante régionale*

Le scénario est désormais bien rodé : à intervalles réguliers, un ou plusieurs responsables du parti des Vrais Finlandais, la formation d'extrême droite membre de la coalition gouvernementale depuis juin 2023, se rendent coupables de propos ou de gestes racistes. L'opposition fulmine. Le premier ministre conservateur, Petteri Orpo, fait part de sa réprobation et assure que son gouvernement va travailler activement contre le racisme. Quant à Riikka Purra, cheffe de file du parti, elle excuse ses collègues et assure ses soutiens que rien ne va changer.

Cette fois, cependant, les dirigeants de la coalition semblent avoir sous-estimé le poids des réactions internationales. A l'origine de l'affaire, un selfie publié fin novembre sur Instagram par Sarah Dzafce, Miss Finlande. La jeune femme pose en s'étirant les yeux avec les doigts, sous le commentaire : *« En train de manger chinois. »* Devenue virale, l'image a soulevé une tempête de critiques. Sarah Dzafce a d'abord expliqué qu'elle souffrait de *« forts maux de tête »*, avant de s'excuser et d'être contrainte de rendre sa couronne.

Il n'en fallait pas plus pour que deux députés de la formation Vrais Finlandais, Juho Eerola et Kaisa Garedew, ainsi que l'eurodéputé Sebastian Tynkkynen postent à leur tour des photos où ils se brident les yeux, avec pour l'un le message « Je suis Sarah ». Espérant sans doute mettre un terme à la polémique sans vexer ses partenaires de la coalition, Petteri Orpo a qualifié le geste de *« puéril »*. Sauf qu'en Asie, les clients de la compagnie aérienne Finnair ont fait part de leur indignation. Or le marché asiatique représente 36 % des revenus du groupe dont l'Etat finlandais est majoritaire.

Le chef du gouvernement n'avait plus le choix : mercredi 17 décembre, il a dû présenter ses *« excuses sincères »*, via les comptes des ambassades de la Finlande au Japon, en Chine et en Corée du Sud, sur les réseaux sociaux, assurant que *« les publications offensantes récemment publiées (...) par certains membres du Parlement ne reflètent pas les valeurs d'égalité et d'inclusion »* de son pays.

« Un problème important »

Vu l'ampleur du scandale, les Vrais Finlandais ont été eux aussi contraints de réagir. Au terme d'une réunion organisée, jeudi 18 décembre, au Parlement, le parti a annoncé que les députés impliqués allaient recevoir un *« avertissement sérieux »*. Pour autant, Riikka Purra refuse de parler de racisme : *« C'était puéril et maladroit, et cela a créé une situation très désagréable »*, a-t-elle seulement admis. Pour sa part, le président du groupe conservateur au parlement, Jukka Kopra, dit être satisfait de la réponse de l'extrême droite et estime l'affaire *« complètement résolue »*.

Jusqu'à présent, cette stratégie a fonctionné, même si, constate Tuija Saresma, professeure d'études culturelles à l'Université de Finlande orientale, *« elle fait apparaître le premier ministre comme un leader faible face aux Vrais Finlandais »*. Néanmoins, observe

Le nombre de plaintes déposées pour des crimes haineux a atteint un nouveau record en 2024

Tuija Saresma, *« c'est le prix qu'il semble être prêt à payer pour pouvoir continuer de diriger le gouvernement et mener sa politique économique d'austérité »*, avec le soutien de l'extrême droite.

De son côté, Petteri Orpo ne cesse de se référer à la campagne nationale contre le racisme, lancée par son gouvernement à l'été 2023, après les révélations concernant des propos xénophobes tenus par plusieurs des ministres Vrais Finlandais, dont la cheffe de file du parti. Cette campagne a pourtant eu peu de conséquences : Riikka Purra avait immédiatement annoncé que sa formation n'y participerait pas. En juin, les ministres et les dirigeants des groupes parlementaires ont bien suivi une formation contre le racisme. Mais la séance n'a duré qu'une petite heure.

Les scandales à répétition ont au moins eu le mérite d'éveiller les esprits. Dans un sondage, publié en octobre, 60 % des personnes interrogées estimaient que le racisme était un *« problème important »* en Finlande, contre 51 % il y a deux ans. Selon une enquête réalisée par l'Ecole supérieure de police, rendue publique en novembre, le nombre de plaintes déposées pour des crimes considérés comme haineux a atteint un nouveau record en 2024, en hausse de 13 % par rapport à 2023 et de 112 % depuis 2020. Dans 70 % des cas, l'origine ethnique ou nationale de la victime présumée était en cause.

« Insultes et gestes nazis »

Dénoncé régulièrement par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, le phénomène n'est pas nouveau. Les enfants y sont exposés *« dès la maternelle »*, d'après Gunilla Holm, professeure d'éducation à l'Université d'Helsinki, chargée d'une étude sur le racisme en milieu scolaire, publiée en septembre. Au collège, *« le racisme est prévalent »* dans tous les établissements, assure-t-elle, avec *« une surreprésentation des insultes et gestes nazis dans les écoles où les enfants sont très majoritairement blancs »*. Elèves et enseignants s'en inquiètent, *« mais, souvent, ils manquent d'outils pour réagir »*, déplore-t-elle.

Il y a tout juste un an, le choix d'une jeune fille de mère finlandaise et de père ghanéen pour incarner Sainte Lucie, lors de la traditionnelle procession organisée le 13 décembre, dans la communauté suédophone, avait provoqué un déchaînement d'insultes xénophobes sur les réseaux sociaux. Pour Tuija Saresma, il est temps de remettre en cause *« le récit national, selon lequel la Finlande est un pays moderne, où l'égalité est mise en valeur et l'éducation constitue la pierre angulaire de la société, et où on ne verrait pas la couleur des gens. Car si on ne reconnaît pas le problème, on ne pourra pas s'améliorer »*. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Le gouvernement australien annonce des mesures pour lutter contre l'antisémitisme

Après la fusillade de Sydney, le premier ministre veut sévir contre ceux qui propagent la haine

SYDNEY - *correspondance*

Signe des tensions entre le premier ministre australien, Anthony Albanese, et la communauté juive du pays, le chef de file travailliste n'aurait pas été convié aux funérailles des premières victimes de l'attaque terroriste qui a visé, le 14 décembre, les participants aux célébrations de la fête de Hanoukka sur la plage de Bondi, à Sydney, faisant 15 morts.

Accusé de ne pas avoir fait assez pour combattre l'antisémitisme, le chef du gouvernement est, depuis le massacre, la cible d'un tir de barrage nourri provenant également de l'opposition libérale conservatrice et du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. *« Je reconnais bien sûr que davantage aurait pu être fait et j'assume ma part de responsabilité à cet égard »*, a-t-il déclaré, jeudi 18 décembre. *« Mais ce que nous devons faire, c'est aller de l'avant »*, a-t-il insisté lors d'une conférence de presse, au cours de laquelle il a annoncé une série de mesures supplémentaires pour lutter contre l'antisémitisme.

Son gouvernement entend amender la législation pour *« sévir contre ceux qui propagent la haine, la division et la radicalisation »*. Au lendemain de la fusillade, la chaîne publique ABC avait révélé que l'un des deux assaillants, Naveed Akram – qui a agi avec son père, Sajid –, aurait été un fidèle de l'Al-Madina Dawah Centre, un centre islamique de Sydney où le prédicateur Wissam Haddad délivrait de violents prêches antisémites. En juillet, la Cour fédérale avait jugé que ce dernier avait enfreint la loi sur la discrimination raciale.

Vives critiques

Le chef de la majorité, qui avait déjà renforcé les sanctions contre les discours de haine et notamment interdit le salut nazi en 2024, a annoncé un plan en cinq points visant à punir plus sévèrement toute personne tenant des propos haineux incitant à la violence. Les étrangers auteurs de ce type de discours pourront également voir leur visa refusé ou annulé. Enfin, un groupe de travail sera chargé de veiller à ce que le système éducatif prévienne et traite efficacement les problèmes d'antisémitisme.

« Ces annonces sont les bienvenues et il est clair que nous prenons désormais la mesure de l'ampleur du problème », réagit David Slucki, directeur du Centre australien pour la civilisation juive de l'université Monash, à Melbourne. Pour Jillian Segal, envoyée spéciale chargée de la lutte contre l'antisémitisme auprès du gouvernement, l'approche doit être *« multifactorielle et multidimensionnelle »*. Son poste avait été créé par les autorités en juillet 2024, après que l'attaque du Hamas contre Israël, en octobre 2023, et la guerre qui a suivi eurent entraîné une explosion des actes antisémites. La première année, ceux-ci ont augmenté de 316 % dans le pays. Elle avait alors rédigé un rapport contenant 49 mesures-clés pour lutter contre ce phénomène. Le premier ministre, qui ne les avait que très partiellement appliquées et a été vivement critiqué pour cela, a annoncé, jeudi, son intention de corriger le tir en travaillant à les mettre en œuvre dans leur intégralité.

Lors de sa publication, en juillet, ce document – qui appelle à l'application plus systématique de la définition de l'antisémitisme par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, à un durcissement des lois contre les discours et actes de haine, ou à des sanctions financières contre les institutions (comme les universités) jugées défaillantes – avait suscité des inquiétudes quant à la liberté d'expression.

« Toute mesure permettant d'empêcher les actes antisémites odieux doit être soutenue. Mais je ne pense pas que censurer ce qui se passe dans les arts ou dans l'éducation permette réellement d'empêcher ce type de violence », estime Jo Caust, professeure à l'Ecole de la culture et de la communication de l'université de Melbourne.

Les prises de position, ces derniers jours, de figures de l'opposition, comme l'ex-ministre du Parti libéral Josh Frydenberg, n'ont fait qu'accentuer le malaise. L'homme politique a notamment appelé à mettre fin aux manifestations propalestiniennes. *« Vous avez permis à ces manifestations de se poursuivre sans relâche pendant deux ans et demi, détruisant des entreprises et maintenant des vies. Mettez fin aux manifestations ! »*, a-t-il lancé au gouvernement, mercredi, lors d'un discours retentissant. *« Le droit de manifester doit être préservé. Mais ce droit s'accompagne aussi d'une responsabilité. Il y a clairement eu des idées, des pancartes, des slogans et des déclarations antisémites qui ont été tolérés dans ces espaces. Il faut donc trouver un équilibre »*, nuance M. Slucki.

Jeudi, le premier ministre israélien s'est lui aussi invité dans le débat, affirmant que la fusillade était *« le résultat direct d'un antisémitisme galopant, alimenté par la faiblesse des politiques des autorités du pays et du gouvernement australien »*. Reste maintenant à Canberra de renouer avec le dialogue relativement apaisé qui prévaut d'ordinaire sur l'île-continent fière de son multiculturalisme. ■

ISABELLE DELLERBA

Washington sanctionne deux autres juges de la Cour pénale internationale

Les Etats-Unis viennent en soutien d'Israël, qui demande l'annulation du mandat d'arrêt visant M. Nétanyahou depuis 2024

LA HAYE - *correspondance*

Les représailles auront été directes et rapides. Il n'aura fallu que trois jours à l'administration américaine pour sanctionner deux juges de la Cour pénale internationale (CPI), jeudi 18 décembre. A l'origine de cette décision frappant le Géorgien Gocha Lordkipanidze et le Mongol Erdenebalsuren Damdin, un arrêt, en appel, déboutant Israël de l'une de ses requêtes contre les mandats d'arrêt visant le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et son ex-ministre de la défense, Yoav Gallant, émis le 21 novembre 2024 pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre à Gaza.

Depuis, Israël multiplie requêtes et pressions sur la Cour pour obtenir leur annulation. Jusqu'ici sans succès. Les Etats-Unis sont donc venus en soutien de leur allié. En annonçant ces nouvelles sanctions, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a accusé les deux juges de participer aux poursuites contre MM. Nétanyahou et Gallant *« sans le consentement d'Israël »* et *« en rejetant l'appel d'Israël le 15 décembre »*. Alors même que les Etats-Unis ne sont pas membres de la CPI, l'administration Trump semble observer à la loupe les procédures à La Haye.

Dans cette requête, Israël demandait aux juges d'ordonner au procureur de lui notifier officiellement qu'il enquêtait sur Gaza, à la suite des attaques du Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre 2023. Fort d'une telle notification, un Etat à un mois pour demander à la Cour de se dessaisir d'une enquête s'il prouve qu'il peut juger les auteurs des crimes devant ses propres tribunaux. Mais les juges ont rejeté la demande, rappelant à l'Etat hébreu qu'une notification lui avait déjà été adressée en mars 2021, lors de l'ouverture de l'enquête de la Cour sur les crimes perpétrés sur le territoire palestinien et qu'elle vaut pour tous les actes commis depuis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. A l'époque, Israël, qui ne souhaitait montrer aucun signe de coopération avec la CPI, n'avait pas répondu.

C'est donc trois jours seulement après avoir infligé ce nouveau revers à Israël que les deux juges de la chambre d'appel se retrouvent sous sanctions. Les effets d'une telle décision sont connus : comptes bancaires fermés, cartes de retrait annulées, accès limité à Internet et risques de poursuites pour leurs proches, amis, collègues s'ils sont américains. Six autres juges en sont déjà victimes, comme le procureur de la CPI, Karim Khan, et ses deux adjoints. A La Haye, la

L'administration américaine veut interdire à la CPI de poursuivre les ressortissants d'Etats qui n'en sont pas membres

Cour a dénoncé *« une atteinte flagrante à l'indépendance d'une institution judiciaire impartiale »*, qui tire son mandat d'Etats du monde entier. La CPI dénonce une *« atteinte à l'Etat de droit »*, alertant : *« C'est l'ordre juridique international lui-même qui est mis en péril. »* Sur X, le ministre des affaires étrangères israélien, Gideon Saar, a, lui, salué *« une position morale claire »* des Etats-Unis.

« Guerre juridique »

Aux onze magistrats désormais ciblés par Washington, s'ajoutent trois ONG palestiniennes, Al-Haq, Al-Mezan et le Centre palestinien pour les droits de l'homme, condamnées pour leur coopération avec la Cour. L'experte de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, est, elle aussi, sous sanction pour sa participation à la *« guerre juridique »* dont Israël se dit victime.

« Nous ne tolérerons aucun abus de pouvoir de la CPI qui viole la souveraineté des Etats-Unis et d'Israël et soumet indûment des ressortissants américains et israéliens à sa juridiction, a aussi déclaré Marco Rubio. *Les Etats-Unis et Israël ne sont pas parties au statut de Rome et rejettent donc la compétence de la CPI. »* Si des juges devaient clore l'enquête et annuler les mandats israéliens, les sanctions ne s'arrêteraient pas pour autant car Washington, de manière générale, veut interdire à la Cour de poursuivre les ressortissants d'Etats qui n'en sont pas membres, comme les Etats-Unis et Israël. Une telle évolution bénéficierait aussi à la Russie alors qu'un mandat d'arrêt contre le président russe, a été délivré le 17 mars 2023. Vladimir Poutine est poursuivi pour crimes de guerre, pour avoir déporté des enfants ukrainiens en Russie.

A La Haye, ce débat est apparu au cours de l'été et a fait son chemin, jusqu'à l'Assemblée annuelle des 125 Etats membres de la Cour, organisée début décembre. Interrogée par un blog juridique en ligne, la présidente de la Cour, la juge japonaise Tomoko Akane avait toutefois clairement indiqué que les juges appliquent le droit et que les textes actuels ne permettent pas d'exempter les ressortissants d'Etats non parties. Seuls les Etats ont le pouvoir d'amender ces textes. Mais *« procéder à un tel amendement prendrait énormément de temps »*, expliquait au *Monde*, mi-novembre, un diplomate à La Haye, tandis qu'un autre écartait cette possibilité.

Dans ce contexte, apparaissent, de Moscou à Washington, les mêmes remises en cause de la Cour et les mêmes pratiques. Le 12 décembre, un tribunal de Moscou a condamné huit juges ainsi que le procureur, Karim Khan, a des peines de trois ans et six mois à quinze ans de prison, pour avoir émis le mandat d'arrêt contre le président russe. Certains des juges cumulent désormais les deux peines : ils sont recherchés par la Russie et sous sanctions américaines. ■

STÉPHANIE MAUPAS

Reprise des discussions sur l'avenir de Gaza

Une réunion devait se tenir, vendredi 19 décembre en Floride, sur les prochaines étapes prévues dans l'accord de cessez-le-feu à Gaza, entre les Etats-Unis, le Qatar, l'Egypte et la Turquie. Par ailleurs, le président américain, pourrait recevoir le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, dans les prochains jours, dans sa résidence de Floride. La deuxième phase du « plan Trump », qui a mené au cessez-le-feu le 10 octobre, prévoit le désarmement du Hamas, le retrait progressif de l'armée israélienne de toute l'enclave palestinienne, la mise en place d'une autorité de transition et le déploiement d'une force internationale.

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Inondations au Maroc : « Tout est arrivé très vite »

Au moins 37 personnes sont mortes à Safi, sur la côte atlantique du pays, à la suite de crues soudaines

REPORTAGE
SAFI (MAROC) - *envoyée spéciale*

Avec chaque coup de raclette qui expulse les derniers millimètres d'eau et de boue de sa boutique de pâtisseries, Abdullah Albi, 35 ans, prend la mesure complète, en ce mercredi 17 décembre, de l'ampleur des dégâts causés par les inondations du dimanche précédent à Safi, au Maroc. *« Le mur du fond est tombé,* montre-t-il en passant son bras dans le creux. *Tout peut s'écrouler à tout moment »*, déplore le jeune homme. Sur les murs qui tiennent encore debout, une trace de boue rectiligne marque le niveau de l'eau, montée jusqu'à 1,80 mètre.

« Les dégâts pour mon business, ce n'est pas le plus grave. Le plus choquant, c'est qu'on a perdu des vies ici et il va falloir comprendre pourquoi », assène-t-il, ému, en abaissant sa casquette sur ses yeux. Lui connaissait bien deux des 37 victimes officiellement recensées par les autorités pour le moment, le plus lourd bilan de la dernière décennie pour des intempéries de ce type dans le pays. Mustafa et Yaakoub, deux vendeurs d'or, ont été emportés par la montée soudaine des eaux alors qu'ils étaient dans leur boutique située en contrebas, dans la même rue.

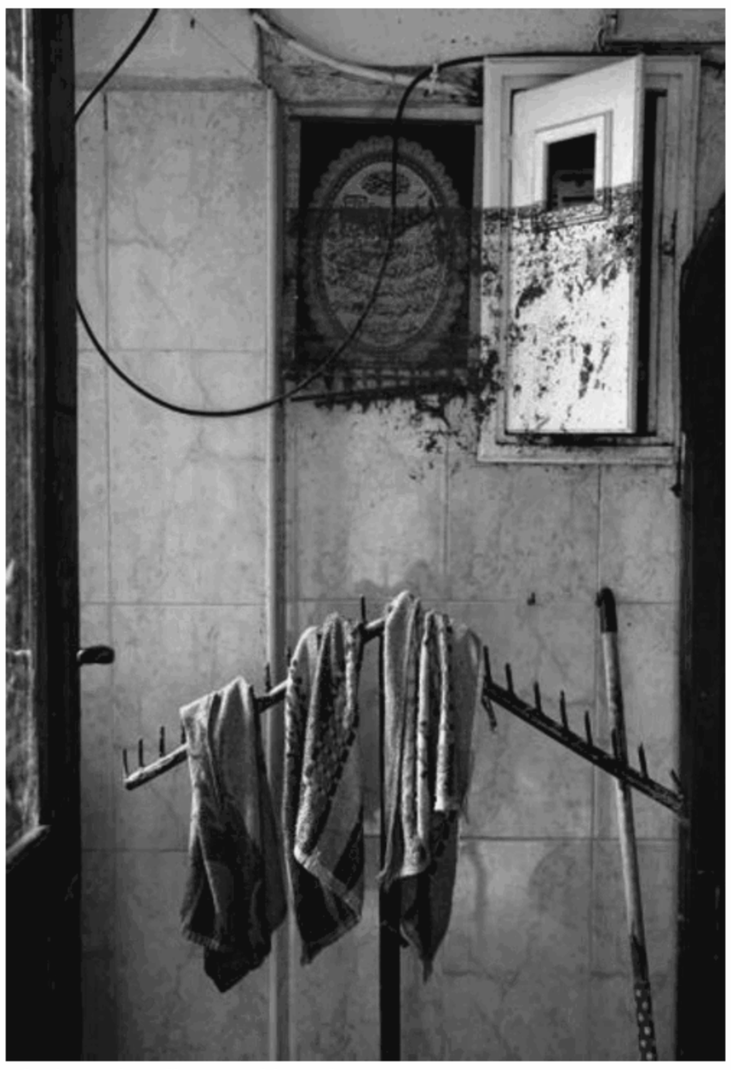
Dimanche 14 décembre, en fin d'après-midi, une crue inattendue a submergé les rues de l'ancienne médina de Safi, située à 300 kilomètres au sud de Rabat, sur la côte Atlantique. Des milliers d'habitants ont été pris de court. *« Tout est arrivé très vite,* décrit Saloua Chakir, 30 ans, mère de deux enfants. *On a couru pour sortir, mais l'eau nous a fait reculer à plusieurs reprises avant que l'on ne trouve une issue »*, poursuit la jeune femme, toujours en état de choc.

Des images de télévisions locales et ou de témoins circulant sur les réseaux sociaux ont montré un torrent d'eau boueuse dévalant les rues de ce quartier populaire et emportant sur son passage objets et voitures. Selon les autorités locales, la ville a été touchée par de violentes précipitations orageuses ayant *« provoqué des écoulements torrentiels exceptionnels »* en l'espace *« d'une heure »*, après un épisode de sécheresse de près de sept ans. *« Ce qui rend cet événement frappant, c'est qu'il n'est pas dû à des cumuls de précipitations journaliers exceptionnels, mais à des pluies de courte durée et d'une grande intensité »*, dit Meryem Tanarhte, enseignante et chercheuse en sciences du climat à l'université Hassan-II de Casablanca. Soit 20 millimètres en une heure. *« Le changement climatique joue un rôle important dans ce genre d'événement, en l'occurrence avec l'assèchement des sols qui ont plus de mal à absorber l'eau, mais il ne peut pas être la cause unique »*, poursuit-elle.

Trois jours après la catastrophe, habitants et travailleurs de l'Office chérifien des phosphates, qui dispose de sites industriels à Safi, réquisitionnés pour l'occasion, s'affairent à redonner leur apparence habituelle aux rues pavées de la vieille ville. Mais à l'intérieur des foyers, la désolation demeure.

Comme un appel à l'aide, Ibrahim (le prénom a été modifié), la quarantaine, crie à qui veut l'entendre de venir constater les dégâts à l'intérieur de sa maison familiale, défigurée par les inondations. A la lumière de quelques bougies et d'un flash de téléphone, il fait la visite : le sol est recouvert de boue et les murs, gorgés d'eau, menacent de s'écrouler. *« Regarde comme c'est dangereux, tout est fichu »*, déplore le père de famille. *« On a perdu toutes nos affaires et tous nos meubles sont inutilisables »*, ajoute-t-il en pointant du doigt des matelas souillés par la boue.

Dans la maison voisine, l'effort de remise en ordre déborde dans la petite allée. Mohammed Boukhari, un lycéen de 16 ans dans sa première année de baccalauréat, tente de sauver quelques-uns de ses cours de science physique. L'eau a gâté tous ses livres. La mine abattue, l'adolescent évoque des pensées suicidaires. A l'entrée de la médina, séparée du reste de la ville par d'immenses murs ocre historiques, des caravanes médicales ont été installées par le ministère de la santé et des associations pour une prise en charge médico-psychologique. *« Mardi, on a vu près de 500 malades, principalement pour des pathologies respiratoires vu la vague de froid et la pluie »*, indique Tarik Kazini, superviseur de l'association Les Mains blanches, alors que plusieurs dizaines de personnes, sans solution d'hébergement, dorment toujours dehors avec des températures avoisinant les 8 °C la nuit. *« On refait aussi des prescriptions pour les personnes malades chroniques qui ont tout perdu, y compris leurs médicaments et leurs ordonnances »*, poursuit-il.



Lasis Abdelwahed, dans son salon de coiffure, touché par les inondations, à Safi. Le 17 décembre. RAJ ALAYA/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

Canaux « bouchés »

De nombreux habitants s'interrogent sur les causes réelles des inondations, principalement liées au débordement d'un canal nommé oued Chaâba (asséché la plupart du temps), et qui se jette dans la mer, à quelques mètres seulement de l'ancienne ville. Certains estiment que les fortes pluies ont été aggravées par le mauvais entretien des systèmes d'évacuation. Les regards se tournent notamment vers la société régionale multiservice (SRM), chargée du réseau d'assainissement. *« Après sept années de sécheresse, il semble que certains canaux de l'oued Chaâba, qui fait office d'exutoire pour l'eau de pluie, étaient bouchés »*, relate Sidki Khalil, habitant de Safi et membre d'une commission de solidarité montée dès mardi.

Deux jours avant les inondations, un reportage de la chaîne locale, Télé Safi, avait montré l'obstruction par des déchets et des amas de végétaux de la partie basse du lit de l'oued Chaâba, juste avant qu'il ne se jette dans l'océan. Face au journaliste, un représentant des commerçants demandait alors le nettoyage du canal. Dans une autre vidéo, devenue virale et publiée par la chaîne Aljiha24, un bloc de béton, supposé appartenir à une digue, bloque complètement le débouché de l'oued Chaâba dans la mer.

Joint par *Le Monde*, le directeur de la SRM dans la province de Safi-Marrakech, Mohamed Meziani, indique que sa société *« n'est pas chargée de la gestion de l'oued Chaâba »*, et qu'*« un curage préventif du réseau d'assainissement a été effectué en octobre, afin de garantir le bon écoulement des eaux de pluies cet hiver »*. Contactée, la mairie n'a pas répondu à nos sollicitations. Le parquet national a, de son côté, annoncé l'ouverture d'une enquête pour *« déterminer les causes de cet incident tragique et en élucider les circonstances »*.

De nombreux habitants s'interrogent sur les causes réelles des inondations

Il n'empêche, beaucoup ici ont le sentiment que ces inondations meurtrières sont le résultat d'une injustice et d'un manque de considération de la part des autorités. *« Safi est une ville qui compte pour l'économie du pays puisque nous avons des industries de phosphate et l'artisanat de la poterie marocaine*, note Lasis Abdelwahed, un coiffeur de 52 ans, dont l'histoire du sauvetage à la nage a fait le tour de la ville. *Mais nous ne percevons pas cette richesse, rien n'est réinvesti ici alors que ça fait des années que nous demandons une réhabilitation de la médina. »*

Selon Mohamed Jalil, ingénieur météorologiste et hydraulicien, *« les disparités sur les réseaux d'assainissement et en matière de politique d'adaptation au changement climatique existent d'une ville à l'autre, et davantage entre les villes et leurs périphéries, faisant poindre une nouvelle fois le constat d'un Maroc à deux vitesses »*. Cet été, le roi Mohammed VI s'était élevé contre ces disparités territoriales, assurant dans un discours qu'*« il n'y a de place ni aujourd'hui ni demain pour un Maroc avançant à deux vitesses »*. Quelques mois plus tard, des manifestations conduites sous la bannière de la génération Z avaient éclaté dans plusieurs villes du royaume faisant entendre en réponse des revendications de justice sociale. ■

CÉLIA CUORDIFEDE

Pesticides : le taux de conformité de l'eau potable en net recul en 2024

Selon le ministère de la santé, seuls 71,5 % des Français ont reçu en permanence une eau conforme aux critères réglementaires de qualité

La direction générale de la santé (DGS) a publié, mardi 16 décembre, le bilan de la qualité de l'eau potable distribuée en 2024. Selon les données officielles, environ 98 % et 99 % de la population française a été alimentée par une eau conforme aux critères de qualité au regard, respectivement, des nitrates et des contaminations microbiologiques. Deux chiffres stables par rapport aux dernières années. En revanche, seuls 71,5 % des Français ont reçu en permanence une eau conforme aux critères réglementaires de qualité au regard des pesticides et de leurs produits de dégradation (ou « métabolites »).

Ce taux de conformité enregistre une chute notable, par rapport aux années précédentes : il était de 84,6 % en 2022 et 74,7 % en 2023. Il caracolait à 94 % en 2014 et est demeuré, jusqu'en 2020, au-dessus des 90 %. Cette baisse rapide n'est pas principalement liée au recul de la qualité des eaux, mais surtout à la prise en compte de nouveaux contaminants qui n'étaient jusque-là pas recherchés. C'est encore largement le cas des « polluants éternels » (substances per- et polyfluoroalkylées, ou PFAS) : les données collectées par la DGS auprès des agences régionales de santé (ARS) ne couvraient, en 2024, que 11,6 % de la population et ne permettent pas d'avoir une vue générale de la situation – le suivi de ces substances deviendra obligatoire à partir du 1er janvier 2026.

Les situations de non-conformité recouvrent des réalités différentes : pour 12,9 % des Français, elles n'ont pas excédé trente jours d'affilée dans l'année, alors que, pour 15,6 %, elles ont duré plus d'un mois. Ces non-conformités ne présentent pas de risques sanitaires selon la DGS, car les teneurs en pesticides et métabolites mesurées dans l'eau distribuée, si elles dépassent les seuils réglementaires de qualité (0,1 µg/l pour chaque substance et 0,5 µg/l pour leur somme), n'excèdent pas les valeurs sanitaires, réputées indicatrices d'un risque pour la santé en cas d'exposition chronique.

Tableau en trompe-l'œil

La plus grande part des non-conformités est causée par la présence excessive de métabolites de pesticides plutôt que des substances actives elles-mêmes. *« En 2024, 53 molécules sont à l'origine des situations de dépassements récurrents des limites de qualité ou de restrictions d'usages*, expose la DGS. *Comme en 2023, les six substances retrouvées le plus fréquemment dans les unités de distribution en situation* [de non-conformité] *sont toutes des métabolites de pesticides. »* A l'origine de ces six métabolites, trois pesticides aujourd'hui interdits : l'atrazine, la chloridazone et le chlorothalonil.

Le bilan de la conformité de l'eau du robinet dépend ainsi largement des décisions de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) de classer comme « pertinent » (potentiellement dangereux) ou « non pertinent » ces produits de dégradation de pesticides. En 2022, l'Anses avait, par exemple, déclassé l'ESA-métolachlore, le passant du statut de métabolite « pertinent » à « non pertinent », ce qui a du même coup fait revenir dans la zone de conformité réglementaire l'eau distribuée à environ 10 millions de Français. En 2024, l'Anses a également déclassé le métabolite le plus fréquemment retrouvé dans l'eau potable, le R471811-chlorothalonil. Cette déclassification s'appliquera pour le bilan 2025, mais la DGS précise que, si elle était appliquée dès 2024, *« la population en situation de conformité serait alors de 76,6 %, au lieu de 71,5 % »*.

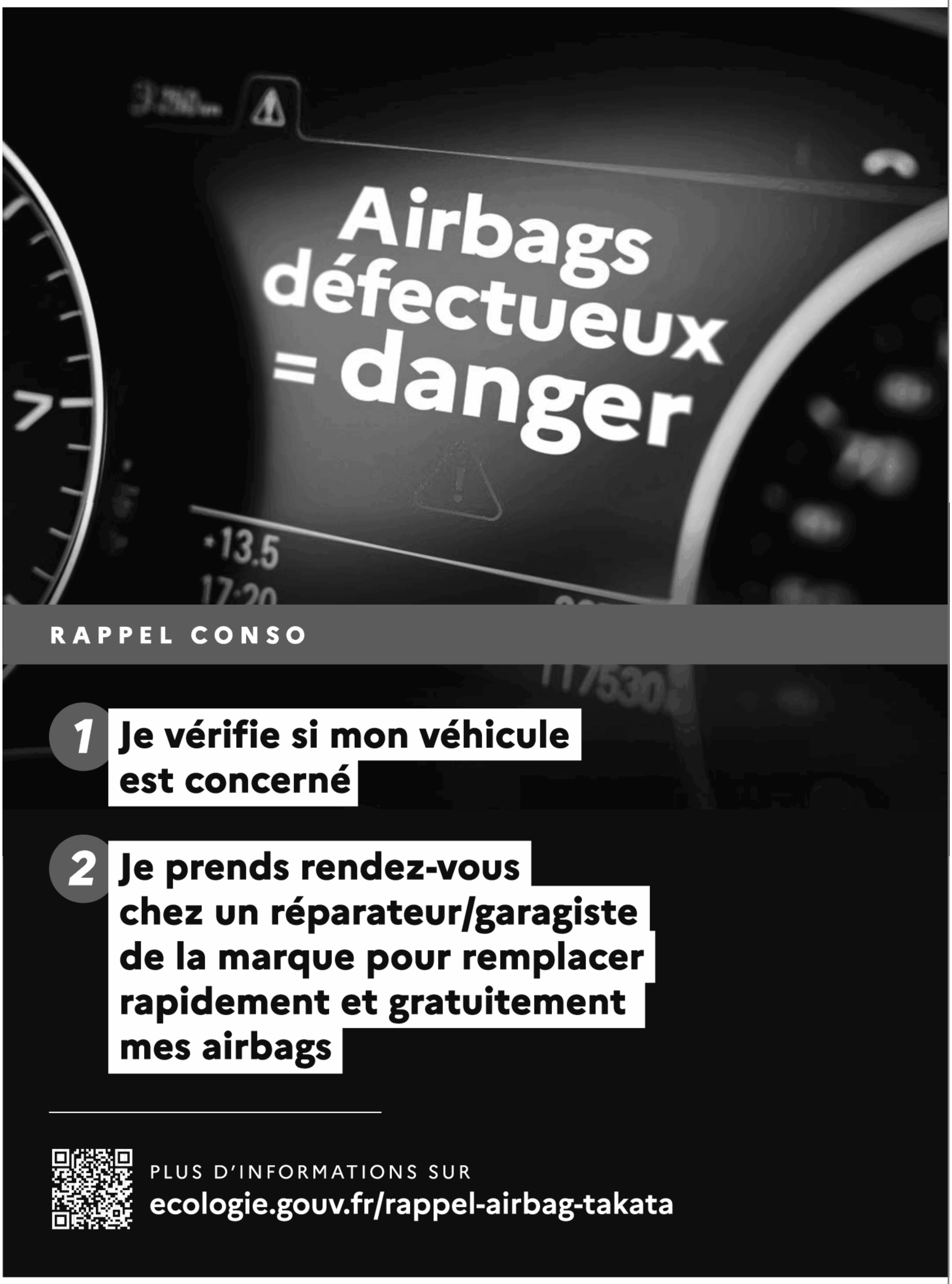
Les chiffres officiels dressent néanmoins un tableau en trompe-l'œil, avec un éléphant au milieu de la pièce nommé acide trifluoroacétique (TFA). Ce dernier est le métabolite de pesticide le plus courant, même s'il provient aussi de la dégradation d'autres produits, comme des gaz réfrigérants. Il n'a, jusqu'à présent, jamais fait l'objet d'une classification de pertinence (danger potentiel pour la santé) par l'Anses. Selon nos informations, la DGS n'a jamais saisi l'agence pour qu'elle se prononce. Interrogée sur ce point, la DGS n'a pas souhaité répondre au *Monde*. Or, le TFA ne pourrait pas être considéré comme « non pertinent » puisqu'il fait l'objet d'une proposition de classification comme « reprotoxique », actuellement examinée par les experts de l'Agence européenne des produits chimiques et des Etats membres. Problème : début décembre, une étude exploratoire de l'Anses indique que 92 % de l'eau distribuée en France contient du TFA à plus de 0,1 µg/l, c'est-à-dire au-dessus du seuil de conformité pour les métabolites pertinents.

« Les actions préventives (actions de reconquête de la qualité de la ressource en eau), en lien avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de l'écologie, sont à privilégier », estime la DGS, dans son rapport. De telles actions préventives visent, en particulier, à restreindre les épandages de pesticides dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable – des surfaces qui représentent, selon les estimations, moins de 5 % de la surface agricole utile française. ■

STÉPHANE FOUCART

GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Budget 2026 : l'introuvable compromis

La commission mixte paritaire, réunie vendredi matin, n'a pas abouti à un accord entre députés et sénateurs

Le miracle de Noël n'aura pas lieu. Vendredi 19 décembre, les sept sénateurs et sept députés qui se sont réunis dès 9 h 30 à l'Assemblée nationale en commission mixte paritaire (CMP) ne sont pas parvenus à aboutir à une copie de compromis sur le budget de l'Etat. Cette réunion de la dernière chance avant la fin de l'année, dans l'objectif de faire voter le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 au Sénat et surtout à l'Assemblée, aura duré peu de temps tant le désaccord était certain avant même que le conciliabule commence. Une loi spéciale devrait être votée dès lundi à l'Assemblée.

Quelques jours après l'adoption définitive du budget de la Sécurité sociale, cette nouvelle épreuve de discussions parlementaires s'annonçait difficile, pour ne pas dire impossible selon diverses voix de tous les bancs. *« Le vote d'un budget est plus politique, et les positions de l'Assemblée nationale et du Sénat sont – à ce stade – très éloignées »*, reconnaissait le premier ministre, Sébastien Lecornu, sur X après l'adoption du budget de la « Sécu ». Il avait redit devant les sénateurs mercredi que la tâche était *« immense »*, regrettant une *« désynchronisation »* entre députés et sénateurs à quarante-huit heures de la réunion fatidique.

D'autant que l'enjeu était double : il aurait fallu non seulement que la CMP soit conclusive, mais aussi que ses conclusions puissent être votées à l'Assemblée. Car dans ce comité réduit, représentatif du poids politique de chacun dans les deux chambres, la droite et le centre sont majoritaires (8 parlementaires sur les 14). Leurs représentants auraient pu décider à eux seuls de la copie finale mais ils n'y avaient aucun intérêt : celle-ci n'aurait jamais été adoptée au Palais-Bourbon

Y avait-il un mince espoir tant les divergences semblaient trop prononcées entre les différents camps des deux chambres ? Peut-être en partant de ce qui fait consensus : atterrir sur un budget qui ne dépasse pas 5 % de déficit public. La copie du Sénat (la seule votée donc qui sert de point de départ à la CMP) a atteint 5,3 %, ouvrant la chasse à 9 milliards d'euros en trop. Mais où les trouver ? *« Nous voulons moins d'impôts et moins de dépenses et les socialistes veulent plus d'impôts et plus de dépenses. Ce sont deux mondes qui ne se rencontrent pas »*, commente Emmanuel Capus, sénateur Horizons du Maine-et-Loire. *« Si c'est pour remettre des hausses de fiscalité et de dépense sans s'interroger sur la pertinence de cette dépense, c'est un puits sans fond »*, abonde la sénatrice (Les Républicains, LR) des Hauts-de-Seine Christine Lavarde. Ces deux membres de la CMP, comme d'autres parlementaires interrogés, mettaient donc fortement en doute la possibilité d'un accord dès jeudi. *« Ça me paraît compliqué. C'est à se demander à quoi ça sert de faire une CMP »*, reconnaissait le socialiste Claude Raynal, président de la commission des finances au Sénat. Dans un scénario plus optimiste, la commission était censée durer jusqu'à samedi pour parfaire le compromis.

Le ministre de l'économie et des finances, Roland Lescure, au Sénat, à Paris, le 15 décembre. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Positions jusqu'au-boutistes

En réalité, l'essentiel de la CMP s'était joué… avant la CMP. A la baguette, Jean-François Husson et Philippe Juvin. Les deux rapporteurs spéciaux du budget, respectivement du Sénat et de l'Assemblée, tous deux LR, ont multiplié les échanges informels avec les autres parlementaires durant la semaine. Les deux hommes ont aussi dîné à Matignon mercredi soir avec le premier ministre et Amélie de Montchalin, ministre des comptes publics.

Une autre réunion avait eu lieu lundi soir entre le gouvernement, les représentants des groupes du « socle commun » et leurs chefs de file sur le budget. Sans succès. Non présent à la CMP, l'exécutif a tenté de faciliter les discussions dans la semaine, notamment en se proposant d'organiser une *« CMP à blanc »*, sorte de répétition générale entre le « socle commun » et les socialistes et le gouvernement. L'initiative n'aura finalement pas vu le jour, la faute au peu d'entrain des sénateurs d'y participer. Dans son propos liminaire vendredi, Jean-François Husson a reproché au gouvernement de n'avoir *« rien fait pour que* [la CMP] *puisse aboutir »*, regrettant également l'abandon de l'article 49.3 de la Constitution (qui permet l'adoption d'un texte sans vote).

Lors des questions au gouvernement au Palais du Luxembourg mercredi, Sébastien Lecornu avait bien senti que la position jusqu'au-boutiste des sénateurs ne présageait rien de bon. Le premier ministre y avait été particulièrement malmené par des représentants de la majorité très remontés. *« Gouverner, c'est choisir. Il faut faire un choix entre les tenants de la taxe et de la surtaxe ou les tenants, comme nous le sommes ici, des économies »*, avait lancé le président du groupe LR au Sénat Mathieu Darnaud.

Le premier ministre va saisir le Conseil d'Etat sur un projet de loi spéciale

« La radicalité d'une petite partie du groupe LR au Sénat pour des raisons très politiciennes met en danger la réussite de la CMP », regrettait l'entourage du premier ministre jeudi. Une critique qui a un peu plus tendu la majorité sénatoriale déjà émoussée par l'adoption définitive du PLFSS quelques jours plus tôt qui comprenait la suspension de la réforme des retraites, fortement critiquée au Palais du Luxembourg. Les sénateurs n'avaient pas plus apprécié les remontrances du ministre de l'économie, Roland Lescure, le 15 décembre, à la suite du vote du projet de loi de finances au Sénat avec un déficit *« inacceptable »* de 5,3 %. *« Lecornu donne l'impression de ne pas vouloir qu'on trouve une voie de passage »*, souffle-t-on du côté des sénateurs LR, accusant le premier ministre de vouloir leur refiler le mauvais rôle dans cette histoire. *« Retailleau a décidé de prendre en otage le budget de la France »*, reproche le député socialiste de l'Eure, Philippe Brun. Vendredi matin, la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon avait invité les députés et sénateurs à *« ne pas confondre le budget 2026 avec la présidentielle 2027 »*.

Les plans B ne sont pas légion

A l'Assemblée, on tentait de se projeter dans l'après-CMP pour trouver cette fameuse voie de passage. Ainsi, les macronistes répétaient que le groupe ne validerait le texte qu'en cas d'abstention des socialistes, qui, eux, réclament 10 milliards d'euros supplémentaires dans la copie. Insuffisant cependant pour une adoption du texte par l'ensemble de la représentation, sans l'abstention des Ecologistes, absents de la CMP. *« On a une copie inacceptable qui sort de l'Assemblée et une copie encore pire du Sénat. Comment voulez-vous trouver un juste milieu correct en partant de là ?*, questionne la présidente des Verts à l'Assemblée, Cyrielle Chatelain. *Il n'y a jamais eu d'accord pour le budget. »*

Et les plans B ne sont pas légion. L'hypothèse d'une ordonnance négociée (prise par le gouvernement en prenant en compte certaines revendications des socialistes), évoquée par *Les Echos*, semble trop bancale juridiquement. Jeudi, l'entourage de Sébastien Lecornu a fait savoir que le premier ministre avait demandé à ses équipes de se tenir prêtes à saisir le Conseil d'Etat sur une loi spéciale *« en cas d'échec de la CMP »*. Elle pourrait être discutée dès lundi par la commission des finances de l'Assemblée et votée dans la foulée ou le lendemain. Cette option permettrait à l'Etat de prélever les impôts au 1er janvier 2026 et de reconduire les dépenses comme l'année précédente.

Mais tous les acteurs ont conscience que la loi spéciale n'aurait rien d'une panacée, empêchant par exemple l'augmentation du budget de la défense dans une situation internationale inflammable. De plus, elle nécessitera de reprendre les discussions budgétaires en janvier et février. Un scénario que beaucoup de parlementaires lassés auraient aimé éviter, soucieux de passer à autre chose et de libérer de l'espace médiatique pour les élections municipales de mars 2026.

La navette parlementaire devrait donc repartir de la dernière copie votée, celle du Sénat. Le Palais du Luxembourg pourrait surtout, comme pour le PLFSS, observer l'Assemblée avoir le *« dernier mot »* dans l'histoire et trancher la copie finale du budget de l'Etat. Comme un retour de boomerang de son intransigeance en cette fin d'année. ■

ROBIN RICHARDOT

Chez certains socialistes, l'espoir inavouable d'un recours au 49.3

COMMENT AVOIR UN BUDGET ? C'est la question qui taraude plus d'un député du Parti socialiste (PS) après l'échec de la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi de finances (PLF), vendredi 19 décembre, où sept députés et sept sénateurs devaient trouver un terrain d'entente sur ce texte.

Début octobre, le premier ministre, Sébastien Lecornu, s'était engagé à ne pas utiliser l'article 49.3 de la Constitution. Un article qui permet de faire passer un texte sans vote, mais qui est souvent assorti d'une motion de censure venue de l'opposition. Cet abandon du dispositif avait été félicité par les socialistes, qui le réclamaient depuis des mois afin de laisser la main aux débats parlementaires et forcer le compromis pour obtenir quelques mesures de gauche.

Si cette non-utilisation du 49.3 a permis un compromis avec la gauche, lui offrant quelques victoires dans le cadre du projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS), l'affaire apparaît plus difficile pour le PLF, qui définit le budget de l'Etat. Tel quel, ce volet du budget contient de trop nombreux irritants pour les partis de gauche, et tout particulièrement le PS.

Le temps compte, et presse. Car les socialistes ont hâte de tourner la page de la séquence budgétaire afin de se concentrer pleinement sur la suivante : les élections municipales. Et pour cause, les ambitions du PS pour ce scrutin, prévu en mars 2026, sont d'autant plus grandes qu'elle pourrait hypothéquer celles pour la présidentielle de 2027, si d'aventure il venait à perdre des villes.

Ainsi, certains socialistes ouvrent la porte au retour du 49.3, s'il est adossé à un texte de compromis. C'est ce qu'a fait savoir le premier secrétaire du parti dans un entretien à *Libération*, le 11 décembre. *« Le 49.3 n'est pas une baguette magique, si le gouvernement l'utilise sans compromis préalable, il s'expose à une censure immédiate »*, a expliqué Olivier Faure. Une sortie à comprendre par la négative : si un texte de compromis venait à voir le jour, incluant les demandes socialistes telles que le retour de la surtaxe sur les grandes entreprises, et être imposé par 49.3, le groupe PS pourrait s'abstenir sur une éventuelle motion de censure. Les députés Jérôme Guedj et Philippe Brun, sur le devant de la scène budgétaire, du côté socialiste, plaident en ce sens, tout comme François Hollande.

Scénario de la loi spéciale

Un retour du 49.3 dans les rangs socialistes qui est loin de convaincre une majorité, pour l'instant. Les soutiens de M. Faure ne sont pas de cet avis. *« Je revendique le fait que l'on ait gagné la non-utilisation du 49.3. Quand on a une ligne politique, il serait intéressant d'essayer de la tenir un peu plus de quinze jours. C'est un point de notre programme, ne le piétinons pas déjà »*, s'agace le député de la Loire, Pierrick Courbon, l'un des rares socialistes à ne pas avoir voté le PLFSS.

En l'état, M. Faure ne compte pas se dédire sur le sujet, ne voulant pas plus assumer la paternité de l'idée. Le premier ministre est du même avis et refuse encore cette option. *« Il n'y aura pas de 49.3 »*, parie le député socialiste de la Drôme Paul Christophle, qui ne croyait pas à la réussite de la CMP, mais plutôt au scénario de la loi spéciale (texte organisant le fonctionnement financier provisoire de la France jusqu'au vote d'un budget), qui renverrait à une nouvelle discussion parlementaire sur le PLF dès 2026.

Reste une autre voie de passage, murmurée dans les rangs socialistes et à Matignon, selon *Les Echos* : les ordonnances budgétaires *« négociées »*. Il s'agirait de reprendre le texte sorti du Sénat en l'agrémentant des demandes socialistes et de l'imposer par ordonnances. Ce qui serait inédit depuis 1958. Mais l'affaire est loin de faire des émules chez les socialistes. Le *« concours Lépine »* pour sortir de l'étau budgétaire, dixit le chef de file des députés socialistes Boris Vallaud, semble ouvert. ■

OLIVIER PÉROU

L'endettement public de la France s'aggrave

La dette publique de l'Etat représente 117,4 % du PIB, a annoncé l'Insee, atteignant 3482 milliards d'euros

Un avertissement sec. Comme une sirène retentissant dans les couloirs de l'Assemblée nationale pour rappeler le vrai sujet critique du moment. A l'heure même où 14 députés et sénateurs se retrouvaient à la recherche d'un improbable compromis sur le budget, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié, vendredi 19 décembre, un chiffre spectaculaire, celui de la dette publique. En trois mois, la dette a encore gonflé de 65,9 milliards d'euros, pour atteindre 3482 milliards d'euros fin septembre. Cette bombe financière peut-elle encore être désamorcée ? Au-delà du sort du gouvernement Lecornu, tel est bien l'enjeu des tractations budgétaires en cours.

Tic-tac, tic-tac… Cela fait cinquante ans que la dangereuse mécanique a été enclenchée. Cinquante ans que l'Etat, les collectivités locales et la Sécurité sociale dépensent plus d'argent qu'ils ne collectent de recettes. Tous les budgets sont en déficit depuis 1975. Pour couvrir la différence, le pays s'endette toujours davantage. *« Ce ne sont pas seulement des dépenses exceptionnelles ou d'investissement qui sont financées par l'endettement, mais bien le fonctionnement courant de l'Etat et les dépenses de transfert liées à la redistribution ou aux assurances sociales »*, relève l'économiste Guillaume Hannezo dans une note récente pour Terra Nova. Cette dette, *« c'est un crédit à la consommation qui couvre les dépenses de la semaine et ne prépare en rien l'avenir »*, commente Nicolas Dufourcq, le patron de Bbifrance, la Banque publique d'investissement, dans *La Dette sociale de la France, 1974-2024* (Odile Jacob, 544 pages, 28,90 euros).

La France figure au troisième rang des pays européens les plus endettés, derrière la Grèce et l'Italie

Montant colossal

Le mouvement s'est aggravé ces dernières années. Alors qu'après avoir ouvert les vannes de l'argent public durant la crise due au Covid-19, la plupart des pays les ont resserrées pour réduire leur taux d'endettement, la France n'y est pas parvenue. Son déficit a dérapé par rapport aux prévisions, il est le pire de toute la zone euro, et la dette a suivi. Les derniers chiffres de l'Insee sont marquants : en un an, la dette publique s'est alourdie de 181 milliards d'euros, soit 5,5 %, et rien ne semble freiner son augmentation.

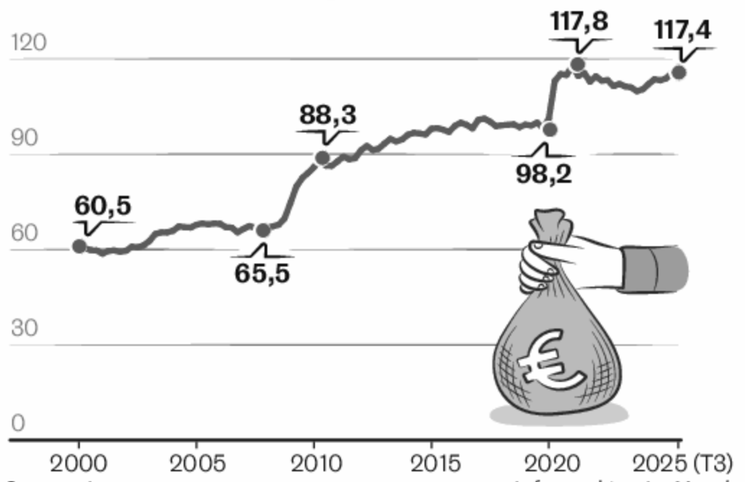
Plus important encore : cette dette grimpe plus vite que la richesse nationale. En 1980, elle ne pesait que 20 % du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, elle équivaut à 117,4 % du PIB, un record hors guerre ou pandémie. Elle dépasse dès à présent le taux de 115,5 %, qui avait été prévu pour la fin décembre dans le budget 2025, et se rapproche du sommet de 117,8 % touché début 2021, en plein Covid-19. La France figure ainsi au troisième rang des pays européens les plus endettés, derrière la Grèce et l'Italie.

Presque 3500 milliards d'euros. Ce montant colossal n'est pas seulement un alignement de chiffres, difficile à se figurer. Il représente surtout une sérieuse menace pour la France, avec deux hypothèses susceptibles de se conjuguer : un lent étouffement budgétaire, une vraie crise financière.

Le premier risque est que le budget du pays se retrouve peu à peu phagocyté par le versement des intérêts à payer sur la dette. Le phénomène est déjà en marche. La charge de la dette mobilise dès à présent des ressources massives : environ 52 milliards d'euros en 2025, soit 8 % du budget de l'Etat. Cette facture a doublé depuis 2020. Elle devrait poursuivre son ascension, et atteindre 60 milliards d'euros en 2026, puis 77 milliards en 2028, selon Bercy.

La conséquence d'un triple mouvement. D'abord, le stock de dette sur lequel sont calculés les intérêts s'accroît. Faute d'un déficit maîtrisé, la dette tricolore devrait frôler 120 % du PIB en 2026, et 122 % en 2027, selon l'agence américaine de notation Kroll. Le Fonds monétaire international la voit même s'envoler à 129 % en 2030. Ensuite, les taux d'intérêt ont augmenté dans le monde entier ces dernières années. Enfin, par prudence, les investisseurs internationaux exigent désormais de la France des taux plus élevés qu'ailleurs. Ainsi doit-elle payer plus cher que l'Italie, la Grèce ou l'Espagne pour s'endetter.

Dette des administrations publiques au sens de Maastricht, par trimestre, en pourcentage du PIB



Source : Insee — Infographie : *Le Monde*

Crise financière

Au total, les seuls intérêts de la dette risquent d'absorber une part croissante du budget au fil des ans, contraignant le pays à tailler dans le reste des dépenses. Mais il y a pire que ce nœud coulant. C'est la crise financière. Dans ses scénarios pour 2026, la banque Saxo Bank suggère qu'elle pourrait survenir dès janvier.

Il suffirait d'une étincelle, par exemple d'une adjudication d'obligations du Trésor à laquelle les investisseurs, méfiants, ne souscriraient pas en nombre suffisant. En quelques jours, le taux d'intérêt demandé par les marchés pour acheter de la dette bleu, blanc, rouge pourrait passer de 3,5 % à près de 6 %, des niveaux jamais vus depuis deux décennies. Pour peu que la Banque centrale européenne refuse de venir à la rescousse, la situation pourrait dégénérer et la Bourse plonger.

Contraint de réagir dans l'urgence, le gouvernement réunirait alors dans la nuit un conseil de défense économique, et présenterait au petit matin un plan d'austérité incluant des privatisations et une nouvelle réforme des retraites, imagine Andréa Tueni, de Saxo Bank. Sa conclusion : *« Aucune dette, pas même celle de la France, n'est sacrée »*, et les marchés peuvent soudain imposer les réformes que les politiques n'ont pas pu mener.

Sur le marché mondial des obligations d'Etat, *« la France représente le principal risque »*, confirme Jonas Goltermann, de Capital Economics. La Banque de France suit cela de près. Avec une inquiétude particulière, liée aux hedge funds. Ces fonds spéculatifs représentent désormais plus de 50 % des échanges sur le marché des dettes d'Etat européennes. *« Leur retrait pourrait donc amplifier un éventuel retournement »*, glisse-t-on à la Banque de France.

Comment empêcher cette bombe d'exploser ? Sur le papier, la réponse est simple : la France doit retrouver la confiance des marchés, en montrant qu'elle peut ramener le déficit public à 3 % du PIB, la condition sine qua non pour stabiliser la dette. Quand il était premier ministre (décembre 2024-septembre 2025), François Bayrou s'était engagé à atteindre cette cible en 2029. La suite a montré que dans la réalité pareil effort était politiquement compliqué à faire accepter.

La première étape du plan Bayrou consistait à réduire le déficit à 4,6 % du PIB dès 2026. Il n'en est plus question. En l'état des discussions, le projet de budget ramènerait le déficit des 5,4 % attendus en 2025 à seulement 5,3 % en 2026. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, tient à le contenir en dessous de 5 %. Grand maximum. Autant dire que trouver un budget qui satisfasse à la fois la droite, les macronistes, les socialistes et les investisseurs s'annonce ardu. ■

DENIS COSNARD

Un premier bilan de la réforme de l'assurance-chômage mitigé

Selon une note de l'Unédic, la réforme de 2023 a eu pour effet une hausse significative du nombre de personnes en fin de droits

La réforme de l'assurance-chômage de 2023 devait être la *« première étape »* pour atteindre le plein-emploi. Deux ans et demi plus tard, le taux de chômage atteint 7,7 % de la population active, loin, donc, des 5 % visés. C'est dans ce contexte que l'Unédic – l'organisme paritaire qui gère le régime – dresse un premier bilan de ces changements mis en œuvre lorsque Olivier Dussopt était ministre du travail (2022-2024), dans une note publiée jeudi 18 décembre.

Entrée en vigueur le 1er février 2023, la réforme avait instauré le principe de « contracyclicité » dans l'indemnisation des demandeurs d'emploi afin de répondre à la promesse d'Emmanuel Macron lors de la campagne de 2022 : rendre l'assurance-chômage plus stricte quand le marché du travail se porte bien, et plus généreuse quand il se dégrade. La durée d'indemnisation avait ainsi été réduite de 25 % (avec un minimum de six mois) à partir du moment où le taux de chômage est au-dessous de 9 %. La durée maximale des droits est désormais plafonnée à dix-huit mois pour les demandeurs d'emploi de moins de 55 ans – les règles diffèrent pour ceux de plus de 55 ans et de 57 ans.

Le premier effet est d'ordre budgétaire. Selon les estimations de l'Unédic, une fois la mesure pleinement montée en charge, à horizon 2027, ces nouvelles règles permettraient au régime d'économiser 4,5 milliards d'euros par an. *« Il s'agit de la réforme ayant le plus fort impact financier sur l'assurance-chômage au cours des dix dernières années »*, écrivent les auteurs de la note. En plafonnant la durée d'indemnisation à dix-huit mois, *« le décret de 2023 a (…) entraîné une réduction de la durée potentielle »* des droits pour tous les allocataires. *« La durée potentielle de droit s'établit désormais à seize mois en moyenne, contre vingt mois en 2022 »*, souligne le document, soit une baisse de 20 %.

Solidarité nationale

Pour autant, les chômeurs ne quittent pas beaucoup plus vite l'indemnisation. La durée réellement indemnisée diminue, mais de manière plus limitée : – 14 % pour tous les demandeurs d'emploi hors ceux des filières seniors. Résultat, *« les allocataires utilisent en moyenne une part plus importante de leurs droits qu'auparavant »*, écrivent les auteurs : *« ils mobiliseraient deux tiers »* de leur indemnisation depuis la mise en place de la « contracyclicité ». Lorsque les droits sont plus courts, les demandeurs d'emploi en utilisent une part plus importante.

L'un des effets les plus importants de la réforme concerne les sorties de l'assurance-chômage. Ainsi, à partir d'août 2023, le nombre de personnes arrivées en fin de droits augmente considérablement. Selon l'étude, *« entre mars 2023 et mars 2025, le nombre d'allocataires atteignant la fin de leurs droits sans possibilité de rechargement est passé de 43 000 à 71 000, soit une hausse de 65 % »*. Et cette situation concerne avant tout des demandeurs d'emploi ayant travaillé longtemps.

Cette augmentation des personnes en fin de droits se traduit par un recours accru à d'autres aides

« Autour de 30 % des allocataires entrants » vont jusqu'à la fin de leurs droits, soit un taux proche de celui observé avant une précédente réforme, en 2019-2021 et proche du niveau d'avant la crise due au Covid-19. Cette hausse concerne avant tout des personnes ayant travaillé longtemps. Les allocataires ayant plus de dix-huit mois d'affiliation – la période de travail nécessaire pour ouvrir des droits – deviennent majoritaires parmi ceux qui épuisent leurs droits. Cette hausse du nombre de personnes en fin de droits se traduit mécaniquement par un recours accru à d'autres aides. *« La part de* [ces personnes] *bénéficiant ensuite de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) est en nette augmentation »*, souligne l'Unédic, passant de 13 % mi-2022 à 20 % mi-2025. Fin 2024, 267 000 personnes percevaient l'ASS, avec une forte hausse des nouveaux entrants. Si la réforme a donc réduit les dépenses de l'assurance-chômage, une partie du coût s'est déplacée vers la solidarité nationale.

En revanche, sur l'objectif principal de la réforme, à savoir accélérer le retour à l'emploi, la note de l'Unédic se garde pour l'heure de tout état des lieux. *« Des travaux plus approfondis sont en cours pour évaluer les effets de la réforme sur les parcours des allocataires »*, précise le document. ■

THIBAUD MÉTAIS

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

JUSTICE

Deux policiers lourdement condamnés pour avoir percuté un motard

Deux policiers, un jeune gardien de la paix et un major de la Préfecture de police de Paris, ont été reconnus coupables de violence volontaire aggravée et condamnés à trois ans de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Créteil, jeudi 18 décembre, pour avoir volontairement percuté, le 14 octobre, un motard avec leur voiture de service sur l'A4, dans le Val-de-Marne. Il leur est également interdit d'exercer la profession de fonctionnaire de police pendant un an et de porter une arme pendant un an. Le jugement est bien plus lourd que ce qu'avait réclamé le parquet – dix-huit mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction d'exercer.

La Mairie de Paris saisit la justice de deux nouveaux cas d'enfants tondus

Deux enfants d'une fratrie placée en foyer à Paris qui avaient des poux ont été tondus en juillet, a indiqué jeudi la Mairie, qui a signalé ces faits à la justice. Début décembre, il avait été révélé que des employés d'un autre foyer accueillant des enfants placés avaient rasé la tête d'un garçon placé en le filmant, en février, et ce *« à des fins d'humiliation »*, selon la Mairie de Paris, qui avait également saisi la justice. La Ville a convoqué *« en début de semaine prochaine »* l'ensemble des directeurs d'association gérant ces foyers, et la famille sera reçue. – *(AFP.)*

Municipales : la droite et le centre unis à Bordeaux

Les anciens ministres Thomas Cazenave et Nathalie Delattre ont trouvé un accord, à trois mois du scrutin

Après trois sondages et au terme de laborieuses tractations, la droite et le centre bordelais sont enfin parvenus, à quelques jours de Noël, à un accord dans la perspective des élections municipales de mars 2026. Thomas Cazenave, conseiller municipal et métropolitain Renaissance à Bordeaux, tentera, à la tête d'une liste d'union (Les Républicains [LR], Renaissance, MoDem, Horizons, Parti radical, Union des démocrates et indépendants, Nouveau Centre, Alliance centriste), de reconquérir le fauteuil de maire, ravi à la droite par l'écologiste Pierre Hurmic en 2020. Nathalie Delattre, présidente du Parti radical et conseillère municipale depuis 2008, qui prétendait conduire la liste avec l'appui de LR et du MoDem, s'est finalement inclinée et présidera le comité de soutien. Sa présence sur la liste n'est pas actée. Sa réélection au Sénat en septembre semble en revanche assurée.

Un accord arraché après des mois de discussions et quelques tensions. Car si les deux anciens ministres d'Emmanuel Macron, aux profils très différents, étaient convenus début 2025 de recourir aux sondages pour se départager, ils n'ont jamais réussi à s'entendre sur les modalités de cet *« outil essentiel pour mesurer les attentes »* des Bordelais.

Dès les premières discussions, l'ancienne adjointe d'Alain Juppé estime que *« ce sondage doit poser la question du face-à-face »*. C'est-à-dire ne pas seulement tester le score d'une liste d'union conduite par l'un ou l'autre, mais également une troisième hypothèse où tous les deux seraient candidats. Le macroniste s'y oppose. *« Le seul juge de paix devait être la mesure du plus fort de nous deux face à* [Pierre] *Hurmic, pas de simuler une forme de primaire au premier tour »*, estime M. Cazenave.

« Un esprit impérialiste »

Alors que la précampagne n'a pas commencé, M. Cazenave, uniquement soutenu par Renaissance, mais impatient d'en découdre, déclenche, dès avril, une première étude auprès de l'institut IFOP, financée par le parti macroniste. Résultat : à la tête d'une liste d'union de toutes les forces politiques de la droite et du centre, le député de Gironde distance de quelques points sa rivale. L'initiative de M. Cazenave est vécue comme un coup de force dans le camp d'en face. *« Il a voulu imposer l'union par la force, au lieu de dire "comment pourrait-on travailler ensemble ?"*, regrette Fabien Robert, patron du MoDem dans la capitale girondine et soutien de Mme Delattre. *C'est un esprit impérialiste. »*

A l'époque, Mme Delattre dédaigne l'étude commandée par son rival. Pour la ministre déléguée au tourisme de François Bayrou, il est encore trop tôt pour trancher. Le choix du candidat est renvoyé à l'automne. Six mois plus tard, à la veille du 11-Novembre, le député et la sénatrice échouent de nouveau, au terme d'une très longue réunion, à s'entendre sur les scénarios à soumettre aux électeurs dans un éventuel sondage commun. Chacun décide de financer sa propre enquête. La bataille des sondages aura bien lieu.

M. Cazenave dégaine le premier, rendant public, fin novembre, un deuxième sondage, réalisé par l'institut OpinionWay. L'inspecteur des finances, qui a enregistré entre-temps le ralliement de deux conseillers municipaux d'opposition, Alexandra Siarri et Pierre-de-Gaétan Njikam, et le soutien du patron d'Horizons, Edouard Philippe, confirme son avance sur la viticultrice, dans toutes les hypothèses. Y compris celle où, comme le réclamait Mme Delattre, chacun d'entre eux conduirait sa propre liste au premier tour.

Quelques jours plus tard, Mme Delattre convoque une conférence de presse pour annoncer, cas de figure inédit, qu'elle ne divulguera pas les chiffres du sondage qu'elle a elle-même commandé à l'IFOP. Au motif qu'*« à deux ou trois points près »*, ils sont semblables à ceux de l'enquête OpinionWay publiée par son rival, donc pas déterminants. Inutile de faire payer cette étude au contribuable en l'intégrant à ses comptes de campagne, argumente-t-elle. *« Mais je ne me défile pas puisque je le commente »*, se défend la sénatrice.

En coulisse, les deux parties s'accusent mutuellement d'avoir chacune déclenché une enquête d'opinion *« dans le dos »* de l'autre. M. Cazenave insiste sur le résultat d'un second tour en triangulaire, scénario dans lequel il l'emporterait face à la liste du maire sortant, Pierre Hurmic, alors qu'il serait battu en quadrangulaire. *« C'est malhonnête, car l'hypothèse d'une triangulaire au second tour ne peut pas exister*, dénonce M. Robert. *Ce sondage a été fait pour nous assommer. »* M. Cazenave balaie l'accusation d'un revers de main : *« Leur sondage aurait été bon* [pour eux], *ils l'auraient rendu public. »*

Mi-décembre, Mme Delattre et M. Robert déjeunent à Paris avec leur figure tutélaire, Alain Juppé. Mais l'ancien maire de la ville, s'il s'intéresse toujours à la politique bordelaise, est tenu par le devoir de réserve que lui impose le Conseil constitutionnel et se garde d'intervenir dans cette guerre picrocholine.

L'accord a été arraché après des mois de discussions et de tensions autour d'une bataille de sondages

Caution importante

La même semaine, M. Cazenave reçoit le soutien d'Hélène Florian, veuve de l'ancien maire LR Nicolas Florian. Celui-ci, décédé brutalement le 26 janvier, *« avait noué un lien de confiance avec Thomas Cazenave, qui ne s'est jamais défait »*, atteste-t-elle. Une caution importante pour le député, alors que Mme Delattre s'est initialement présentée comme celle qui devait naturellement prendre la suite de M. Florian.

Si la salve de sondages a échauffé les esprits dans la capitale girondine et pesé sur l'issue de ce bras de fer entre amis, elle a aussi permis d'enregistrer la percée d'un trublion sur l'espace électoral de la droite et du centre. L'économiste Philippe Dessertine, qui a annoncé sa candidature mi-septembre, se situe dans les deux enquêtes réalisées en novembre au-dessus du seuil des 10 %, qui permet de se qualifier pour le second tour.

Avant de conclure l'accord avec M. Cazenave, Mme Delattre a rencontré à plusieurs reprises l'universitaire, familier des plateaux de télévision, lui proposant de la rejoindre. En vain. M. Dessertine, issu d'une famille bordelaise, rejette *« la politique à l'ancienne »* incarnée à ses yeux par les candidats des partis. Lui se veut le représentant de la *« société civile »*. *« Ils veulent me mettre dans une case, ils ne comprennent rien »*, dit-il de ses rivaux. Dans les rues de Bordeaux, il sent, confie-t-il, une *« formidable dynamique »* en sa faveur, qui l'*« émeut »*. Et n'écarte pas d'être élu *« au premier tour, comme Alain Juppé autrefois »*. ■

NATHALIE SEGAUNES

Le Monde
Formalités & Annonces Légales

ACCESSIBLE 24H/24, BÉNÉFICIEZ D'UNE PLATEFORME RAPIDE ET EFFICACE POUR L'ENREGISTREMENT DE VOS ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

DEVIS IMMÉDIAT
COMPTE PROFESSIONNEL PERSONNALISÉ
ATTESTATION IMMÉDIATE DE PARUTION EN LIGNE

Publiez votre annonce dans l'heure sur
annonces-legales.lemonde.fr !

avec MonAnnonceLégale.com

La réforme de la haute fonction publique inquiète toujours les préfets

Le nouvel acte de décentralisation annoncé par Sébastien Lecornu suscite également des craintes chez les représentants de l'Etat

Faites que la France date son bonheur de l'établissement des préfectures », avait lancé Napoléon, en 1800, à l'adresse des premiers préfets. Certains de leurs contemporains ont quant à eux daté leur « malheur » à 2021 et à l'annonce de la mise en extinction du corps préfectoral. Un pilier de la réforme de la haute fonction publique engagée par Emmanuel Macron dans une logique d'ouverture et de diversification de la haute administration comme de dynamisation des parcours et carrières de ses membres. Comme pour les corps diplomatiques et les corps d'inspection générale (des finances, des affaires sociales ou de l'administration), eux aussi supprimés, l'idée du chef de l'Etat était alors d'en finir avec la noblesse d'Etat et d'abolir un système de *« rente »*.

Quatre ans après, les esprits semblent s'être un peu apaisés. Toutes les craintes ne se sont pas évaporées pour autant chez les préfets. Notamment celles d'une trop large extension de la préfectorale, d'une perte de leur mainmise sur les hauts postes, d'une remise en cause de leur métier et, même, d'un risque de politisation de certaines nominations. *« Ce n'est pas encore complètement digéré »*, estime un préfet. *« On ne s'improvise pas préfet »*, ajoute un autre.

« Le métier de préfet est exigeant et s'apprend progressivement », a confirmé le préfet Pierre-André Durand, jeudi 18 décembre, à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur (ACPHFMI), qu'il préside. Pour le préfet de la région Occitanie, *« les parcours exagérément accélérés, les nominations de personnes inexpérimentées ou trop jeunes pourraient mettre en difficulté l'Etat »*. Dans son viseur, sans surprise, la « fonctionnalisation », ce terme administratif qui désigne la réforme de la préfectorale. Si la fonction de préfet demeure toujours, le corps préfectoral n'existe plus en effet en tant que tel, compte tenu de l'extinction du statut particulier qui régissait la carrière des préfets tout au long de leur vie. Le recrutement n'y est désormais possible qu'en détachement et pour une durée limitée.

Malgré quelques *« garde-fous »* comme la *« limitation du nombre de nominations potentiellement politiques »*, des *« préoccupations »* demeurent, a jugé Pierre-André Durand à l'occasion de cet événement organisé Place Beauvau et qui marquait les 80 ans de l'ACPHFMI. *« Pas de séquence nostalgie »*, promet-on dans les rangs de l'association. *« Un peu tout de même*, estime néanmoins un novice dans la profession. *Je ne savais pas qu'il y avait une nouvelle tournée des stars des années 1980. »*

« Loyauté »

Le préfet d'Occitanie rétorque : *« Notre association a toujours eu une position constante de loyauté et de dialogue sur la réforme. »* Ce qui ne l'empêche pas pour autant de demander *« encore »* une *« amélioration »* du statut d'emploi des préfets et sous-préfets. L'ACPHFMI réclame notamment la révision de la durée maximale d'exercice continu des fonctions de préfet, fixée à neuf ans. L'occasion surtout pour Pierre-André Durand de souligner une inégalité par rapport à d'autres hauts fonctionnaires, les directeurs d'administration centrale. *« Il serait convenable de leur imposer la même limitation de neuf années pour les obliger notamment ensuite à diriger un service déconcentré pendant quelques années »*, juge-t-il. *« La réforme devait pourtant combattre l'entre-soi »*, note-t-il.

Autre sujet de préoccupation des préfets : le nouvel acte de décentralisation annoncé par le premier ministre, Sébastien Lecornu, et qui doit se concrétiser par la présentation d'un projet de loi début 2026. *« Clarifier les responsabilités nous paraît bienvenu*, a affirmé Pierre-André Durand. *Mais si nous adhérons à cet objectif, la réforme ne doit pas fragiliser davantage l'administration déconcentrée de l'Etat. »*

Intervenant en clôture de l'événement, le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, a déclaré avoir *« parfaitement entendu les préoccupations »* de l'association du corps préfectoral. La future réforme *« ne vise pas à fragiliser »* l'administration déconcentrée, a-t-il promis. *« Derrière cette clarification des responsabilités de chacun* [Etat et collectivités] *se trouve bien la volonté de conforter le positionnement des préfets et notamment d'en faire les délégués territoriaux des opérateurs »*, a abondé l'ancien préfet de police de Paris. Le locataire de la Place Beauvau a néanmoins déjà promis aux préfets une consécration rapide au niveau législatif de leur pouvoir de dérogation aux normes, ainsi qu'une *« sécurisation de leur responsabilité pénale »*. *« Vous n'êtes pas près de perdre du terrain »*, a-t-il lancé à l'adresse des préfets. Les représentants de l'Etat le prennent au mot. ■

BASTIEN SCORDIA

Rachida Dati visée par une nouvelle enquête

Les perquisitions concernent les activités et les rémunérations de la ministre, alors qu'elle était eurodéputée

La campagne électorale pour la Mairie de Paris risque d'être rythmée par l'actualité judiciaire de l'une des principales candidates, Rachida Dati (Les Républicains). Déjà renvoyée devant le tribunal correctionnel pour « corruption » et « trafic d'influence » dans l'affaire Carlos Ghosn, la maire du 7e arrondissement de Paris et ministre de la culture a été visée, jeudi 18 décembre, par des perquisitions, a annoncé le parquet national financier (PNF) dans un communiqué, confirmant une information du *Nouvel Obs* et de l'émission « Complément d'enquête ».

Cette opération a été menée au domicile de Mme Dati, au ministère de la culture et à la mairie du 7e arrondissement, dans le cadre d'une information judiciaire confiée à deux juges d'instruction du pôle économique et financier du tribunal de Paris et ouverte, le 14 octobre, par le PNF pour « corruption active et passive », « trafic d'influence », « détournement de fonds », et « recel et blanchiment de ces délits » en lien avec l'exercice du mandat de parlementaire européenne de Mme Dati. Sollicités, ses avocats n'ont pas réagi.

Les investigations, confiées à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, concernent les activités et les rémunérations de Mme Dati alors qu'elle était députée européenne (2009-2019) – en dehors de celles en lien avec Renault-Nissan et son ex-PDG Carlos Ghosn – et ses relations d'intérêts présumées avec l'Azerbaïdjan et le Qatar. Une enquête préliminaire avait été ouverte par le PNF en avril.

Les juges d'instruction se polarisent notamment sur les rémunérations touchées par Mme Dati de la part de l'homme d'affaires Nicolas Sarkis, responsable légal de la société britannique de gestion d'actifs AlphaOne Partners. Comme l'a vérifié *Le Monde* dans le dossier Carlos Ghosn, M. Sarkis a reconnu en audition avoir rémunéré Mme Dati *« 300 000 euros de septembre 2012 à mars 2014 »* et *« 100 000 euros par an de 2010 à 2018, dans le cadre d'un forfait annuel de conseil juridique »*, et avoir scellé avec elle un *« contrat de droit anglais »* signé en octobre 2009 et entré en vigueur après la prestation de serment d'avocate de Mme Dati, début 2010.

Rachida Dati, ministre de la culture, à Paris, le 11 novembre. KAMIL ZIHNIOGLU POUR « LE MONDE »

« Ce recrutement était justifié par la notoriété et les compétences de l'intéressée, susceptibles d'asseoir la crédibilité en France d'AlphaOne Partners, et aucunement par le mandat parlementaire de Mme Dati qu'il avait découvert après avoir signé le contrat avec elle, peut-on lire dans l'ordonnance de renvoi du dossier Carlos Ghosn. *M. Sarkis précisait que Mme Dati se devait d'être disponible, mais qu'aucun volume horaire ni compte rendu écrit ne lui étaient demandés. »*

Le dossier « GDF Suez »

Le *Nouvel Obs* rappelle que Mme Dati avait suggéré, en avril 2016, au fonds souverain Qatar Investment Authority d'investir dans la société de M. Sarkis, et révèle que Tracfin, le service anti-blanchiment de Bercy, a pointé d'autres versements de M. Sarkis à Mme Dati, en 2022 et 2023, pour un montant total de 50 000 euros.

L'information judiciaire vise également 299 000 euros discrètement touchés, en octobre 2010 puis en février 2011, en lien avec GDF Suez (devenu Engie), par Mme Dati, par le truchement du cabinet d'avocats d'affaires Sarrau Thomas Couderc (devenu STC Partners). Deux membres fondateurs de ce cabinet, dont l'avocat Xavier de Sarrau, un proche de Nicolas Sarkozy qui a présenté Mme Dati à M. Sarkis, apparaissent également dans le dossier Carlos Ghosn.

Il est aussi question de 299 000 euros discrètement touchés par Mme Dati, en lien avec GDF Suez

Ce dossier « GDF Suez » précisément, découle des révélations, en juin, du *Nouvel Obs* et de « Complément d'enquête », qui avaient mis la main sur la comptabilité du cabinet d'avocats. Il y apparaît que celui-ci a reversé 149 500 euros (touchés initialement de GDF Suez), à deux reprises à Mme Dati, alors députée européenne. Avec une mention troublante dans le livre des comptes du cabinet : *« Dati honoraire GDF Suez »*. Selon « Complément d'enquête », des factures de 125 000 euros hors taxes (soit 149 500 toutes taxes comprises) ont été émises par Mme Dati, en octobre 2010 et janvier 2011, à l'attention du cabinet, manifestement saisies par les enquêteurs dans l'affaire Carlos Ghosn.

Ces 250 000 euros (hors TVA) versés à Mme Dati renvoient à des éléments retrouvés, en 2019, par les enquêteurs lors d'une perquisition menée dans le bureau de son assistante, à la mairie du 7e arrondissement de Paris. Selon les éléments judiciaires présents dans le dossier Renault-Ghosn, deux mentions intrigantes apparaissaient sur les cahiers de l'assistante : *« 250 »* et *« GDF-Suez et Areva sont concurrents, revoir contrat dernière page »*.

« Apporteuse d'affaires »

Ces transactions posent question, alors que Mme Dati, à l'époque eurodéputée et membre suppléante de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen, avait déposé plusieurs amendements et questions écrites en faveur du secteur gazier – le lobbying étant interdit aux parlementaires européens. A la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), elle a mentionné 1,16 million d'euros hors taxes d'honoraires d'avocat encaissés pour 2010 et 2011, mais n'a jamais déclaré de lien d'intérêts avec GDF Suez.

A deux reprises, les juges ont demandé à Mme Dati si GDF Suez avait été son client. *« Non »*, a répondu l'élue, assurant que ses *« contrats sont connus »* et que son assistante *« écrit au kilomètre »*, *« fait des erreurs »* et a dû prendre *« en note ce que quelqu'un lui a dit par téléphone »*. Mme Dati a-t-elle été payée pour des prestations réalisées pour GDF Suez, le cabinet d'avocats brouillant les pistes par ce montage ? En juin, une source proche du clan Dati avait affirmé au *Monde* que l'élue avait été rémunérée comme *« apporteuse d'affaires »*. Selon le dossier Carlos Ghosn, Xavier de Sarrau avait reconnu en audition avoir *« accompagné »* Mme Dati à une réunion avec Gérard Mestrallet, patron de GDF Suez à l'époque. *« Il ne savait pas si ces contacts avaient abouti à des contrats »*, peut-on y lire.

Depuis ces révélations, Engie a lancé une enquête interne, dont les résultats ont été communiqués durant l'automne aux administrateurs. *« Nous ne communiquons jamais les résultats de nos enquêtes internes qui n'ont pas vocation à être rendus publics*, répond au *Monde* Engie. *Par ailleurs, nous ne faisons jamais de commentaire sur les échanges qui ont lieu au sein du conseil d'administration et qui sont couverts par la confidentialité. »*

Mme Dati est mise en cause dans d'autres dossiers judiciaires. Depuis 2023, elle fait l'objet d'une information judiciaire menée par le juge Serge Tournaire en lien avec la détention au Qatar, en 2020, d'un ex-ami de la candidate à la Mairie de Paris, le lobbyiste franco-algérien Tayeb Benabderrahmane. Au cour de l'été, le parquet de Paris a par ailleurs ouvert une enquête préliminaire pour *« l'éventuelle infraction de non-déclaration de bijoux à* [la] *HATVP »* : elle concerne une vingtaine de bijoux de luxe que Mme Dati a reçus, de 2017 à 2023, de l'homme d'affaires Henri Proglio pour un montant total de 420 000 euros, d'après l'estimation de *Libération*. ■

RÉMI DUPRÉ

La découverte de l'épave de la Caravelle Ajaccio-Nice relance l'enquête

Identifiés à plus de 2 000 mètres sous l'eau, les débris de l'avion qui s'était crashé en 1968 pourraient permettre d'éclairer les causes de l'accident

AJACCIO - *correspondant*

Elle dormait avec ses secrets, à 2 300 mètres de profondeur, au large du cap d'Antibes depuis cinquante-sept ans. L'épave de la Caravelle AF 1611 Ajaccio-Nice, mystérieusement disparue en mer le 11 septembre 1968, a été localisée en octobre par la marine nationale, relançant l'espoir de comprendre enfin les raisons de ce crash, où 95 personnes avaient perdu la vie. La nouvelle a été annoncée aux parties civiles, mercredi 15 décembre, par la juge d'instruction, dans le cadre de l'information judiciaire pour *« soustraction de document ou objet concernant un crime ou délit pour faire obstacle à la manifestation de la vérité »*, ouverte en 2012 à Nice.

« La campagne de fouilles, qui s'est déroulée dans le plus grand secret, a inspecté une zone de 8 kilomètres carrés, du 11 au 13 octobre, sur commission rogatoire ; elle a été confiée au groupement de gendarmerie maritime », confirme au *Monde* le procureur de Nice, Damien Martinelli, précisant que le commandement de la zone maritime avait été requis pour mener ces recherches. Au terme d'une trentaine d'heures de plongée au moyen d'un drone sous-marin, cette opération a permis, d'une part, d'identifier et de prendre des clichés de *« plusieurs débris de l'appareil, parmi lesquels possiblement des éléments de la queue et, d'autre part, d'identifier deux probables réacteurs »*, a-t-il complété.

A présent, la justice doit *« confirmer et affiner ces premiers résultats »*, estime le chef du parquet niçois, annonçant qu'*« une expertise va être sollicitée pour déterminer les conditions de faisabilité d'une nouvelle campagne de prises de vue, afin de procéder à une analyse visuelle plus précise et plus détaillée des pièces »*. Car si les premiers éléments recueillis sont déterminants, ces photos ne montrent pas dans le détail l'état des débris. *« Dans l'hypothèse où une telle campagne ne permettrait pas d'atteindre les objectifs précités, les conditions d'une récupération de pièces pour une analyse à terre seront examinées avec une forte vigilance quant aux risques de modification et d'altération en lien avec cette opération »*, a conclu M. Martinelli.

Par la voix de leurs avocats, Mes Paul Sollacaro, Philippe Soussi et Stéphane Nesa, les parties civiles ont salué *« une avancée majeure »* en reconnaissant *« le travail remarquable et exceptionnel »* effectué par la justice et les enquêteurs dans un dossier encalminé depuis près de six décennies, notamment du fait de ce que les tenants de l'hypothèse d'un accident de missile présentent comme une omerta de l'armée.

Mathieu Paoli, 81 ans, président de l'association des victimes du crash, qui compte 53 membres, partie civile dans ce dossier, présent avec son frère, Louis Paoli, dans le bureau de la magistrate, reste néanmoins prudent. *« C'est un pas important pour aller vers la vérité, un soupçon d'espoir, mais nous verrons où nous en serons quand les pièces seront remontées »*, déclare au *Monde* le président de l'association, échaudé par un dossier opaque.

En 1972, une commission du Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile avait conclu que l'appareil s'était abîmé en mer en raison d'un incendie dans des toilettes, ayant entraîné la perte de contrôle. La Caravelle avait quitté l'aéroport d'Ajaccio par temps clair et ensoleillé à 10 h 09, le 11 septembre 1968, avec 89 passagers à bord et six membres d'équipage. A 10 h 30, le pilote avait signalé au contrôle aérien un départ d'incendie. Le dernier contact radio et radar survenait à 10 h 33, à une quarantaine de kilomètres de Nice. Quatre campagnes de chalutage pour remonter des débris avaient été réalisées de 1968 à 1971, collectant notamment la boîte noire – inexploitable –, mais la justice avait finalement prononcé un non-lieu dans l'instruction ouverte pour *« homicides volontaires »*, le 26 juin 1973, concluant à un accident.

En 1972, une enquête avait conclu que l'appareil s'était abîmé en mer en raison d'un incendie

Contre-enquête

Les familles de victimes menaient de leur côté une contre-enquête, recueillant plus de 130 témoignages, dont celui d'un passant ayant vu une lumière bleue toucher l'arrière de l'avion. La conviction des parties civiles est que la Caravelle a été indirectement atteinte par un missile lors d'exercices militaires depuis la base du centre d'essais de la Méditerranée de l'île du Levant, à Hyères (Var).

En 2012, le parquet de Nice rouvrait le dossier, mais cette fois pour soustraction et recel de preuves. Une bande-son d'un tournage réalisé par une équipe de l'Office de radiodiffusion-télévision française le jour du crash et relatant les manœuvres militaires, au centre de détection et de contrôle aérien du mont Agel, à Menton (Alpes-Maritimes), avait été saisie par les autorités lors du montage. Le preneur de son Alain Frasquet, présent le jour des faits, a mentionné par la suite que l'on y entendait des militaires dire *« Merde, on l'a perdu... »*, sous-entendant qu'il s'agissait du missile.

En 2019, la levée du secret défense, décrétée par Emmanuel Macron, ne permettait pas d'éclairer les faits. La découverte, en octobre, de l'épave et l'analyse des pièces qui pourraient porter ou non les stigmates d'un tir de missile marqueront sans doute l'épilogue de ce mystère aérien. Chaque 11 septembre, lors de la cérémonie qui se tient au cimetière marin d'Ajaccio, Mathieu Paoli, qui a perdu ses parents dans le crash, s'exprime avec émotion, devant un parterre d'enfants de victimes qui se réduit comme peau de chagrin année après année. Mais sa détermination reste intacte : *« On ira jusqu'au bout, on ne veut ni procès ni indemnités, juste que l'Etat reconnaisse ce qui a été fait. »* ■

PAUL ORTOLI

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Perpétuité pour l'anesthésiste Frédéric Péchier

La cour d'assises du Doubs a reconnu, jeudi, le médecin coupable de 30 empoisonnements dont 12 mortels

BESANÇON - *correspondance*

Sur le perron du tribunal de Besançon, où s'entrechoquent caméras et micros jeudi 18 décembre, Delphine Ziegler dissimule sa vive émotion sous un sourire, à l'évocation du *« Noël spécial et chaleureux »* que s'apprête à partager sa famille. *« On va le passer dans la maison où ma mère habitait… On va se souvenir d'elle en pensant qu'elle a été assassinée, mais en se disant aussi que la justice l'a enfin reconnue »*, s'ouvre-t-elle aux médias, à la fois *« triste et apaisée »* par le verdict rendu vingt minutes plus tôt.

L'anesthésiste Frédéric Péchier, 53 ans, vient d'être condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour l'empoisonnement de 30 patients, dont 12 se sont révélés mortels. Une peine assortie d'une période de sûreté de vingt-deux ans et d'une interdiction définitive d'exercer la médecine.

Douze assassinats, 18 tentatives d'assassinat. *« C'est du jamais-vu dans l'histoire de la médecine et du jamais-vu dans l'histoire criminelle »*, estime Me Frédéric Douchez, avocat de la clinique Saint-Vincent, à Besançon. Le cœur de Suzanne Ziegler s'est arrêté sans raison apparente en octobre 2008, à la suite d'une simple pose de prothèse de hanche. Sa fille Delphine, à son chevet, lui a tenu la main jusqu'à son dernier souffle, alors qu'elle agonisait dans sa chambre d'hôpital. Dix-sept ans plus tard, la cour d'assises du Doubs a tranché : cette retraitée de 74 ans a été ciblée par l'empoisonneur. *« On ne fera pas revenir nos morts, mais, au moins, il y a un semblant de réparation »*, constate Delphine Ziegler.

« Mode opératoire diabolique »

« Coupable », « coupable », « coupable »… Trente fois *« coupable »*. L'interminable lecture du verdict par la présidente de la cour, Delphine Thibierge, frappe de plein fouet les 200 personnes massées dans la salle. Partout vibre une lourde émotion… Partout, sauf à la barre. Frédéric Péchier reste stoïque, comme souvent depuis l'ouverture de ce procès hors norme, trois mois et demi plus tôt. Mains croisées sur son pupitre, barbe de cinq jours, regard éteint, l'anesthésiste écoute la magistrate égrener cette liste sans jamais vaciller.

Dos à sa famille venue le soutenir et rattrapée par les larmes,

Mains croisées sur son pupitre, barbe de cinq jours, regard éteint, l'ex-praticien écoute le verdict sans jamais vaciller

Frédéric Péchier encaisse la charge judiciaire, et elle est colossale. Cette condamnation accrédite le réquisitoire du ministère public, qui l'assimilait à *« l'un des plus grands criminels de l'histoire de ce pays »*. Un anesthésiste dont la personnalité *« clivée »* aurait basculé dans une frénésie meurtrière à bas bruit. Frédéric Péchier *« tuait pour survivre psychologiquement »*, assurait, le 12 décembre, l'avocate générale Christine de Curraize, tout en orchestrant et dissimulant ses crimes avec précision.

Les mobiles de ce *« docteur de la mort »* ? Rien de rationnel, martelait-elle, une simple contrariété professionnelle pouvant faire office de stimulus. Contaminer une poche de perfusion à l'avance, s'assurer de son positionnement dans le bon chariot d'anesthésie, dans le bon bloc, au bon moment… Et laisser faire, ni vu ni connu. *« Les ennemis de Frédéric Péchier ne savaient pas qu'ils l'étaient, et les victimes ne savaient pas qu'elles étaient victimes »*, déplorait Christine de Curraize en dénonçant un *« mode opératoire diabolique »*. Avocat de la docteure Anne-Sophie Balon, anesthésiste visée par un empoisonnement après avoir été traitée de *« comploteuse »* par l'accusé, Me Georges Lacoeuilhe avait eu ces mots, lors de sa plaidoirie : *« Derrière le tueur, il y a un joueur. »*

La plaidoirie de défense de Randall Schwerdorffer, axée sur le risque majeur *« d'une erreur judiciaire »*, n'a donc pas ébranlé l'intime conviction du jury. *« Frédéric Péchier a eu ce qu'il méritait »*, tranche Hervé Hoerter, père de Tedy, foudroyé par un arrêt cardiaque en 2016, à 4 ans… Le garçon a survécu, au prix de cinq chocs électriques sur sa petite poitrine, de deux jours de coma et d'une décennie de traumatismes. *« Je suis content que justice soit rendue et qu'elle soit appliquée à toutes les victimes »*, lance timidement celui qui est désormais adolescent.

Frédéric Péchier, à son arrivée au tribunal de Besançon, le 15 décembre. ARNAUD FINISTRE/AFP

Sandra Simard acquiesce. *« On est content que les 30 cas aient été retenus, on avait peur que certains restent encore sur le bord de la route »*, soupire cette autre miraculée, cofondatrice de l'association des victimes de l'affaire. Pour elle comme pour la police, c'est une certitude : de nombreux autres empoisonnements du docteur Péchier resteront sous les radars, impunis, faute de preuves pénales probantes.

Les *« preuves »*. C'est sans doute le mot le plus prononcé et le plus débattu durant ce procès Péchier. La présidente, Delphine Thibierge, a relevé le périlleux défi de tenir ces plus de trois mois de débats, dont la technicité pouvait effrayer. Parfois critiquée pour sa manière de faire, tout en flottement et tâtonnements, elle a mené sa barque à quai. Si sa décision de laisser le docteur Péchier interroger lui-même ses confrères experts en a déconcerté plus d'un, ce « passe-droit » a permis d'éclairer la position de la défense, et certaines de ses incohérences sur le plan médical. Menés avec opiniâtreté, les interrogatoires de l'accusé, eux, ont pu être tendus, mais jamais frontaux. Delphine Thibierge a jusqu'à samedi soir pour rédiger et transmettre sa feuille de motivations, qui étayera le verdict… Un document très attendu par l'ensemble des parties.

Une fois l'audience terminée, très émues, une trentaine de victimes directes ou indirectes tiennent à saluer et même à applaudir les deux avocates générales et la juriste qui composaient l'équipe d'accusation. Engagée corps et âme dans cette procédure depuis neuf ans, Christine de Curraize a, pour chacune, des mots empreints de compassion et de réconfort. Scène rarissime, trois enfants de victimes assassinées en 2008, en 2015 et en 2016 tombent dans ses bras.

Un horizon réduit

Au même moment dans une pièce voisine, Frédéric Péchier échange une dernière fois avec les siens, avant d'être transféré à la maison d'arrêt de Besançon. Face à la vérité judiciaire retenue par ce jury, l'anesthésiste maintient sa version : celle d'un homme accusé et désormais condamné à tort. Son avocat a déjà fait savoir qu'il faisait appel de cette décision.

La perspective d'un second procès était attendue, elle n'en est pas moins douloureuse pour les 194 parties civiles du dossier. *« Ce premier procès est une libération car la honte a changé de camp. La défense de Péchier nous a roulés dans la boue, outragés, mais elle a maintenant compris que sa stratégie n'était pas la bonne »*, commente Stéphane Giuranna, avocat de plusieurs familles de patients.

Sous contrôle judiciaire depuis 2017, le médecin déchu n'avait encore jamais mis un pied en prison. Son horizon vient de se réduire à une dizaine de mètres carrés. *« Je lui souhaite de vivre très longtemps dans une cellule*, avait prévenu Me Giuranna lors de sa plaidoirie, *pour que chaque jour, chaque heure, chaque minute, chaque seconde de la fin de cette vie, Frédéric Péchier soit hanté par les beaux visages de ses douze victimes. »* Douze fantômes d'une affaire glaçante, dont l'épitaphe judiciaire reste à écrire. ■

WILLY GRAFF

La précarité matérielle au cœur d'une proposition de loi

Le député écologiste Boris Tavernier a déposé un texte visant à mieux mobiliser les pouvoirs publics sur cette problématique méconnue

La précarité en matière de logement et la précarité alimentaire sont désormais bien identifiées. La précarité matérielle, c'est-à-dire la privation de biens de première nécessité, l'est beaucoup moins. *« Elle a pourtant un impact direct, et enferme les personnes dans un cercle d'exclusion »*, a témoigné Amadou Sylla, délégué général de SOS Casamance, lors d'un colloque organisé, jeudi 18 décembre, à l'Assemblée nationale. Dans le quartier parisien de la Goutte-d'Or, où l'association est implantée depuis vingt ans, *« une jeune fille manque l'école plusieurs jours par mois faute de protections périodiques »*, a-t-il expliqué.

Il a aussi évoqué *« l'absence de fournitures et d'un coin pour faire ses devoirs, qui jouent sur la réussite scolaire »*, ainsi qu'une famille dont les enfants avaient des problèmes de dos, à force de dormir à même le sol. Nabil Ait Tahar, président du supermarché solidaire Icipass, à Avignon, a parlé d'un jeune effectuant un service civique au sein de l'association : *« Nous nous sommes rendu compte qu'il avait des difficultés à se nourrir, et lui avons donné des produits. Mais il n'avait rien pour faire la cuisine. »*

Le colloque a été organisé par l'Agence du don en nature, association qui collecte des produits neufs auprès d'entreprises et les redistribue à plus d'un millier d'épiceries sociales et solidaires, d'établissements de la protection de l'enfance, de centres d'hébergement, d'accueils de jour… *« Dans un contexte où la pauvreté monétaire augmente* [elle a atteint en 2023 un taux record en trente années de mesure, à 15,4 %], *il faut aller plus loin dans la lutte contre son corollaire, la précarité matérielle »*, invite Romain Canler, directeur général de l'agence.

C'est dans ce but que l'association a élaboré, avec le député écologiste du Rhône Boris Tavernier, une proposition de loi qui vise à inscrire la lutte contre la précarité matérielle dans le droit. Le texte prévoit que cette lutte *« mobilise l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales, les acteurs économiques, les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les associations* (…), *en y associant les personnes concernées »*.

« Il faut faire très attention »

Boris Tavernier s'inspire d'un précédent : la reconnaissance de la lutte contre la précarité alimentaire, dans la loi EGalim de 2018. *« Elle s'est traduite par un grand rapport de l'inspection générale des affaires sociales, par la mise en place de politiques publiques, par le fonds Mieux manger pour tous, par des investissements de la part de collectivités… »*, se souvient celui qui, avant les élections législatives de 2024, était délégué général de l'association Vers un réseau d'achat en commun, qui aide à développer des groupements d'achats de produits de qualité (biologiques, éthiques, locaux) dans les quartiers populaires.

« A-t-il fallu attendre cette définition par la loi pour lutter contre la précarité alimentaire ? Je n'en suis pas certain », a tempéré le directeur général de la cohésion sociale au sein du ministère du travail et des solidarités, Jean-Benoît Dujol, invité du colloque. Il a fait valoir qu'une politique publique de lutte contre la précarité matérielle *« est en train d'émerger et de se structurer »*, avec notamment des distributions de serviettes hygiéniques à des femmes précaires, et de produits d'hygiène pour la petite enfance.

La nouvelle proposition de loi ne lui apparaît pas pour autant hors de propos : il a rappelé *« le signal assez fort »* lancé par François Bayrou, alors premier ministre (décembre 2024-septembre 2025), avant de quitter Matignon, en demandant de réfléchir à un objectif de réduction de la pauvreté et d'analyser les moyens d'y contribuer. Ces travaux, confiés au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, devraient aboutir en juin 2026.

« Il faut faire très attention à ce que l'on fait », a estimé la vice-présidente d'ATD Quart Monde, Isabelle Doresse, rappelant que l'aide alimentaire s'est d'abord développée au XXe siècle non pas en fonction des besoins des personnes, mais selon les besoins d'écoulement des produits et des surplus agricoles.

Boris Tavernier a obtenu le soutien d'une quarantaine de députés des groupes de gauche à sa proposition de loi, déposée le 10 décembre. Il souhaite trouver suffisamment de cosignataires dans les autres groupes politiques, *« Rassemblement national excepté »*, pour espérer faire adopter le texte lors d'une niche transpartisane. ■

CLAIRE ANÉ

12,7 %

Il s'agit du taux de *« privation matérielle et sociale »* en France métropolitaine début 2024, selon l'Insee. Il représente la part de personnes vivant en logement ordinaire ne pouvant pas couvrir les dépenses liées à au moins 5 éléments de la vie courante sur 13 considérés comme souhaitables, voire nécessaires, pour avoir un niveau de vie acceptable (pouvoir dépenser une petite somme librement, s'acheter des vêtements neufs, avoir un accès Internet à domicile…). Ce taux était de 12,9 % début 2022 et de 13,1 % début 2023.

Avortement : la réhabilitation des femmes condamnées adoptée

La loi, votée jeudi, concerne les personnes sanctionnées pour avoir eu recours ou pratiqué des avortements clandestins avant 1975

Elles s'appelaient, entre autres, Michèle Chevalier, condamnée en 1972 pour avoir aidé sa fille de 16 ans, victime d'un viol, à avorter, ou Marie-Louise Giraud, « faiseuse d'anges » guillotinée pour cette activité en 1943. C'est à ces femmes, dont les noms sont entrés dans l'histoire, mais aussi à des milliers d'anonymes ayant été condamnés pour avoir eu recours ou pratiqué sur d'autres l'avortement avant la loi Veil du 17 janvier 1975, ainsi qu'à leurs proches, que s'adresse en premier lieu la proposition de loi adoptée définitivement, jeudi 18 décembre, à l'Assemblée nationale. Selon les estimations actuelles, environ 11 600 personnes ont été condamnées pour ces faits entre 1870 et 1975.

Votée à l'unanimité des 71 députés présents, tous partis confondus, la loi *« reconnaît que l'application par l'Etat des dispositions législatives et réglementaires pénalisant le recours, la pratique, l'accès et l'information sur l'avortement, aujourd'hui caduques ou abrogées, a constitué une atteinte à la protection de la santé des femmes, à l'autonomie sexuelle et reproductive, à l'égalité entre les femmes et les hommes, aux droits des femmes et au droit au respect de la vie privée »*. A ce titre, le texte s'adresse aussi, au-delà des condamnées, à toutes celles ayant vécu l'avortement dans la clandestinité avant sa dépénalisation, ont souligné les parlementaires.

Afin de documenter cette page de l'histoire encore peu explorée, la loi instaure une commission nationale indépendante qui se penchera sur le préjudice subi par les femmes concernées. Sans qu'on connaisse encore ses membres, elle devrait être composée, notamment, d'historiennes spécialistes de ces questions, de professionnels de santé et de magistrats, avec l'objectif de *« mieux connaître, faire connaître et transmettre la mémoire de ces souffrances »*.

Texte mémoriel

Si elle pointe la responsabilité de l'Etat dans les décès, les traumatismes et *« les souffrances physiques et morales »* causés par l'application de la législation antiavortement, la loi ne prévoit pas de mécanisme de réparation financière, contrairement à une proposition de loi discutée le même jour à l'Assemblée nationale visant à réhabiliter les personnes condamnées pour homosexualité avant la dépénalisation votée en 1982.

La loi ne prévoit toutefois pas de mécanisme de réparation financière

A l'initiative de ce texte mémoriel, déjà adopté à l'unanimité par le Sénat en mars, la sénatrice socialiste Laurence Rossignol salue *« la reconnaissance, avec cette nouvelle loi, de la dimension mortifère des législations antiavortement »*. *« Il faut avoir le souvenir de ce qu'a été la France d'avant 1975, et de ce qu'ont vécu les femmes qui soit ont été contraintes d'avorter clandestinement, au prix de leur vie parfois, soit obligées de poursuivre des grossesses qu'elles ne désiraient pas »*, rappelle l'ex-ministre des droits des femmes qui tient à souligner la portée d'une telle position dans le monde.

Une loi portant sur le passé, mais utile pour éclairer l'avenir : c'est la position également défendue dans l'Hémicycle par Guillaume Gouffier Valente (Val-de-Marne, Renaissance), corapporteur du texte à l'Assemblée nationale. Il s'agit d'*« un texte important, qui permet de sortir du silence les voix de millions de femmes, pour qu'on ne les oublie pas, pour qu'elles nous rappellent notre passé afin que nous comprenions mieux les combats que nous portons »*, a déclaré le député.

L'idée de cette loi de mémoire vient des cercles féministes. Elle est née de la publication, en janvier, d'une pétition et d'une tribune, dans *Libération*, à l'initiative de la Fondation des femmes. Le texte, signé par des personnalités comme l'écrivaine Annie Ernaux ou l'historienne Michelle Perrot, réclamait la réhabilitation des femmes condamnées pour avortement, à l'occasion des célébrations sur les 50 ans de la loi Veil. *« Il s'agit évidemment d'une loi de reconnaissance d'une injustice vécue par les femmes, qui permettra d'engager un travail mémoriel et historique nécessaire, mais c'est aussi un acte de protection pour l'avenir, dans la mesure où on protège mieux un droit quand on sait le prix humain qu'il a pu coûter »*, précise Anne-Cécile Mailfert, présidente fondatrice de la Fondation des femmes. *« En matière d'avortement, la stagnation est très mauvaise pour les droits des femmes »*, appuie l'historienne féministe Christelle Taraud, signataire de la tribune à l'origine de la loi.

Plus largement, cette nouvelle loi se place aussi dans le prolongement de l'inscription, dans la Constitution, de la liberté des femmes à recourir à l'avortement, votée le 8 mars 2024. Elle fait suite, également, au travail de collecte de témoignages sur l'avortement clandestin engagé par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) à l'occasion des 50 ans de la loi Veil, en janvier, qui a donné lieu notamment à la diffusion du documentaire *Il suffit d'écouter les femmes*.

Pour l'historienne Bibia Pavard, directrice du comité scientifique de ce projet mémoriel, cette loi de réhabilitation, au-delà de son aspect symbolique, est un pas en avant important pour *« autoriser la parole des femmes sur ce sujet »*. *« Mon espoir est que celles qui n'avaient pas osé en parler avant, témoigner de ce vécu intime, celles qui n'ont pas transmis ces récits dans leur famille, à leurs enfants, se sentent aujourd'hui encouragées à le faire »*, souhaite la chercheuse, également engagée, aux côtés de la réalisatrice Mariana Otero, en faveur de l'édification d'un monument à la mémoire des femmes mortes à la suite d'un avortement clandestin. ■

SOLÈNE CORDIER

Une proposition de loi pour les homosexuels condamnés

Les députés se sont penchés, jeudi 18 décembre, sur une proposition de loi issue du Sénat, visant à réhabiliter les personnes condamnées en raison de leur homosexualité avant sa dépénalisation en 1982. Le texte a été adopté à l'unanimité, en deuxième lecture. A ce stade de la navette parlementaire, il prévoit la reconnaissance d'une politique discriminatoire envers les homosexuels entre 1942 – date à laquelle un âge spécifique de consentement pour les relations homosexuelles a été instauré – et 1982. Il met en place une réparation financière pour les personnes condamnées en prévoyant une allocation de 10 000 euros, assortie de 150 euros par jour de privation de liberté.
Il s'agit d'une version très différente de celles votées au Sénat. Une commission mixte paritaire devrait se réunir prochainement pour tenter de trouver une version de compromis.

La moitié des affaires de violences conjugales traitées en moins de six mois, révèle une étude

Pour la première fois, les ministères de la justice et de l'intérieur ont harmonisé leurs données

A l'échelle des ministères de la justice et de l'intérieur, il s'agit là d'une véritable révolution culturelle. Jusqu'alors, chacun établissait ses propres statistiques, avec son propre système d'information, son protocole, et donc ses biais méthodologiques. Pour faire simple, Beauvau recensait le nombre de victimes, en fonction des plaintes déposées auprès des policiers et des gendarmes, tandis que la chancellerie enregistrait les affaires dont ont été saisis les parquets. Mais il n'y avait aucun moyen de relier les deux informations, et donc de savoir, par exemple, après combien de temps les victimes déclarées avaient vu leurs affaires judiciaires clôturées. Ce n'est désormais plus le cas.

« Cela faisait presque vingt ans qu'on en parlait et après deux ans de travail, on a abouti à une première étape », s'est félicité Christine Gonzalez-Demichel, la patronne du service des statistiques du ministère de l'intérieur, lors d'une présentation à la presse, jeudi 18 décembre. Pour la première fois donc, les deux ministères ont présenté le résultat d'une étude conjointe sur le traitement judiciaire des plaintes déposées par les 800 000 victimes de violences conjugales enregistrées par les services de sécurité intérieure entre 2018 et 2023.

Selon ce rapport, les plaintes pour violences physiques, associées ou non à d'autres infractions, sont de loin les plus fréquemment enregistrées, concernant 77 % des victimes de violences conjugales. Viennent ensuite les menaces (16 % des victimes), le harcèlement moral (12 %) et le viol (4 %), les autres violences sexuelles et tentatives d'homicides, représentant moins de 1 % des 800 000 plaintes.

Pour 42 % d'entre elles, l'affaire a été classée, par le parquet, sans suite. Mais ce chiffre englobe deux situations : soit l'affaire a été estimée *« non poursuivable »* (36 % des cas) car les motifs d'infraction sont la plupart du temps insuffisamment caractérisés, soit l'affaire est bien *« poursuivable »*, mais malgré tout classée sans suite (6 %), à cause principalement d'un désistement (retrait de la plainte...), ou d'une absence de réponse du plaignant aux sollicitations des enquêteurs.

Pour la majorité des victimes (55 % exactement), leurs plaintes ont bien débouché sur un traitement judiciaire : des poursuites (y compris transmission au juge d'instruction) pour 31 % des affaires, et des alternatives aux poursuites pénales pour 23 % (stage de sensibilisation sur les violences sexuelles, interdictions de contact avec la victime ou de paraître à son domicile...). Sans grande surprise, la part des poursuites varie fortement en fonction de la nature des violences enregistrées : 77 % en cas de tentative d'homicide, et jusqu'à 30 % ou juste en dessous, pour les violences sexuelles ou les tentatives de viol. Cependant, l'étude note que cette part peut être multiplié par deux ou trois, lorsque les victimes de violence sexuelle ou psychologique, ont subi, en plus, des violences d'une autre nature, en général physiques.

Durée de traitement en baisse

Dans cette radiographie, un chiffre fera beaucoup de bien à l'institution judiciaire, souvent montrée du doigt pour son temps de réaction jugé trop lent. A compter de l'enregistrement de la procédure par les forces de sécurité et jusqu'à l'issue de la procédure pénale, *« les trois quarts des victimes ont vu leur affaire terminée en moins d'un an, et la moitié en moins de six mois »*.

Même si la durée de traitement fluctue considérablement en fonction de la complexité des affaires, elle a diminué au fil du temps, signe de la mobilisation de l'institution judiciaire : *« En moyenne, les victimes enregistrées par les services de sécurité intérieure en 2018 ont vu leur affaire terminée en 11,7 mois, contre 8,9 mois pour celles enregistrées en 2021 »*, relèvent les auteurs de l'étude. Et quand l'affaire est jugée par le tribunal correctionnel, ce dernier prononce dans 95 % des cas une mesure de culpabilité.

Après ce coup d'essai, les services statistiques de Beauvau et de la chancellerie ne comptent pas en rester là. *« Il va falloir qu'on se penche notamment sur le quantum de peines* [leur durée] *en fonction du type de violence »*, estime Pascal Chevalier, le patron du service des statistiques du ministère de la justice. Et demain, les deux ministères envisagent d'ouvrir de nouveaux champs d'étude communs, comme la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants. ■

GRÉGOIRE BISEAU

Famille juive empoisonnée : la nourrice condamnée

Le caractère antisémite n'a pas été retenu par le tribunal contre Leila Y., sanctionnée de trois ans de prison dont six mois avec sursis

Les dénégations de Leila Y. n'ont pas convaincu le tribunal correctionnel de Nanterre. Jeudi 18 décembre, la nourrice de 42 ans jugée pour avoir intoxiqué les parents des trois enfants qu'elle gardait, a été condamnée à trois ans de prison dont six mois avec sursis. Poursuivie pour « administration d'une substance nuisible suivie d'incapacité supérieure à huit jours commise en raison de la race, l'ethnie, la nation ou la religion », elle a, en revanche, été relaxée pour la circonstance aggravante d'antisémitisme.

Le président du tribunal a insisté sur le caractère *« douloureux »* de ce *« dossier qui renvoie à des peurs ancrées »* et présente des *« difficultés juridiques sérieuses »*. Il a souligné l'*« extrême gravité des faits »*, évoquant une *« trahison majeure de la confiance »*, un *« abus de pouvoir »* et un *« traumatisme durable »* pour la famille.

En janvier 2024, la mère des trois enfants alors âgés de 2, 5 et 7 ans avait porté plainte après avoir décelé des odeurs de javel dans une bouteille de vin, une bouteille de jus de raisin, une autre de whisky, un plat de pâtes et dans son produit démaquillant, qui lui avait piqué les yeux. Les enquêteurs avaient par la suite trouvé des traces de produit nettoyant dans tous les contenants mentionnés.

« Position erratique »

En garde à vue, Leila Y. avait réfuté dans un premier temps toute responsabilité avant d'admettre, au cours d'une deuxième audition puis devant le juge d'instruction, avoir versé une *« lotion à base savonneuse »* dans certaines denrées. *« C'était comme une punition par rapport à ce qu'ils ont fait envers moi »*, avait-elle expliqué, mentionnant un conflit à propos de sa rémunération, qu'elle jugeait insuffisante. Et de justifier ainsi son geste : *« J'étais énervée... Ils me manquaient de respect. »*

Quelques mois plus tard, elle était revenue sur ses déclarations. Et n'a cessé de nier depuis. Accusant l'enquêteur de police de lui avoir *« mis la pression »* et de *« l'avoir forcée »* à avouer des faits qu'elle n'aurait pas commis. Des accusations balayées par les avocats et le président du tribunal lors de son procès, le 9 décembre. A l'énoncé du jugement, ce dernier a souligné la *« position erratique »* de l'accusée empêchant les *« victimes de connaître de* [sa] *bouche une vérité à laquelle ils avaient droit »*. Il a néanmoins jugé que la circonstance aggravante d'antisémitisme ne pouvait juridiquement pas être retenue. Alors même que le parquet, qui avait dans un premier temps décidé de ne pas la retenir, avait fini par suivre le juge d'instruction lors de ses réquisitions à l'audience, évoquant *« un antisémitisme latent »*.

En cause notamment une phrase que la prévenue a prononcée devant les enquêteurs lors d'une perquisition à son domicile au début du mois de février 2024 : *« Ils ont de l'argent et du pouvoir, je n'aurais jamais dû travailler pour une famille juive, elle n'a fait que m'apporter des problèmes. »* Une phrase *« malheureuse »* qu'elle a avoué avoir prononcée sous le coup *« de la colère »* et pour laquelle elle a présenté ses excuses tout en affirmant qu'elle n'avait *« aucune haine »*.

« La justice française a un réel problème lorsqu'il s'agit de caractériser la circonstance aggravante d'antisémitisme »

SACHA GHOZLAN
avocat du couple

Si le tribunal a jugé qu'il n'était *« pas contestable »* que ces propos véhiculaient *« des clichés antisémites »*, il a malgré tout relevé qu'ils avaient été tenus deux semaines après la commission des faits et retranscrits par un officier de police judiciaire sans la présence d'un avocat. De ce fait, a justifié le président citant une jurisprudence de la Cour de cassation, il était impossible de retenir la circonstance aggravante.

Les nombreuses questions que Leila Y. a posées aux enfants sur leur religion ainsi que ses recherches sur Internet – *« Juifs berbères, qui sont-ils ? »*, *« Pourquoi les juifs portent-ils la kippa ? »* – *« n'ont pas excédé la simple curiosité »*, a estimé le tribunal. Quant à la publication sur ses réseaux sociaux d'images d'enfants gazaouis, elle ne présente pas en soi *« un caractère antisémite »*.

Pas plus que les paroles que la nourrice aurait échangées avec un employé de l'école des enfants qualifiant les parents de *« radins »*, *« dans un contexte de contentieux financier réel »*. Elle a en outre contesté avoir eu cette conversation. *« C'est donc parole contre parole »*, a résumé le président. Tout comme le témoignage de l'un des enfants du couple qui a dit l'avoir vue frapper des mézouzot (objet de culte juif accroché au chambranle des portes). *« Si ces éléments étaient constitués, ils seraient indiscutablement constitutifs du caractère antisémite. Mais ils ne le sont pas »*, a-t-il expliqué.

Si chacune des raisons de ne pas retenir le caractère antisémite peut se justifier juridiquement, la conclusion reste *« incompréhensible »* pour la famille et les avocats des parties civiles. *« Ce jugement montre une fois encore qu'aujourd'hui, la justice française a un réel problème lorsqu'il s'agit de caractériser la circonstance aggravante d'antisémitisme »*, déplore Me Sacha Ghozlan, l'un des avocats du couple, qui attend du parquet qu'il *« interjette appel »*. *« Les faits ont une coloration antisémite, le tribunal aurait pu considérer qu'il y avait un faisceau d'indices concordants suffisant pour retenir la circonstance aggravante. »*

Le président du tribunal a insisté sur le caractère « douloureux » de ce « dossier qui renvoie à des peurs ancrées »

Leila Y. est en détention provisoire depuis près de deux ans. De nationalité algérienne, elle est également condamnée à une interdiction de territoire français pour une durée de cinq ans. Le ministère public dispose de dix jours pour faire appel. ■

LOUISE COUVELAIRE

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

AGRICULTURE

De Bayonne à Bruxelles, la colère agricole

Les agriculteurs sont échaudés par les abattages de bovins liés à la dermatose nodulaire et par le Mercosur

REPORTAGE
BRUXELLES, LILLE, LYON, TOULOUSE - *correspondants*

Des agriculteurs stationnent au niveau de Roques-sur-Garonne, dans l'agglomération toulousaine, le 18 décembre. ULRICH LEBEUF/MYOP POUR « LE MONDE »

Ce n'est qu'un répit. Jeudi 18 décembre au soir, Ursula von der Leyen a informé les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne (UE), réunis à Bruxelles, du report à janvier de la signature de l'accord de libre-échange entre l'UE et des pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). La présidente de la Commission européenne espérait signer ce traité samedi, lors du sommet du Mercosur, au Brésil. Mais elle a échoué à décrocher l'aval d'une majorité qualifiée d'Etats membres avant, en raison de l'opposition de la France et de l'Italie. Quelques heures plus tôt, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, avait insisté auprès du président brésilien pour qu'il soutienne un report de la signature.

Les agriculteurs auraient-ils défilé avec la même colère, quelques heures plus tôt, s'ils avaient été informés de ce report ? Sans doute, car le Mercosur n'est pas la seule raison pour laquelle des milliers d'entre eux ont manifesté à Bruxelles, ainsi que dans de nombreuses régions françaises, où les abattages de troupeaux contaminés par la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) cristallisent les mécontentements.

Les autorités belges craignaient la manifestation organisée à Bruxelles par la Copa-Cogeca, le groupe de pression qui se veut « la voix des agriculteurs » de l'UE. De fait, le périmètre habituellement interdit autour du quartier européen lors des réunions des chefs d'Etat et de gouvernement avait été très élargi, le centre de capitale était inaccessible en voiture et des centaines de policiers avaient été mobilisés. Les forces de l'ordre ne seront finalement intervenues qu'en toute fin d'une manifestation jusque-là paisible, qui a rassemblé 10 000 personnes selon les organisateurs, 7 300 selon la police. Des tracteurs étaient entrés dans la ville, sirènes hurlantes, dans la nuit de mercredi à jeudi, tandis que des délégations des Vingt-Sept se préparaient à exprimer trois revendications principales. D'abord, l'abandon pur et simple du projet d'accord commercial UE-Mercosur. Ensuite, la réorientation de la politique agricole commune (PAC), car ils craignent qu'elle entraîne une baisse de financement de 20 % à l'horizon 2027. Ils protestaient également contre les effets d'une nouvelle taxe sur les engrais, liée aux émissions carbone des produits importés. Malgré les assurances livrées par la Commission sur ce dernier point, les paysans évoquent un risque de forte hausse.

MALAISE GÉNÉRAL

« Notre secteur est dans le rouge pour la troisième année de suite et, mercredi, le commissaire français, Stéphane Séjourné, nous a présenté comme un acquis une hausse de 25 % de ces taxes sur les engrais – au lieu de 35 % –, un poste qui représente 21 % de nos charges, raconte Eric Thirouin, président de l'Association générale des producteurs de blé et autres céréales. *Si nous n'obtenons pas gain de cause, la colère des agriculteurs deviendra difficile à canaliser. »*

Il y avait effectivement beaucoup de colère dans les cortèges, notamment au sein de la délégation française, sans doute la plus importante, avec de 3000 à 4000 participants, et de nombreux slogans traduisant une incompréhension. « *Avec le Mercosur, on veut faire de l'agriculture une valeur d'ajustement, c'est indécent. On veut aussi reformer la PAC et réduire son budget au moment où tous les pays veulent assurer leur souveraineté alimentaire »*, déplore Hervé Lapie, agriculteur dans la Marne et secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Sur le millier de tracteurs qui encombraient les grandes artères de la ville, les slogans traduisaient un malaise général. *« Agriculture à vendre, 0 euro »*, *« Mercosur = moins de qualité, plus de risques »*, *« Enfant, j'en rêvais ; adulte, j'en crève »*. Certains, plus vengeurs, réclamaient la démission d'Ursula von der Leyen ou celle d'autres dirigeants européens. Florian Poncelet, président de la Fédération des jeunes agriculteurs de Wallonie, pense, lui, que le monde agricole *« devra sûrement hausser le ton »* si le traité avec l'Amérique latine finissait, quand même, par être signé.

Prévu pour se terminer face aux immeubles du Parlement européen, le cortège a finalement été arrêté sur un boulevard, à quelques centaines de mètres de là. Des groupes ont toutefois décidé de gagner la place du Luxembourg. La tension est montée quand des montagnes de pneus et palettes de bois ont brûlé. Des vitres de l'Assemblée européenne ont été brisées à coups de pierres, des pommes de terre ont été lancées sur les policiers qui ont fait évacuer les lieux, avec des camions à eau et des grenades lacrymogènes. On a relevé un blessé grave. Le calme est revenu vers 18 heures.

De l'autre côté de la frontière, la mobilisation des agriculteurs français s'est amplifiée sur tout le territoire, attisée par la crise de la DNC. A Carbonne (Haute-Garonne) sous le pont de l'A64 occupé depuis le 12 décembre par Les Ultras de l'A64, lorsque l'on demande à l'un des manifestants, jeudi, ce qu'il aimerait pour Noël, il répond : *« Qu'un ministre vienne ici ! »* Tout près, une quarantaine de personnes se relaient autour des barnums ou des sapins de Noël. Bertrand Loup, vice-président de la chambre d'agriculture de Haute-Garonne et cofondateur du mouvement né ici à l'hiver 2024, promet : *« On reste là tant qu'on n'a pas de réponses à nos demandes sur la dermatose, mais aussi sur le prix des engrais, l'accès à des réserves d'eau, tout ce qui concerne l'ensemble de la profession. »* En tout, environ 170 kilomètres de route étaient fermés jusqu'à Bayonne. Alors que, vendredi, l'ensemble des leaders syndicaux agricoles devaient être reçus à Matignon, Jérôme Bayle, leader du mouvement des Ultras de l'A64, n'a pas été convié.

Voisins et curieux viennent soutenir le rassemblement. *« C'est bien ce que vous faites, superboulot, continuez et dans le calme. Et bloquez les départs en vacances. En France, ceux qui prennent des vacances sont des privilégiés »*, lance un retraité venu boire un café.

Dans les Pyrénées, les stations de ski s'inquiètent d'un éventuel blocage des routes ce week-end. *« Aujourd'hui* [jeudi], *nous n'avons pas eu d'annulations. La clientèle, comme nous, attend un dénouement heureux »*, déclare, à *La Dépêche du Midi*, Laurent Garcia, directeur de la station de Peyragudes (Hautes-Pyrénées). Si blocages il y a, ils se heurteront peut-être à de nouvelles consignes données aux forces de l'ordre. Au matin du 18 décembre, les gendarmes ont délogé les occupants de la sortie d'autoroute de l'A61, à Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne). A Toulouse, ils ont bloqué, sans affrontements, une action commune de la Coordination rurale (CR) et de la FNSEA.

PRÈS DU PARLEMENT EUROPÉEN, CERTAINS SLOGANS, VENGEURS, RÉCLAMAIENT LA DÉMISSION D'URSULA VON DER LEYEN OU CELLE D'AUTRES DIRIGEANTS

A Lille, les manifestants rassemblés devant la préfecture de région sont venus dire leur désarroi et leur colère, avec l'envie de partager avec les passants un malaise de plus en plus étouffant. Tous parlent avec tendresse de leurs troupeaux. Les 65 vaches laitières de Jean-Michel Lepage, venu de l'Avesnois, sont des bleues de flandre et des flamandes. Elles broutent sur ses 72 hectares de prairie *« une alimentation toute en herbe qui permet d'avoir du bon lait, transformé chez nous en fromage et en beurre »*. Passé en bio il y a quinze ans, il ne cache pas sa *« peur que la dermatose arrive »*. Abattre tout un troupeau pour une seule bête malade *« alors qu'en plus, ça peut se soigner, c'est fou ! Mais on ne nous écoute pas »*, soupire-t-il, persuadé que *« quand ça touchera des grosses exploitations à 400 ou 500 vaches, là ça risque de bouger fort »*.

DOUTER DE L'AVENIR

Devant un drap noir sur lequel s'étend un *« Que vivent les vaches ! »* tracé à la peinture blanche, Antoine Jean est intarissable. *« On voudrait pouvoir vacciner en masse nos bêtes, mais on ne peut même pas se procurer de vaccins. Pourquoi ? »*, s'emporte cet agriculteur, venu de Nomain près de Valenciennes (Nord). *« Les éleveurs font attention à leurs animaux, ils les soignent, vous imaginez ce que ça peut faire quand on voit tout son troupeau abattu ? »* Plutôt que l'abattage, il revendique *« le droit à soigner nos animaux »*. Autour de lui, des passants hochent la tête. Si la manifestation organisée par la Confédération paysanne rassemblait sur la DNC, le Mercosur s'invite dans les conversations. *« On est en train de nous tuer. Alors qu'il n'y a pas de pays sans paysans »*, enrage Antoine Jean.

« J'ai l'impression que c'est l'économie mondiale qui vient gérer notre vie, ça devrait être l'inverse, non ? » A Lyon, Sophie Duchamp, 45 ans, fait part de sa lassitude, alors que démarre la manifestation régionale, place Jean-Macé. Reconvertie dans l'agriculture depuis sept ans, élevant une centaine de bêtes dans les monts du Lyonnais, la quadragénaire a tout fait pour développer une production bio de viandes et de fromages, revendue entre Rhône et Loire, mais elle se met à douter de son avenir. *« Je ne comprends plus les gens qui achètent des produits qui viennent de l'autre bout de la planète, ni ceux qui doutent du réchauffement climatique »*, dit l'exploitante de Larajasse. La commune située à 750 mètres d'altitude ne connaît presque plus la neige, alors que, selon l'agricultrice, il y a dix ans, plus de 40 centimètres tombaient chaque hiver.

Son discours fait écho à la tonalité très politique du cortège estimé à 500 participants, un chiffre non négligeable pour la capitale régionale très urbaine. Les banderoles, accrochées aux tracteurs venus de plusieurs départements, dénoncent à la fois l'accord de libre-échange et la gestion de la crise de la DNC : *« Mercosur, mort à coup sûr »*, *« On ne se laissera pas abattre »*. *« Nous faisons zéro confiance au gouvernement. Les décisions qui se prennent nous emmènent vers un modèle productiviste. On défend une agriculture française qui reste en France. On sait qu'on sera de plus en plus confrontés aux maladies virales, préservons nos troupeaux et nos produits »*, insiste Elisabeth Gobba, 57 ans.

Le ton monte d'un cran lorsque Sylvain Morel clame dans la sono : *« On ne veut plus que viennent des produits de merde en France »*. Le représentant de la Confédération paysanne annonce l'installation d'un *« mur de foin »* sur le parcours de la manifestation. Il fait une allusion aux méthodes musclées d'autres syndicats agricoles : *« Notre méthode, ce n'est pas le lisier, ce n'est pas le merdier. »*

La manifestation se veut aussi politique avec la présence de nombreux élus. Beaucoup de conseillers écologistes de la région, de la métropole et de la municipalité de Lyon, tiennent à soutenir les agriculteurs. *« La diversité végétale et animale, c'est ce qui fait la force de notre agriculture. Les agriculteurs se sont sentis trahis alors qu'ils avaient joué le jeu de la vaccination et des précautions »*, souligne Gautier Chapuis. L'adjoint au maire de Lyon, chargé de l'alimentation, a mis en place des circuits courts avec les fermes de la région, pour alimenter les cantines La France insoumise a voulu marquer le coup. Deux députés ont fait le déplacement, Aurélie Trouvé, présidente de la commission des affaires économique à l'Assemblée nationale, et Manuel Bompard, coordinateur du parti, qui assure : *« Les gens qui sont ici savent très bien qu'on peut faire autrement que d'abattre des troupeaux systématiquement. »* ■

PHILIPPE GAGNEBET, RICHARD SCHITTLY, JEAN-PIERRE STROOBANTS ET FLORENCE TRAULLÉ

Dans l'Aveyron, inquiétudes autour de l'aubrac

Le département, qui fait partie du « cordon sanitaire » contre la dermatose bovine, réclame des vaccins

REPORTAGE
ALBI, BERTHOLÈNE (AVEYRON) - *envoyé spécial*

Habituellement, il faut environ une heure et demie, en voiture, pour relier Toulouse en Haute-Garonne, et Rodez, préfecture de l'Aveyron, via Albi, dans le Tarn. Mais sur l'A68, puis la RN 88, qui sillonne l'Aveyron, la route est devenue chaotique depuis l'apparition en Occitanie de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC). Les barrages d'agriculteurs en colère ont fleuri.

A Albi, au rond-point du Séquestre, ce mercredi 17 décembre, une vingtaine de tracteurs bloquent et dévient la circulation sur la rocade de la ville. Valérie Bages, vice-présidente de la chambre d'agriculture, y sert le café et des gâteaux dans une caravane décorée aux couleurs de la Coordination rurale. *« Le préfet est venu nous voir, nous allons recevoir les vaccins vendredi. C'est un grand soulagement, mais nous refusons toujours l'abattage des troupeaux »*, dit-elle.

L'aubrac, la vache star

Le département fait partie, depuis les annonces de la ministre de l'agriculture, Annie Genevard, mardi 16 décembre, du *« cordon sanitaire »* (Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Hérault) mis en place pour lutter contre la propagation du virus dans les exploitations. Dans le Tarn, quelque 170 000 bovins devraient être vaccinés progressivement. *« On est en contact avec les copains en Aveyron. Pour eux, ça se complique, ils sont de plus en plus inquiets »*, ajoute l'éleveuse de vaches et de brebis.

En Aveyron, effectivement, les tensions montent. Avec plus de 500 000 animaux, le département représente de loin le plus gros cheptel bovin de la région, dans le quinté de tête au niveau national. Bien qu'ayant perdu 21 % de ses exploitations entre 2010 et 2020, la filière aveyronnaise représente toujours 20 % de la production brute de l'agriculture régionale, selon les chiffres du ministère de l'agriculture. Le département est le principal contributeur de vaches allaitantes et concentre 32 % de l'effectif d'Occitanie. Un secteur primordial et une race dominante, la vache aubrac, à la robe brun clair et aux « yeux de biches ».

« JE GÈRE MES CIRCUITS DE VENTE EN FAISANT TRÈS ATTENTION AUX NORMES SANITAIRES. IL EST INCONCEVABLE QU'ON TUE MES VACHES »
ÉLISABETH RATIER
éleveuse

Mercredi, au petit matin, Eloi Nespoulous apporte une quinzaine de bonnets jaunes à ses amis sur le barrage de Baraqueville, sur la RN 88. Président départemental de la Coordination rurale, et de celle d'Occitanie, il sillonne le département, les barrages, les réunions avec la préfecture ou les services vétérinaires. *« On sera reçus à Matignon vendredi et on relaiera bien entendu l'inquiétude du département*, dit-il entre deux gorgées de café. *La race aubrac, c'est la moitié du cheptel aveyronnais*, précise-t-il. *Un tiers des importations de veaux d'un pays comme l'Italie viennent d'ici, vous vous rendez compte ? »*

Dans la semaine, il a insisté auprès de la préfète, Claire Chauffour-Rouillard, pour que le département stocke, par précaution, des milliers de doses du vaccin. La réponse aurait été positive, selon lui. Pour Mathieu Causse, président de l'organisme de sélection de la race aubrac, et ses 700 adhérents, *« le gouvernement réagit mais n'agit pas »*. Cet éleveur dans une ferme typique, avec 140 mères et 250 veaux aubracs, se désole *« du facteur humain, qui n'est pas pris en compte »*.

Des aubracs dans la ferme d'Elisabeth Ratier, à Bertholène (Aveyron), le 17 décembre. ULRICH LEBEUF/MYOP POUR « LE MONDE »

Et du facteur économique. Chaque année, des milliers de veaux, dit « broutards », sont exportés pour engraissement, et des vaches pour la boucherie, vers l'Italie, l'Espagne et même les pays du Maghreb. Le reste des cheptels inonde les boucheries ou les supermarchés. La race, sauvée et développée dans les années 1960 sur les hauts plateaux du nord du département, est devenue une star. Dans la ferme des Carries, à une vingtaine de kilomètres de Rodez, Elisabeth Ratier vient de ramener des pâtures ses 180 animaux. Ils passeront l'hiver dans une immense étable, où on travaille *« à l'ancienne »*. Chaque vache est attachée à sa chaîne, possède son abreuvoir. L'été, les animaux partent en estive à la montagne. Son père et son grand-père élevaient déjà des aubracs. *« On a fait une bonne année, le cours du veau était à 6 euros le kilogramme, mais nous sommes super inquiets. »*

« La chute des prix s'annonce »

La multiplication des vaccins pour contrer les maladies émergentes, la baisse éventuelle des subventions européennes, les accords entre l'Union européenne et le Mercosur, les crédits qui s'accumulent : l'exploitation de 230 hectares, avec ses champs en estive, cumule les maux de la profession. *« Si on m'annonce qu'un animal est touché, je refuserai évidemment d'abattre tout le troupeau »*, dit l'éleveuse de 46 ans.

Après le premier abattage massif de 207 vaches dans l'Ariège, le 12 décembre, beaucoup d'éleveurs refuseraient même de déclarer les cas de DNC, pour protéger leurs troupeaux de l'euthanasie. *« Je travaille sans intrants ni pesticides, je nourris mes vaches avec des produits sains, je gère mes circuits de vente en faisant très attention aux normes sanitaires lors des transports. Il est inconcevable qu'on tue mes vaches »*, insiste Mme Ratier.

Non loin de sa ferme, mardi matin, au marché de Laissac-Séverac-l'Eglise, la profession faisait grise mine. Dans l'un des trois plus gros marchés d'échanges de bovins français, l'activité aurait baissé de 30 %, selon le maire du village, David Minerva. *« On a une épée de Damoclès au-dessus de la tête, c'est évident »*, constate l'élu.

Lors d'une réunion avec le conseil départemental, tous les représentants de la profession et les syndicats agricoles, il a été demandé que *« les mouvements de transport d'animaux entre le Sud et le Nord soient évités, de renégocier les accords avec l'Espagne et l'Italie »*, précise-t-il. Chaque année, plus de 100 000 animaux passent par Laissac. *« On va insister sur la traçabilité des animaux de boucherie et rester attentifs sur les mouvements des broutards. Mais la chute des prix s'annonce »*, selon M. Minerva. Jeudi, 500 000 doses de vaccins sont arrivées à Toulouse. A Séverac-le-Château, dans l'Aveyron, le blocage de l'A75 vers la Lozère, le Cantal et l'Hérault était maintenu. ■

PHILIPPE GAGNEBET

Les filières agricoles restent divisées face à l'accord UE-Mercosur

Les éleveurs de bovins redoutent une concurrence renforcée, les producteurs de vin profiteraient, eux, de l'ouverture du marché brésilien

A Bruxelles, jeudi 18 décembre, le mot d'ordre des agriculteurs venus manifester en nombre était unanime. *« Non à l'accord UE-Mercosur »*, ont-ils crié en chœur. Une revendication reprise à son compte par l'alliance de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et des Jeunes Agriculteurs, qui a organisé le déplacement de près de 4 000 exploitants agricoles français vers la capitale belge. Ce bataillon a retrouvé sur place 6 000 collègues d'autres pays européens pour défendre des positions similaires. Au moment même où les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se retrouvaient à Bruxelles, pour évoquer, entre autres, ce sujet agricole brûlant.

Depuis une semaine, des mobilisations se sont multipliées et s'intensifiaient encore jeudi, sur le territoire national, à l'appel essentiellement de la Coordination rurale et de la Confédération paysanne. Leur cri de colère porte d'abord sur la gestion de la dermatose nodulaire contagieuse qui touche le cheptel bovin français depuis juin, avec le refus de l'abattage total des troupeaux contaminés, mais aussi sur le rejet de l'accord Union européenne (UE)-Mercosur.

Fait suffisamment rare pour être souligné, le syndicalisme agricole français fait front commun contre la signature de ce traité de libre-échange. Et ne cesse de faire pression sur le gouvernement en général, et le président de la République en particulier, pour qu'il ne le ratifie pas. Pourtant, derrière cet unanimisme, se profilent des positions divergentes au sein même des filières agricoles et agroalimentaires françaises.

« Réciprocité des normes »

Toutes ne défendent pas les mêmes intérêts et si les plus actives médiatiquement sont dans le camp des anti-accord de libre-échange UE-Mercosur, d'autres toutes aussi puissantes ne cachent pas être dans le camp des pro-accord et font valoir leurs arguments. D'un côté, on trouve les filières bovine et de volaille, les producteurs de betterave, de sucre et d'éthanol et les céréaliers, inquiets d'une concurrence accrue et, selon eux, déloyale. De l'autre, la filière laitière et celle des vins et de spiritueux prêtes à profiter de l'ouverture plus large du marché brésilien. Certaines, comme la filière porcine, ne se prononcent pas.

La mobilisation actuelle des éleveurs de vaches à viande sur le terrain le prouve. La filière bovine, fragile, a toujours été aux avant-postes du front d'opposition. *« On ne peut pas importer en Europe des produits qui ne respectent pas nos normes sociales, sanitaires et environnementales. Ce n'est pas juste un sujet de volumes d'importations, mais surtout de réciprocité des normes »*, martèle Patrick Bénézit, président de la Fédération nationale bovine. Cette organisation affiliée à la FNSEA dénonce depuis des années *« la mise en concurrence inéquitable entre le modèle européen durable de fermes familiales, et celui des feedlots* [parcs d'engraissement] *de milliers de bêtes allotées en extérieur sur terre battue, recevant des antibiotiques activateurs de croissance »*.

L'accord prévoit d'ouvrir le marché européen à un volume supplémentaire de 99 000 tonnes de viande bovine d'origine sud-américaine à droit de douane réduit. Même si la Commission tente de relativiser ce tonnage, les éleveurs estiment qu'il pourrait déstabiliser le marché le plus rémunérateur, celui des morceaux de viande bovine les plus prisés.

Les éleveurs de volaille se sont joints au mouvement. Et pour cause. L'accord ouvrirait la porte à 180 000 tonnes de viande de volaille aux droits de douane réduits. *« Nous voulons qu'Emmanuel Macron refuse de signer l'accord UE-Mercosur. Nous ne croyons pas aux clauses de sauvegarde. Leur délai de mise en œuvre serait inopérant. Quand bien même il le serait, on acterait le principe d'importer plus de produits qui ne respectent pas nos normes »*, affirme Jean-Michel Schaeffer, président de l'interprofession Anvol, qui dénonce également l'utilisation d'antibiotiques comme activateurs de croissance des volailles brésiliennes.

L'arrivée d'un flux encore plus important de poulets importés fait tiquer la filière céréalière française. *« La volaille est une céréale sur pattes »*, lance Cédric Benoist, secrétaire général adjoint de l'Association générale des producteurs de blé. Il craint donc une réduction du marché de l'alimentation animale en France, mais aussi un accroissement de la compétition *« avec l'Argentine qui vient d'engranger une récolte record en blé quand la taxe carbone qui devrait s'appliquer aux frontières de l'Europe au 1er janvier pourrait renchérir le prix des engrais importés et donc nos coûts de production de 100 à 150 euros la tonne »*.

Les producteurs de betterave sont tout autant vent debout, avec la perspective d'une ouverture des portes européennes à 180 000 tonnes de sucre, l'équivalent de la capacité d'une sucrerie française, et à 8,2 millions d'hectolitres d'agrocarburant, soit la moitié de la production française. La Confédération générale des planteurs de betteraves, qui met en exergue l'usage de produits phytosanitaires utilisés au Brésil et interdits en Europe, rejette donc fermement l'accord UE-Mercosur.

« DANS LE CONTEXTE GÉOPOLITIQUE ACTUEL, NOUS AVONS BESOIN DE CES MARCHÉS »
FRANÇOIS-XAVIER HUARD
directeur général de la Fédération nationale de l'industrie laitière

A l'inverse, la filière laitière est favorable à la signature de ce traité. *« Dans le contexte géopolitique actuel, nous avons besoin de ces marchés. L'accord avec le Mercosur prévoit une ouverture progressive sur dix ans avec à terme des contingents libres de droit de 30 000 tonnes de fromage, de 10 000 tonnes de poudre de lait et de 5 000 tonnes de lait infantile en provenance d'Europe. Aujourd'hui des droits de douane de 15 % à 28 % s'appliquent »*, précise François-Xavier Huard, directeur général de la Fédération nationale de l'industrie laitière qui regroupe de grands groupes agroalimentaires comme Lactalis, Savencia, Bel ou Danone. Il note également l'intérêt pour ces entreprises implantées en France et en Amérique du Sud de bénéficier de transferts de capitaux facilités. Autre argument : la protection des indications géographiques protégées.

Un atout relevé par une autre filière intéressée par la ratification de l'accord, celle des vins et spiritueux. *« A l'heure où nous sommes chahutés en Chine et aux Etats-Unis, on nous dit de nous diversifier. C'est donc une opportunité pour nous*, affirme Gabriel Picard, président de la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux. *Les droits de douane, compris entre 20 % et 27 %, passeraient à zéro en une dizaine d'années. Nos exportations vers ces pays d'Amérique du Sud pourraient atteindre 100 millions d'euros contre 70 millions d'euros en 2024. »* Une goutte d'eau comparée aux 3,8 milliards d'euros versés par les Américains amateurs de vins français. ■

LAURENCE GIRARD

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Audition tendue du journaliste Patrick Cohen à l'Assemblée

Jeudi, son confrère de « Libération » Thomas Legrand et lui ont souligné les excès de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public

Trois mois après avoir déclenché, à leur corps défendant, une tempête médiatique très virulente dans les médias d'extrême droite, et inspiré à l'Union des droites pour la République (UDR) l'idée de convoquer une commission d'enquête sur l'audiovisuel public, les journalistes Patrick Cohen et Thomas Legrand ont enfin pu, jeudi 18 décembre, raconter les événements tels qu'ils les ont vécus et analysés.

C'est Patrick Cohen qui, le premier, a entrepris de défendre son honneur de journaliste bafoué depuis la publication, par le média d'extrême droite *L'Incorrect*, d'extraits d'une conversation volée avec des responsables du Parti socialiste (PS). *« L'impartialité ne se mesure pas dans les bistrots ni dans les chambres à coucher. Ou alors c'est qu'on a basculé dans un autre régime politique »*, a d'abord rappelé le journaliste qui, par le passé, a notamment suivi l'actualité du Front national (ancien nom du Rassemblement national). *« Je travaille honnêtement et, devant vous cet après-midi, je me tiens droit »*, a-t-il poursuivi, prêt à en découdre intellectuellement.

Son propos liminaire d'une dizaine de minutes, digne de l'un de ses éditoriaux, résumait ce que le reste de l'après-midi n'allait pas manquer de démontrer : le café qu'il a pris, avec Thomas Legrand, le 7 juillet, en compagnie des socialistes Pierre Jouvet et Luc Broussy, ne méritait vraisemblablement pas qu'on en parle encore, dans la suspicion et sous serment, plus de six mois plus tard.

Il lui a fallu expliquer en quoi consistent les métiers de journaliste politique et d'éditorialiste à un auditoire qui en connaît pourtant les ressorts. Il a dû rappeler ce qu'aucun d'entre eux n'ignorait, à savoir que les échanges enregistrés, à leur insu, n'avaient pas été restitués dans leur intégralité, ce qui les prive de toute contextualisation et de toute nuance. Il lui a fallu, aussi, regretter qu'ils aient été volés. *« Dois-je rappeler ici, à l'Assemblée nationale, temple de la République, que le droit au respect de la vie privée est un principe constitutionnel*, a tonné Patrick Cohen. *Dois-je rappeler l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : "Nul ne sera l'objet d'immixtion arbitraire dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance" ? »*

« Je travaille honnêtement et, devant vous cet après-midi, je me tiens droit »
PATRICK COHEN
journaliste politique

« Barbouzerie »

Loin de freiner l'ardeur de procureur dont fait montre le rapporteur, Charles Alloncle (UDR, Hérault), depuis le début de ces travaux, le 25 novembre, les sempiternelles mêmes questions, auxquelles sont apportées des réponses similaires, ont une nouvelle fois résonné. Combien de fois a-t-il fallu entendre Patrick Cohen, puis Thomas Legrand, ressasser les réserves qu'ils nourrissent à propos du constat d'huissier établissant la véracité des vidéos ?

Si, pour le rapporteur, ce document établit que celles-ci ne sont *« ni truquées ni falsifiées »*, les journalistes estiment qu'il ne fait que constater la concordance entre ce qu'on y entend et les sous-titres utilisés. En début de soirée, les députés « insoumis » membres de la commission pensaient, eux, avoir déniché une affaire dans l'affaire. Doutant que le rapporteur ait, comme il l'a affirmé, exercé ses *« pouvoirs de contrôle sur pièces et sur place »* pour obtenir cet acte juridique, ils ont demandé au président, Jérémie Patrier-Leitus (Horizons, Calvados), de s'assurer de la véracité de ses dires. S'il s'avérait que M. Alloncle a *« menti »*, *« ce serait un fait inédit qui le discréditerait irrémédiablement et devrait avoir des conséquences graves »*, ont-ils prévenu par communiqué.

Peu enclin au second degré, M. Alloncle a semblé douter que la séquence ait pu nuire aux deux journalistes. *« Est-ce que vous pensez qu'il y a eu un complot contre Thomas Legrand et vous-même ? »*, s'est-il enquis auprès de Patrick Cohen. *« Je n'en ai pas la certitude, mais ce degré de suspicion a fortement augmenté avec "l'opération Europe 1" »*, a cinglé le chroniqueur de France 5 et de France Inter.

Il faisait allusion à une nouvelle captation, à une terrasse de brasserie, d'une conversation de Thomas Legrand, lundi 15 décembre, avec, cette fois, l'ancienne directrice de France Inter Laurence Bloch pour interlocutrice. Pour l'éditorialiste de *Libération*, qui est apparu moins tendu que son confrère, mais pas moins en colère, cette *« barbouzerie »* et cette séquence ne doivent pas être minimisées. *« On arrive à un point de gravité que, me semble-t-il, dans l'histoire, depuis l'après-guerre, du journalisme français, on n'avait jamais atteint »*, a-t-il alerté. Aux élus d'extrême droite qui pourraient, bientôt, *« avoir des responsabilités dans l'exécutif »*, il a tendu un miroir : *« Je veux simplement qu'on comprenne, à la teneur de vos questions ou aux références que vous faites* [commenter des enregistrements illégaux…] : *c'est un peu inquiétant pour la suite. »*

A gauche, le malaise devenait chaque minute plus palpable. *« Ce qui se passe dans cette commission est infamant pour la représentation parlementaire »*, a averti Ayda Hadizadeh (PS, Val-d'Oise), convaincue d'assister à un *« petit procès maccarthyste un peu au rabais »*. Un peu plus tôt, Sophie Taillé-Polian (Génération.s, Val-de-Marne), effarée, s'était étonnée de siéger dans une commission d'enquête *« complètement à côté du cadre juridique »* et avait demandé une réunion immédiate du bureau de la commission – elle lui a, semble-t-il, été accordée pour début janvier 2026. Un effroi à l'exact opposé du triomphalisme affiché sur les réseaux par les détracteurs de Patrick Cohen et de Thomas Legrand, les contempteurs de l'audiovisuel public et les supporteurs du rapporteur. ■

AUDE DASSONVILLE
ET BRICE LAEMLE

Le désarroi des salariés de Lecas Industries, sans rémunération depuis six mois

Une enquête est ouverte sur cette filiale du groupe Hamelin, en cessation de paiements

ANGOULÊME - *envoyée spéciale*

Un comité de soutien d'une trentaine de personnes accueille les représentants des salariés de Lecas Industries qui ressortent au compte-gouttes du commissariat d'Angoulême, mercredi 17 décembre. Ils viennent d'être auditionnés de longues heures par les agents du service interdépartemental de police judiciaire de Caen, venus de Seine-Maritime pour l'occasion.

Le parquet de Caen a ouvert une enquête préliminaire pour éclaircir les conditions qui ont conduit leur entreprise, une papeterie de Nersac (Charente), filiale du groupe normand Hamelin, à demander sa mise en liquidation de façon précipitée au mois de juin, se déclarant soudainement en cessation de paiements. Et ce alors que, dans le cadre de la prochaine fermeture de la société, un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) suivait son cours, avec cabinet de reclassement, formations et aides à la création d'entreprise.

Du jour au lendemain, tout s'est arrêté pour les 68 salariés licenciés. *« Je devais commencer une formation de chauffeur poids lourds, l'organisme m'a appelé la veille pour annuler. Ils n'avaient pas été payés »*, raconte Emmanuel Terrochaire, 54 ans, dont presque dix comme conducteur offset (imprimeur) chez Lecas. Grégory Imbert, qui a passé trente ans comme plieur sur machine, venait d'obtenir son premier permis de cariste en logistique. *« Il n'a finalement pas été validé, car le centre de formation n'avait même pas perçu l'acompte. C'est donc bien que c'était prémédité ! »*, soupçonne-t-il. Officiellement, la liquidation est arrivée car Lecas n'avait plus la trésorerie pour financer le PSE. Celui-ci a pourtant été validé le 10 janvier par l'Etat, qui doit s'assurer que les mesures prévues sont proportionnées aux moyens de l'entreprise ou du groupe auquel elle appartient.

A l'audience, devant le tribunal de commerce de Caen, le 25 juin, l'avocat des salariés avait soutenu la possibilité d'une *« escroquerie »* fomentée par le groupe Hamelin, l'un des leaders de la papeterie en France (marques Super Conquérant, Oxford…), pour ne pas payer le plan social – la liquidation en basculerait le coût sur la collectivité, à travers le régime de garantie des salaires, l'AGS. Quand le tribunal a tranché pour la liquidation le 30 juin, le parquet a immédiatement fait appel, ce qui est rare dans la justice commerciale. Il a ensuite diligenté l'enquête financière en cours dont les conclusions sont attendues avant l'audience en appel, le 5 février 2026.

L'avocat des salariés avait soutenu la possibilité d'une « escroquerie » pour ne pas payer le plan social

« Vide juridique »

Autant dire une éternité pour les ex-salariés, qui entretemps ne touchent ni leur indemnité mensuelle de reclassement (prévue pour douze à quinze mois selon les termes du PSE) ni les indemnités de licenciement qu'ils percevraient en cas de liquidation. *« Ils sont dans un vide juridique »*, résume Patrick Bauret, conseiller de la Filpac-CGT (travailleurs du livre et du papier). *« Six mois sans salaire ! C'est honteux !*, s'indigne Grégory Imbert. *Comment en France, on peut laisser des gens comme ça ? Ça donne même plus envie d'aller voter… » « Moi, j'ai dû prendre un crédit à la consommation de 10 000 euros »*, annonce Laurent Toutain, 58 ans, dont la moitié comme conducteur de machine. *« Avant on se croisait à la pointeuse, maintenant on se croise à l'épicerie solidaire »*, ironise Fabrice Lelièvre, l'un des représentants des salariés.

Leurs économies consumées par les dépenses quotidiennes, la plupart sont désormais aidés financièrement par leur famille. Leurs vieux parents, leurs fils adultes. *« Quand vous devez demander 50 euros à vos enfants, moralement c'est très dur… »*, confie, un voile dans la voix, Emmanuel Terrochaire. Laurent Devezeaud, 59 ans, n'a plus le téléphone : *« Ils m'ont tout coupé… Et les assurances risquent de faire bientôt pareil. Les prélèvements automatiques, quand y a plus de sous, ça s'arrête »*, explique-t-il. L'arrivée de Noël l'assombrit un peu plus. *« Je n'ai même pas de quoi offrir un cadeau à mes petits-enfants… Mes nuits, ce sont des nuits blanches… »*

Pour s'inscrire à France Travail ou reprendre un emploi, il leur faudrait *« sortir du PSE »* et renoncer à leurs indemnités de licenciement. *« Je ne vais pas m'asseoir sur trente ans d'ancienneté ! »*, s'indigne Maryline Morlet, 61 ans, entrée chez Lecas en 1996. *« Trente ans de notre vie on a bossé les nuits, les samedis… On veut ce qu'on nous doit ! »*, renchérit M. Imbert. *« Hamelin espère nous avoir à l'usure, pour que certains sortent du PSE, et qu'ils aient moins à payer au bout du compte*, soupçonne Fabrice Lelièvre. *Mais nous, on va continuer à se battre, on ne lâchera rien ! »*

Une cagnotte de soutien a été mise en ligne. Vendredi 19 décembre, une *« grande soirée dansante solidaire »* devait être organisée à La Couronne, en périphérie d'Angoulême. La recette doit servir à financer les frais d'avocat et le déplacement à Caen, pour l'audience en appel. ■

ALINE LECLERC

La baisse des taux d'intérêt de la BCE n'a pas profité à l'économie

Les Etats de la zone euro empruntent à des taux plus élevés qu'il y a un an

Sur le papier, cela aurait dû donner un coup de fouet à l'économie européenne. Entre juin 2024 et juin 2025, la Banque centrale européenne (BCE) a réalisé la plus importante baisse de ses taux d'intérêt sur douze mois (hors crise financière de 2008), passant de 4 % à 2 %. Depuis, elle a marqué une pause, qu'elle a confirmée une nouvelle fois jeudi 18 décembre lors de sa conférence de presse.

Pourtant, cette action musclée, qui aurait dû soutenir l'activité en Europe, peine à se faire sentir. *« L'impact sur le produit intérieur brut a été faible et va probablement rester limité dans les prochains trimestres »*, souligne une note de Jack Allen-Reynolds, du cabinet Capital Economics.

L'explication de l'impuissance relative de la BCE est à aller chercher dans le fonctionnement des marchés financiers. Les taux à court terme ont beaucoup baissé – ceux de la banque centrale, donc, allant d'un jour à une semaine, que les banques utilisent pour se refinancer et qui influencent le coût des emprunts dans l'ensemble de l'économie. Mais ce mouvement ne s'est pas répercuté sur les taux d'intérêt à long terme (de cinq à trente ans), comme cela se produit généralement.

Le gouvernement français, par exemple, quand il emprunte sur dix ans – la durée de référence –, paie aujourd'hui un taux d'intérêt de 3,6 %. Il y a un an, c'était 3,2 %. Le paradoxe est clair, la France emprunte plus cher alors que la BCE a baissé ses taux. Le phénomène est accentué par la crise politique et budgétaire française, mais il se réplique à travers toute l'Europe. Le taux allemand est lui-même passé sur un an de 2,3 % à 2,8 %. Le desserrement monétaire de la BCE ne s'est pas répercuté.

Or, ce qui compte vraiment, pour l'économie, c'est justement les taux longs. Pour les prêts immobiliers en particulier, qui sont accordés parfois sur plusieurs décennies, les banques s'alignent dessus. En conséquence, l'action de la BCE s'émousse : dans la zone euro, les emprunts hypothécaires sont passés d'un pic de 4 % fin 2023 à 3,3 % actuellement, une baisse bien moins forte que celle des taux de la banque centrale. Le phénomène est un peu moins net pour les prêts aux entreprises, qui sont accordés à plus court terme.

Derrière ce phénomène se trouve un véritable changement d'ère. Après une quinzaine d'années où les taux d'intérêt étaient proches de zéro, les investisseurs exigent désormais un bien meilleur rendement pour accepter de prêter. C'est ce qu'on appelle une *« prime de terme »*. *« Elle a beaucoup augmenté. Elle était négative, à – 0,6 point de pourcentage à la sortie de la pandémie, elle est aujourd'hui de 1,2 point »*, explique Michel Martinez, économiste en chef à la Société générale.

Les investisseurs demandent une prime de risque plus élevée parce que les Etats sont de plus en plus dispendieux. A commencer par l'Allemagne, qui a lancé un plan de relance historique, qui pourrait atteindre autour de 800 milliards d'euros sur dix ans. Le pays, qui sert de référence au reste de la zone euro, qui était jusqu'à présent très prudent, a changé de catégorie. Dans son sillage, il entraîne à la hausse les taux d'intérêt de tous les autres pays de la monnaie unique.

Le paradoxe est clair, la France emprunte plus cher alors que la BCE a baissé ses taux

Désormais, les investisseurs institutionnels sont seuls à acheter l'intégralité des dettes européennes

Une prime de plus pour la France

Le phénomène s'inscrit sur le long terme, selon M. Martinez, et les marchés financiers n'ont pas fini de s'adapter : *« On pense que la prime de terme va monter à 1,7 point de pourcentage. »* L'Allemagne devrait donc emprunter à plus de 3 %. Pour la France, la valse des premiers ministres et l'incapacité à voter un budget ont ajouté une prime supplémentaire. *« Ses taux d'intérêt devraient dépasser 4 % »*, prédit M. Martinez. Dans ce contexte, les difficultés budgétaires du gouvernement français ne pourront qu'empirer.

Un deuxième facteur explique cette hausse des taux d'intérêt de long terme : l'action de la BCE elle-même, qui appuie sur le frein en même temps que l'accélérateur. D'un côté, elle a baissé ses taux d'intérêt. Mais de l'autre, elle réduit son bilan. Pendant la crise de la zone euro, elle avait acheté d'énormes stocks de dettes européennes, afin d'injecter de la liquidité dans le système. Aujourd'hui, elle laisse ces obligations arriver à échéance sans les renouveler. La BCE, qui était un acheteur majeur du marché de la dette européenne, s'est retirée. Désormais, les investisseurs institutionnels sont donc seuls à acheter l'intégralité des dettes européennes, qui n'arrêtent pas d'augmenter. Plus d'offre d'obligations, moins de demande : les taux d'intérêt ne peuvent que monter.

La BCE réplique qu'elle applique parfaitement son mandat, qui est de maintenir l'inflation autour de 2 % sur le moyen terme. A 2,2 %, l'inflation en zone euro est parfaitement en ligne. L'économie est par ailleurs résiliente, avec 1,4 % de croissance en 2025 et une prévision de 1,2 % en 2026. Christine Lagarde, la présidente de la BCE, souligne en particulier la bonne tenue de l'investissement des entreprises. *« Nous sommes à l'endroit qu'il faut »* (*« we are in a good place »*), estime-t-elle à propos du niveau des taux d'intérêt.

De fait, le problème concerne particulièrement la France, dont la croissance est réduite par le chaos parlementaire et qui connaît une inflation faible. *« Les divergences* [d'inflation] *sont notables entre la France, 0,9 %, et l'Espagne, 3 %*, souligne Sylvain Bersinger, du cabinet Bersingéco. *D'une manière plus générale, la situation espagnole* [croissance solide et inflation élevée] *appellerait à une hausse des taux alors que la situation française* [croissance poussive, inflation faible, tension sur les taux souverains] *plaiderait pour une baisse des taux. »* Entre les deux, la BCE est obligée d'équilibrer les risques. Il est très improbable qu'elle change de cap à brève échéance. L'économie française ne devra pas compter sur son aide en 2026. ■

ÉRIC ALBERT

Macron propose Xavier Piechaczyk à la tête de la RATP

Sa nomination doit encore être validée par les commissions du développement durable du Sénat et de l'Assemblée nationale

Le suspense n'avait rien d'insoutenable, puisqu'il faisait figure de grand favori depuis que l'Elysée avait lancé, fin novembre, le processus pour remplacer Jean Castex à la tête de la Régie autonome des transports parisiens (RATP). Emmanuel Macron a donc proposé Xavier Piechaczyk pour présider aux destinées de la régie parisienne, a annoncé l'Elysée dans un communiqué, jeudi 18 décembre.

M. Piechaczyk est président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE) depuis 2020, un poste auquel il a été reconduit en juin lorsque son mandat a échu. Peu connu du grand public, il avait été propulsé en première ligne médiatique lors de la crise énergétique de l'hiver 2022-2023, lorsque la France craignait des pénuries d'électricité.

Réputé proche d'Emmanuel Macron, il a croisé la route du chef de l'Etat lorsque celui-ci était secrétaire général adjoint de l'Elysée (2012-2014) sous François Hollande. M. Piechaczyk était alors conseiller transport du premier ministre Jean-Marc Ayrault, puis du président lui-même. Un temps pressenti pour succéder à Jean-Pierre Farandou à la SNCF, cet ingénieur des Ponts et docteur en sciences politiques était en compétition avec une dizaine de candidats à la tête du groupe public de transport. Dans les jours précédant cette annonce, trois noms figuraient sur la liste resserrée remise à Emmanuel Macron par les services des ministères des transports et de l'économie.

Outre celui de M. Piechaczyk, étaient inscrits celui d'Alain Krakovitch, directeur des TGV et des Intercités à la SNCF, et celui de Valérie Vesque-Jeancard, présidente de Vinci Railways et directrice déléguée de Vinci Airports. D'autres personnalités du monde des transports s'étaient portées candidates comme Laurence Batlle, ancienne directrice de RATP Dev, une filiale du groupe public, Bruno Angles, administrateur de l'entreprise jusqu'en 2024, Jean-François Monteils, président du directoire de la Société des grands projets, son prédécesseur à ce poste, Thierry Dallard, ou encore les anciens ministres des transports François Durovray et Clément Beaune.

Changement de modèle

Plusieurs d'entre eux avaient déploré auprès du *Monde* qu'il n'y ait pas de cadre clair de désignation, mais seulement des *« bouts de processus qui coexistent »*, sans que personne en ait de vision claire. Et, de fait, des auditions se poursuivaient, lundi 15 et mardi 16 décembre, dans les ministères, alors que le choix du président ne faisait plus guère de doute, rapportent plusieurs sources au fait du dossier.

Désormais, le choix d'Emmanuel Macron doit être avalisé par les commissions du développement durable du Sénat et de l'Assemblée nationale. Pour empêcher l'arrivée de M. Piechaczyk à la RATP, il faudrait que les trois cinquièmes des votants dans les deux assemblées s'y opposent. Un cas de figure rare, mais pas inédit : en 2023, le maire de Charleville-Mézières, Boris Ravignon, avait été stoppé par les parlementaires dans son ascension vers la direction de l'Agence de la transition écologique. M. Piechaczyk pourrait-il subir le même sort ? Sa proximité avec M. Macron pourrait le desservir auprès d'un Parlement qui a largement échappé aux partis de la majorité présidentielle. Plusieurs parlementaires ont fait leur calcul et estiment que le résultat sera, au mieux, serré, ont-ils expliqué au *Monde*.

M. Piechaczyk pourrait également faire les frais, auprès des parlementaires de gauche, de ses relations tendues avec les syndicats, qui ont atteint leur paroxysme après que quatre salariés ont été licenciés, coupables d'être intervenus sur le réseau électrique sur fond de mouvements sociaux. Après une plainte de RTE à leur encontre, ils avaient été placés en garde à vue dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure.

Les syndicats de la RATP ont déjà prévenu qu'ils s'opposeraient à un patron pur gestionnaire

Les syndicats de la RATP ont déjà prévenu qu'ils s'opposeraient à un patron pur gestionnaire qui ne prendrait pas en compte les problématiques sociales de l'entreprise. En clair, ils lui enjoignent de suivre les pas de Jean Castex, qui a laissé un très bon souvenir Quai de la Râpée, au contraire de Catherine Guillouard, sa prédécesseure de 2017 à 2022.

Dès son arrivée – si sa candidature est validée –, au plus tôt à la fin de janvier en tenant compte du calendrier des auditions parlementaires, M. Piechazcyk entrera dans le vif du sujet en menant les négociations annuelles obligatoires. Ces négociations, qui doivent théoriquement aboutir en février, feront figure de test pour le nouveau patron quant à sa capacité à trouver un terrain d'entente avec les syndicats.

M. Piechazcyk prend la barre d'un navire en plein changement de modèle. Jusque-là en monopole sur les bus, les trams et les métros, la régie parisienne doit désormais composer avec des concurrents. Les bus de Paris et de la petite couronne ont été ouverts à la concurrence en 2024 et en 2025, et la RATP a réussi à conserver deux tiers des lots en jeu, peu ou prou l'objectif qu'avait fixé Jean Castex. C'est sous le règne de son successeur que la plupart de ses lots seront effectivement transférés à un concurrent ou à une filiale de droit privé de la RATP. Dans tous les cas, le nouveau patron devra accompagner un changement de modèle économique et social.

Après les bus, l'autorité organisatrice des mobilités dans la région capitale, Ile-de-France Mobilités, ouvrira à la concurrence, progressivement jusqu'en 2040, tous les autres transports collectifs. La RATP sera soit en défense de feu son monopole (dans les trams, les métros et certains RER), soit à la recherche de nouveaux marchés, comme dans les trains de banlieue exploités par la SNCF.

Le nouveau patron sera aussi celui qui intégrera les lignes 15 à 18 du métro du Grand Paris express. La RATP n'exploitera que la ligne 15, les autres ayant été attribuées à Keolis, filiale de la SNCF, mais la loi lui confère le rôle de gestionnaire d'infrastructure de ces métros de la proche banlieue parisienne.

Il devra également poursuivre l'expansion de la RATP hors des frontières de Paris et de sa région, comme l'ont fait ses prédécesseurs, qui ont conquis des marchés en France et à l'étranger. Et ce en gardant à l'esprit que le transport public est une industrie aux marges faibles et qu'un contrat gagné aux dépens d'un concurrent n'est pas systématiquement un gage de bénéfices futurs, comme ce fut le cas à Londres et en Toscane, où l'aventure a été très coûteuse pour la RATP et sa filiale réservée aux marchés extérieurs, RATP Dev. ■

JONATHAN PARIENTÉ

PERTES & PROFITS | RÉSEAUX SOCIAUX

PAR ISABELLE CHAPERON

TikTok : une coentreprise à l'américaine

Si, en matière de transition énergétique notamment ou de politique sur l'immigration, Donald Trump s'emploie avec méthode à prendre le contre-pied de Joe Biden, il reste un domaine où le président américain n'a pas complètement rompu avec la ligne de son prédécesseur : celui de la protection des Etats-Unis face au risque d'ingérence étrangère. En particulier en provenance de Chine.

Ainsi, après des mois de négociations, un accord a été signé, jeudi 18 décembre, visant à sécuriser les activités jugées les plus sensibles de TikTok aux Etats-Unis dans des mains amies, selon un mémo diffusé en interne par le patron du réseau social chinois, révélé par la presse américaine.

Pour y parvenir, une coentreprise, dans laquelle seront logées les données, la sécurité algorithmique ainsi que la modération de contenus pour TikTok aux Etats-Unis, va être créée. Cette entité sera détenue à 45 % par le groupe informatique Oracle, du milliardaire Larry Ellison, proche de M. Trump, le fonds d'investissement californien Silver Lake et son homologue émirati MGX. Le reste appartiendra à des investisseurs de ByteDance, le propriétaire de TikTok, et au réseau social lui-même. Ce dernier conserve la gestion en direct de ses lucratives activités commerciales aux Etats-Unis, où il se targue de compter 170 millions d'utilisateurs.

L'opération doit être bouclée le 22 janvier 2026, juste avant l'expiration d'un ultimatum lancé par l'administration américaine, maintes fois repoussé par M. Trump. En avril 2024, Joe Biden avait fait passer une loi menaçant TikTok de lui fermer le marché américain si ByteDance ne rompait pas tous ses liens avec sa filiale sur place. Le nouveau président n'a pas souhaité aller jusque-là. Mais, même moins chirurgical qu'envisagé, cet accord est révélateur de l'attention portée au risque de manipulation de l'opinion publique, voire de déstabilisation, associé à la diffusion massive de vidéos pas toujours anodines. Partout, cette vulnérabilité inquiète. Mais, étonnamment, quand l'Europe veut imposer des règles sur son propre marché aux plateformes comme Facebook ou X, Washington crie à l'atteinte à la liberté d'expression et la menace de rétorsions.

Plutôt que d'infliger une amende de 120 millions d'euros à X pour défauts répétés de transparence, l'Union européenne devrait exiger de reprendre la main sur les données de ses concitoyens et les algorithmes pervers qui fragilisent la santé mentale des jeunes, sur la base du schéma imposé par Washington à TikTok. Impossible ? C'est bien dommage. ■

EDF révise à la hausse le devis des EPR 2

Les coûts de construction pour les six nouveaux réacteurs nucléaires de grande puissance sont désormais estimés à plus de plus de 80 milliards d'euros

Avant même le début des chantiers, l'addition prévue par le groupe public EDF augmente déjà. Présentés à la presse jeudi 18 décembre, dans la foulée d'un conseil d'administration de l'électricien, les coûts de construction pour six nouveaux réacteurs nucléaires de grande puissance, dits « EPR 2 » (réacteurs pressurisés européens), sont désormais estimés à 72,8 milliards d'euros – une estimation formulée en euros de 2020, donc censée faciliter la comparaison avec les estimations précédentes. Soit 8 % de plus par rapport au chiffrage d'il y a deux ans et même 40 % de plus par rapport à celui présenté en 2022 (scénario médian à 51,7 milliards d'euros).

Ce dernier devis en date sera audité au premier trimestre 2026 par la délégation interministérielle au nouveau nucléaire. S'il était formulé en euros actuels, il serait encore plus massif : plus de 80 milliards d'euros. Et encore, en réalité, il faudrait aussi considérer les frais intercalaires, liés au taux d'intérêt et au financement du programme. En ajoutant ces frais-là, la facture totale est même susceptible de dépasser les 100 milliards d'euros, selon la projection faite, en janvier, par le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici.

Comment expliquer le nouveau surcoût de 8 % dans le devis des coûts de construction ? *« Le niveau de provisions pour risques a augmenté aujourd'hui »*, a déclaré Xavier Gruz, directeur exécutif d'EDF chargé de la préfiguration de la maîtrise d'ouvrage du nouveau nucléaire, jeudi, à l'occasion d'un point presse téléphonique. Sans plus de précision de la part du groupe, à ce stade. *« L'établissement du devis prévisionnel du programme EPR 2 traduit l'engagement des équipes d'EDF, de ses filiales et de l'ensemble de nos partenaires industriels à maîtriser les délais et les coûts »*, selon le PDG de l'électricien, Bernard Fontana, dans un communiqué publié jeudi.

La question du coût des réacteurs est un sujet de la plus haute importance pour EDF, dont l'Etat est l'actionnaire unique. Car le groupe se prépare à faire face à des investissements massifs, malgré une dette financière nette au montant toujours considérable : 54 milliards d'euros, à fin 2024.

Le récent chantier de l'EPR de Flamanville (Manche) ne peut qu'inciter à la prudence. Connecté au réseau électrique français en décembre 2024, le 57e réacteur d'EDF a mis douze ans de plus que prévu à entrer en service. Et son coût total a été de 23,7 milliards d'euros, intérêts intercalaires compris, selon un rapport très critique de la Cour des comptes, en janvier, sur la filière EPR. Soit sept fois plus que les seuls coûts de construction envisagés en 2006.

Un projet au temps long

Le financement des nouveaux réacteurs est prévu dans le cadre d'un prêt de l'Etat à taux bonifié pouvant aller jusqu'à 60 % des coûts de construction. Egalement prévu, un « contrat pour différence » d'une durée de quarante ans : dans ce cadre, si EDF vend son électricité au-delà d'un certain niveau de prix, l'Etat s'engage à redistribuer le surplus aux consommateurs, et si les revenus d'EDF sont inférieurs à ceux escomptés, c'est l'Etat qui comblera le manque auprès de l'électricien.

En novembre, EDF a fait parvenir à la Commission européenne une notification de ce mécanisme d'aides. Contactée par *Le Monde*, la Commission européenne ne précise pas à quelle date elle a prévu de se prononcer pour donner ou non son aval. A ce stade, EDF envisage de parvenir à une décision finale d'investissement d'ici à la fin de l'année 2026 pour ces six réacteurs, prévus par paire dans les centrales déjà existantes de Penly (Seine-Maritime), puis de Gravelines (Nord) et du Bugey (Ain).

Jeudi, EDF n'a pas livré d'éléments chiffrés sur ses études de conception. Mais aujourd'hui *« le degré de maturité* (...) *est bien supérieur »* à celui observé au moment de lancer le chantier de l'EPR de Flamanville, assure un autre directeur exécutif du groupe, Thierry Le Mouroux, chargé de la direction « projets et construction ».

Après avoir d'abord été évoquée pour 2035, la date de mise en service pour le premier EPR 2 est aujourd'hui espérée pour 2038. EDF prévoit un *« un cadencement de douze à dix-huit mois pour la mise en service des réacteurs suivants »*. Un projet au temps long, très long, puisque la perspective de six nouveaux réacteurs à construire, voire de huit autres par la suite, a été évoquée par le président Emmanuel Macron dès son discours de Belfort, le 10 février 2022. ■

ADRIEN PÉCOUT

Google-Thales, première offre franco-américaine de « cloud de confiance »

La filiale du groupe français propose les logiciels du géant américain avec le label de sécurité des autorités françaises

Nous réalisons la première des coopérations transatlantiques entre les Etats-Unis et la France », s'est félicitée, jeudi 18 décembre, Hélène Bringer, la présidente de S3NS, la filiale créée par Thales pour proposer des logiciels Google de services en ligne aux entreprises dans le cloud.

Le groupe français de l'aéronautique et de la défense propose donc la plateforme du géant américain mais, depuis jeudi, avec la certification « SecNumCloud ». Surnommée « cloud de confiance », cette dernière a été créée pour garantir aux clients l'immunité contre les lois extraterritoriales américaines, comme le Cloud Act, qui permettent, dans certains cas, aux autorités des Etats-Unis d'accéder aux données.

Création d'offres hybrides

Cette annonce est l'aboutissement d'un long feuilleton. En 2021, le gouvernement a édicté une doctrine baptisée « cloud au centre » obligeant les acteurs publics à utiliser des solutions immunisées contre les lois territoriales américaines. Mais l'exécutif français a aussi autorisé la création d'offres hybrides, dans lesquelles une entité française pourrait opérer des logiciels de grands groupes américains du cloud.

Google-Thales est le premier de ces attelages à obtenir cette certification de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, chargée de vérifier que le contrôle de l'entité, l'accès aux serveurs ou le service après-vente sont aux mains de la société française. L'entreprise de services cloud, Bleu, créée par Orange pour opérer les logiciels de Microsoft, espérerait, elle, obtenir ce label au premier semestre 2026.

L'offre de S3NS vise les entités publiques mais aussi les entreprises privées de tous secteurs manipulant des données « sensibles ». Les prix sont les mêmes que les services cloud de Google mais *« 15 à 20 % plus chers »*.

En ces temps de fortes tensions entre les Etats-Unis et l'Europe, ce type d'offre a été critiqué par les partisans d'une souveraineté plus absolue. Des acteurs 100 % français comme Outscale, filiale de Dassault Systèmes, ou Cloud Temple sont déjà certifiés « SecNumCloud » et d'autres comme Scaleway (filiale d'Iliad, fondé par Xavier Niel, actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde) ou OVH tentent de l'obtenir.

Les attaques contre l'Union européenne de l'administration Trump ont fait naître une crainte que les fournisseurs américains soient un jour forcés de couper l'accès et les mises à jour de leurs services en ligne. *« Nous avons souvent cette question. Dans une telle hypothèse, S3NS serait capable de fonctionner pendant plusieurs trimestres, le temps que nos clients trouvent une solution. Et le problème se poserait à tous les hébergeurs cloud, même français, car tous utilisent des logiciels ou du matériel américains »*, répond le directeur général, Cyprien Falque. Alors que la généralisation d'une certification de type « SecNumCloud » au niveau européen fait débat, ce dernier pense que l'idée *« gagne du terrain »*. ■

ALEXANDRE PIQUARD

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Constituer une épargne pour ses enfants

Plusieurs types de placement peuvent être souscrits au nom d'un mineur

Les parents peuvent souscrire certains placements pour leur enfant encore mineur afin de lui constituer une épargne à son nom. Une fois majeur, le jeune reprend la main et peut l'utiliser à sa guise, pour acheter un ordinateur, financer son permis de conduire ou continuer à le laisser fructifier pour, le moment venu, se constituer un apport pour un achat immobilier.

« L'important est de commencer le plus tôt possible, par exemple via des versements mensuels réguliers, accessibles dès quelques dizaines d'euros par mois », explique Oriane Pouger, cheffe de marché mineurs chez SG. Car dix ou quinze ans plus tard, ces quelques euros par mois se seront transformés en une dizaine de milliers d'euros, voire plus, en fonction de la performance du placement choisi. Quel que soit le produit souscrit, le jeune en est bien le propriétaire, même si les parents conservent la main sur sa gestion au quotidien.

Il est logique de commencer par ouvrir un Livret A pour son enfant, puisque ce placement réglementé est accessible à tous, y compris aux mineurs. *« C'est un bon réflexe, car le Livret A est sans risque, simple à comprendre et exonéré d'impôts et de prélèvement sociaux »*, rappelle Mme Pouger. Son plafond de versement (22 950 euros) est suffisamment élevé pour permettre aux parents de l'abonder pendant des années. A partir de 12 ans, il est aussi possible d'ouvrir un Livret jeune. Quant au plan d'épargne logement (PEL), il n'est plus vraiment d'actualité : les plans ouverts depuis le 1er janvier 2025 rapportent 1,75 % brut, soit 1,22 % net. Un niveau inférieur au taux actuel du livret A (1,70 %). Le PEL permet certes de réaliser un crédit épargne logement, mais le manque à gagner sur la rémunération, fixée pour quinze ans, n'en fait pas aujourd'hui une priorité pour les enfants.

Actions et cryptomonnaies

Autre possibilité, ouvrir un contrat d'assurance-vie au nom de ses enfants. L'avantage ? Cette enveloppe permet de choisir son niveau de risque, du très sécurisé avec le fonds en euros à capital garanti aux fonds actions comportant un risque en capital en contrepartie d'une espérance de gain supérieure sur le long terme.

Les parents, voire les grands-parents, peuvent déposer une somme importante à l'ouverture du contrat dans le cadre d'une donation en bonne et due forme afin de bénéficier des abattements fiscaux. *« Nous recommandons de rédiger un pacte adjoint au contrat afin d'encadrer le don,* indique Gaultier Lauriau, directeur de la gestion de patrimoine d'Abeille Assurances. *Ce document peut notamment préciser dans quelles conditions l'enfant devenu majeur pourra effectuer un retrait (pour financer ses études ou un logement, par exemple). Dans la pratique, la durée de validité du pacte ne peut pas excéder le 25e anniversaire du jeune. »* Dans le cadre des familles recomposées, d'autres règles peuvent être précisées, notamment la désignation d'un tiers administrateur.

UN NOUVEAU PRODUIT RÉSERVÉ AUX MINEURS A VU LE JOUR DEPUIS LA LOI RELATIVE À L'INDUSTRIE VERTE D'OCTOBRE 2023 : LE PLAN ÉPARGNE AVENIR CLIMAT

A noter, il n'est plus possible d'ouvrir un plan d'épargne retraite au nom d'un mineur depuis le 1er janvier 2024. *« Les contrats souscrits avant cette date continuent à fructifier, mais les parents ne peuvent plus réaliser de nouveaux versements »*, rappelle M. Lauriau. Ils sont bloqués jusqu'à la retraite de leur détenteur, dans plusieurs décennies.

Un produit réservé aux mineurs a vu le jour depuis la loi relative à l'industrie verte d'octobre 2023 : le plan d'épargne avenir climat, une enveloppe investie dans des obligations vertes et des fonds bénéficiant du label Greenfin ou du label investissement socialement responsable. Il est réservé aux moins de 21 ans et peut recueillir jusqu'à 22 950 euros de versements. A la sortie, les gains sont exonérés d'impôt et de prélèvements sociaux, ce qui est suffisamment rare pour être souligné. Mais les contraintes sont nombreuses : le plan est bloqué jusqu'aux 18 ans du détenteur et il est automatiquement clôturé à ses 30 ans. A l'inverse, un mineur ouvrant un contrat d'assurance-vie peut le conserver sans limite de temps.

Pour l'heure, seul le groupe BPCE a sauté le pas, en lançant son offre côté Caisse d'épargne et côté Banque populaire en avril. *« C'est un placement complémentaire à l'assurance-vie. Il présente l'avantage d'être totalement défiscalisé, comme le Livret A, mais avec un objectif d'épargne longue permettant de viser un rendement supérieur »*, précise Sébastien Nourry, directeur du marché des particuliers de Banque populaire.

De son côté, la banque d'origine allemande Trade Republic propose aux parents de mettre en place un plan d'investissement programmé au nom de leurs enfants. *« L'univers d'investissement est identique à celui proposé aux majeurs : actions, ETF* [exchange traded funds], *cryptos, obligations et même fonds de capital-investissement »*, précise Vincent Grard, responsable France de Trade Republic, qui rembourse les frais de gestion de trois ETF Vanguard pour qu'ils soient automatiquement réinvestis sur le compte épargne de l'enfant jusqu'à ses 18 ans. Il s'agit de produits répliquant des indices d'actions internationales ou un indice 80 % actions et 20 % obligations.

« Lorsqu'on ouvre un plan pour un très jeune enfant, il est logique d'investir en actions plutôt que sur un Livret A, afin de bénéficier d'une espérance de gain supérieure dans dix ans, quinze ans ou plus », estime M. Grard. Il précise que 500 000 comptes enfants ont déjà été ouverts en Allemagne, en Espagne et en France depuis le lancement de l'offre, en juin. A noter : certaines plateformes de cryptomonnaies, comme Paymium et StackinSat, proposent aussi aux parents d'ouvrir un compte épargne au nom de leur enfant mineur. ■

AGNÈS LAMBERT

1600

C'est, en euros, le plafond des versements sur un Livret jeune, réservé aux 12-25 ans. Son taux est fixé librement par chaque banque, mais il ne peut être inférieur à celui du Livret A (1,70 %). Certains établissements, comme BNP Paribas, La Banque postale et SG, se contentent de ce niveau. D'autres font un effort, avec un taux de 2,60 % au Crédit agricole, 2,70 % chez LCL et au Crédit mutuel de Bretagne, et même 4 % au CIC. Le Livret jeune doit être clôturé au plus tard le 31 décembre de l'année des 25 ans.

SOS CONSO
CHRONIQUE PAR RAFAËLE RIVAIS

Présent d'usage et proportionnalité

L'approche des fêtes de fin d'année donne l'occasion de rappeler que les cadeaux faits pour Noël ou le Jour de l'an peuvent, comme les cadeaux d'anniversaire, être qualifiés de « présents d'usage », non rapportables à la succession, s'ils ne dépassent pas 2 % du patrimoine et 2,5 % des revenus de celui qui les fait – ces conditions étant cumulatives. En cas de litige, certains juges font strictement respecter la jurisprudence, d'autres moins, comme le montre l'affaire suivante.

Le 19 mars 2019, Mme X décède dans un Ehpad, en ne laissant que 5 000 euros sur son compte bancaire, alors que, six mois plus tôt, elle avait reçu la somme de 146 600 euros, lors de la vente de sa maison, dont elle était copropriétaire avec sa fille A. Le notaire chargé de la succession dresse un procès-verbal de difficulté à propos de deux opérations financières, survenues moins de six mois avant la mort de Mme X, et qu'il ne sait comment qualifier. La plus importante concerne un retrait en espèces de 132 000 euros, somme qui a disparu, et que la vieille dame ne peut avoir dépensée. La seconde concerne un chèque de 12 000 euros offert à A pour son anniversaire.

LA VALEUR DU CADEAU NE DOIT PAS EXCÉDER 2 % DU PATRIMOINE ET 2,5 % DES REVENUS

B et C, les sœurs de A, assignent cette dernière, en demandant qu'elle soit convaincue de recel successoral sur les 132 000 euros, et qu'elle rapporte à la succession le chèque de 12 000 euros : il représente en effet 8,2 % du patrimoine de leur mère (146 593 euros), et 80 % de ses revenus annuels (14 856 euros), avant paiement de l'Ehpad (23 232 euros) ; il ne saurait donc être qualifié de présent d'usage.

A conteste tout recel. Elle explique que sa mère est allée seule, en fauteuil roulant, au Crédit mutuel, effectuer le retrait litigieux ; qu'après la mise en garde de la banque sur les risques de l'opération, elle a confirmé sa demande par écrit (la signature est la même que celle du testament par lequel elle lègue à A la quotité disponible de ses biens).

Le frère de la défunte indique pour sa part que lors d'une visite à l'Ehpad, en décembre 2018, Mme X lui a donné 30 000 euros en liquide pour qu'il s'achète une nouvelle voiture, et 5 000 euros en chèque. Il précise que sa sœur voulait depuis longtemps *« priver »* B et C de tout héritage, seule A s'étant occupée d'elle depuis son veuvage. Le tribunal judiciaire de Thionville (Moselle) juge, le 4 août, que ce n'est pas parce que l'argent a disparu que A se l'est approprié. Et que *« la somme de 12000 euros n'est pas disproportionnée à la situation financière et patrimoniale de Mme X »* : elle doit donc être considérée comme un présent d'usage.

« Peut-être les juges ont-ils préféré faire primer les dernières volontés de la défunte sur le droit », ironise Me Sébastien Herrmann, avocat de B et C, qui n'ont pas fait appel. ■

ASSURANCES

Indépendants : choisir sa prévoyance complémentaire

Comment savoir si je ne vais pas gaspiller mon argent pour rien ? », s'interroge Justine (les prénoms ont été modifiés). A 35 ans, cette coach sportive, qui a lancé sa propre salle de remise en forme dans la Gironde, songe à souscrire une prévoyance complémentaire. *« J'ai peur de tout perdre si je ne me protège pas assez en cas de pépin. Mais les prix sont très élevés »*, confie-t-elle.

En France, les travailleurs indépendants, patrons d'entreprise et professions libérales sont de plus en plus nombreux à *« exprimer une inquiétude croissante face à l'impact de la conjoncture sur leur activité »*, affirme Swiss Life dans la deuxième édition de l'indice de vulnérabilité des travailleurs non salariés (TNS) du 27 août.

Les TNS sondés témoignent d'un sentiment d'insécurité en cas d'interruption de leur activité professionnelle. *« Dans cette hypothèse, 81 % des dirigeants de très petites entreprises (stable par rapport à juin 2024) et des indépendants (+ 3 points) estiment que leur activité professionnelle serait en péril ; un sentiment encore plus présent dans les perceptions des médecins (88 %) »*, apprend-on.

Et pour cause : *« En cas d'arrêt de travail, l'indemnisation par la Sécurité sociale est très faible »*, abonde Olivier Moustacakis, cofondateur du comparateur en ligne Assurland. *« Si les indépendants ou les patrons ne souscrivent pas une prévoyance, leur revenu peut chuter de 50 % à 60 % dès le premier mois d'arrêt »*, prévient Olivier Moustacakis.

Les différentes couvertures

	Niveau de couverture...		
	... faible	... modéré	... renforcé
Tarif mensuel moyen	de **30** à **60** euros par mois	de **60** à **120** euros par mois	de **120** à **200** euros par mois *(voire plus en fonction des revenus)*
Délai de carence moyen	de **30** à **90** jours	de **15** à **30** jours	de **3** à **15** jours
Taux de remplacement estimé	de **50 %** à **60 %** du revenu net	de **60 %** à **70 %** du revenu net	de **70 %** à **100 %** du revenu net

Source : Assurland — Infographie *Le Monde*

Dans certaines entreprises, selon les conventions collectives ou les accords de branche, les employeurs prennent même en charge les trois jours de carence de leurs salariés en fonction de leur ancienneté, ce qui est impossible pour les indépendants. Cogérante d'une TPE commercialisant des piscines dans le Sud-Ouest, Sophie, 56 ans, a souscrit une prévoyance complémentaire pour se protéger, elle et son conjoint collaborateur en cas de coup dur. *« On est bien couvert, certes, mais on trouve que c'est cher. Cela nous coûte environ 250 euros par mois pour nous deux »*, relève-t-elle.

Pour autant, souscrire une prévoyance complémentaire est loin d'être inutile malgré son prix, selon Sophie : *« On accepte de cotiser, car si du jour au lendemain, il nous arrive quelque chose et qu'on est en arrêt de travail de moyenne ou longue durée, on est mort, ça tue notre rémunération et notre activité »*, craint-elle.

« Trois formules principales »

Il reste à savoir quelle formule souscrire. D'autant plus que, dans son étude, Swiss Life souligne une méconnaissance du système de protection sociale, estimant que les contrats de prévoyance sont largement adoptés par les médecins (78 %), mais plus rarement par les dirigeants de TPE (57 %) et chez les indépendants (37 %).

« Il existe trois formules principales, détaille Olivier Moustacakis. *Le niveau d'entrée de gamme pour garantir un minimum de revenus après une carence longue, cela cible plutôt les indépendants, qui ont des petits budgets ou de faibles revenus. »* Il faut ainsi débourser de 30 à 60 euros par mois, tout en ayant conscience que les garanties ne sont applicables qu'après une période de carence allant de trente à quatre-vingt-dix jours.

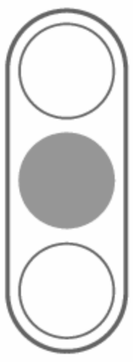
« L'offre intermédiaire s'adresse aux travailleurs non salariés dont l'activité est stabilisée, donc avec des rentrées d'argent régulières », poursuit le cofondateur d'Assurland. Le coût est de 60 à 120 euros, avec un délai de carence de quinze jours à un mois avant d'être vraiment couvert en cas d'arrêt d'activité.

« Enfin, le contrat haut de gamme s'adresse aux cadres dirigeants ou aux professions libérales comme les avocats ou les médecins. » Ce sont forcément les formules les plus onéreuses, avec des primes allant de 120 à 200 euros par mois, voire au-delà en fonction des revenus. Mais l'avantage, c'est que les garanties s'appliquent après un très court délai de carence, de trois à quinze jours en moyenne.

Quant au taux de remplacement des revenus, il est logiquement corrélé au niveau de contrat souscrit : de 50 % à 60 % du revenu net pour les formules de base, de 60 % à 70 % pour les offres intermédiaires, et de 70 % à 100 % pour les contrats plus haut de gamme. ■

LOUISE GRÉGOIRE

CLIGNOTANT



FRAUDE

Des jeunes plus insouciants

Sur Internet, les moins de 35 ans constituent la cible privilégiée des fraudeurs : 63 % déclarent avoir déjà été la cible d'une tentative d'arnaque, soit 9 points de plus que la moyenne nationale (54 %). D'ailleurs, 14 % d'entre eux affirment avoir été victimes d'une fraude aux données bancaires, contre 11 % des Français, selon le baromètre « Les Français et la cybersécurité » de la Fédération bancaire française. Pourtant, ils sont moins inquiets que l'ensemble de la population. Et s'ils estiment que la plupart des arnaques augmentent, ils sont moins préoccupés que l'ensemble des Français. ■

QUESTION À UN EXPERT

Sous quelle forme opérer une donation à ses petits-enfants ?

NATALIE BOLY, *avocate, CMS Francis Lefebvre*

Que ce soit pour apporter une aide, anticiper une succession ou renforcer les liens familiaux, les grands-parents peuvent souhaiter « sauter » une génération pour gratifier directement un ou plusieurs de leurs petits-enfants. Lorsqu'ils sont âgés de moins de 80 ans, ils peuvent donner à leurs petits-enfants majeurs, en exonération totale de droits de mutation, une somme de 31 865 euros tous les quinze ans. Les grands-parents ont aussi la possibilité de réaliser, sans coût fiscal également, des présents d'usage pour des montants raisonnables à l'occasion d'événements (anniversaires, mariages ou fêtes). Pour les biens de valeur plus importante, on peut effectuer soit un don manuel, soit une donation enregistrée soumise à un barème progressif de droits de mutation (taux d'imposition de 5 % à 45 % après application d'un abattement de 31 865 euros).

Enfin, en respectant les droits de la génération intermédiaire, les grands-parents sont libres d'instituer leurs petits-enfants bénéficiaires d'un contrat d'assurance-vie. Signalons aussi la donation-partage transgénérationnelle, qui, si la génération intermédiaire, c'est-à-dire les enfants des grands-parents, eux-mêmes parents, est d'accord, sera réalisée au profit des petits-enfants seuls ou de la génération intermédiaire et des petits-enfants. ■

LE MONDE en vente actuellement

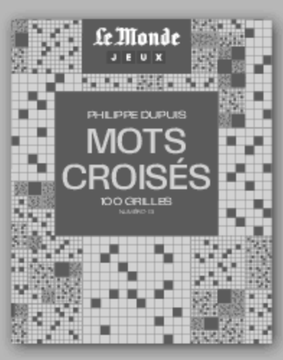
En kiosque

Hors-série

Hors-série

Hors-série

Hors-série



Magazine numéro 13

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.sourcesure.eu
SOURCE SÛRE

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Paris. Montpellier. Saint-Nazaire.

Les familles Bècle et Batlle

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Jacqueline BATLLE (BÈCLE).

Une cérémonie civile sera célébrée le 22 décembre 2025, à 10 h 30, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier.

Jean-Pierre, André et Simone,
ses enfants
et leurs conjoints,
Laetitia, Sylvain, Claire, Frédéric, Malika et Guillaume,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses onze arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Fernand BOREL,
professeur des Universités,
Premier président
de l'université de Provence,
commandeur
de l'ordre des Palmes académiques,
chevalier de la Légion d'honneur,

à Marseille, le 5 novembre 2025, au cours de sa quatre-vingt-dix-septième année.

Ils remercient ses proches, ses amis, ses collègues de l'université, qui se sont associés à leur peine.

Son épouse
Et toute sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Christian de CHALONGE,
cinéaste,

survenu le 6 décembre 2025.

Catherine, Christophe et Jean,
ses enfants,
Lucie, Louise, Jean, Marie, Elise, Marion, Yann, Isabelle, Claire, Nils, Laure,
ses petits-enfants,
Odilon, Andrew, Noam, Anouk, Olma, Elsa, Imran, Eve, Neylana,
ses arrière-petits-enfants,
leurs compagnes et compagnons,

ont le regret de faire part du décès de

Françoise CHEVALLIER,
née **AUBERT,**
professeur d'allemand,

survenu le 11 décembre 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Et rappellent le souvenir de son époux,

Pierre CHEVALLIER

et de sa fille,

Anne CHEVALLIER-TAZÉ.

Ses obsèques auront lieu le mardi 23 décembre à 11 heures, au crématorium de Clamart, et à 15 h 20, au cimetière parisien d'Auteuil.

La famille tient à remercier toutes les auxiliaires de vie, en particulier Lisette Sanches et Sihia Kernis.

pierre7chev@yahoo.com

Vannes-sur-Cosson (Loiret).

M. Antoine Galliard
Et Mme Laurence Galliard,
Eloïse, Jenny, Lydéric, Emma, Marius, Coline et Blanca,
ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude GALLIARD,
École nationale supérieure
des Arts et Métiers,
à Châlons (1952),
École Polytechnique de Zurich,
directeur Apave Nord-Picardie
(1974 - 1998),
maire de Vannes-sur-Cosson
(2008 - 2014),

survenu le 14 décembre 2025,
à Orléans,
à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Une cérémonie civile sera célébrée le 22 décembre, à 14 heures, aux Pompes funèbres Caton, au 140, rue de Normandie, à Olivet (Loiret), en la salle de cérémonie des Provinces, à l'issue de laquelle il sera inhumé au cimetière de Vannes-sur-Cosson.

Clamart. Paris.

Mme Sabine Jourdan,
son épouse,
Véronique, Sabrina, Arthur et Juliette,
ses enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Pierre JOURDAN,

survenu le 13 décembre 2025, à Clamart, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 20 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph de Clamart.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Cast-le-Guildo, le 22 décembre, à 11 h 30.

Mme Christiane F. Kopylov,
son épouse,
M. et Mme Mathias Kopylov et Sarah Santos,
son fils et sa compagne,
Pablo Kopylov Santos,
son petit-fils,
Toute sa famille
Et ses ami(e)s,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Marc KOPYLOV,
fondateur et éditeur
des Éditions des Cendres,

survenu le 14 décembre 2025.

La cérémonie d'adieu aura lieu le 22 décembre, à 13 h 30, sous la Coupole du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Paris. Alger. Mailhac.

Mohammed Liassine,
son époux,
Nedjma, Nadia et Yasmina,
ses filles,
Wassila, Annibal et Maïa,
ses petits-enfants,
Faustine et Pierre,
ses arrière-petits-enfants,
Philippe,
l'époux de Yasmina,
Jacques,
l'époux de Wassila,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Françoise LIASSINE,
née **SVAGELSKI,**
ancienne élève
de l'École normale supérieure,
agrégée de l'Université,
professeure de philosophie,

survenu à Paris, le 14 décembre 2025, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Elle a enseigné au Centre national du cinéma d'Alger en 1964, à l'École normale d'instituteurs de Bouzareah et au lycée Descartes d'Alger.

Les obsèques se dérouleront le mardi 23 décembre, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

La levée de corps aura lieu à l'hôpital Saint-Louis, à 14 h 30.

78, avenue Secrétan,
75019 Paris.
Lesliassine@hotmail.com

Anne-Marie,
son épouse,
Antoine, Julien, Thomas,
ses fils,
Agnès, Camille, Charlotte,
ses belles-filles,
Alistair, Edgar, Jeanne, Juliette, Lewis, Lila, Zoé,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Henri-Gérard LILTI,
gynécologue-obstétricien,

survenu le 15 décembre 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les Éditions de Minuit
Et l'ensemble des auteurs et autrices de la maison,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

Irène LINDON,
présidente directrice générale
des Éditions de Minuit
de 2001 à 2021,

survenue le 7 décembre 2025.

Éditrice exigeante, soucieuse de la forme et du roman, elle a fait basculer dans le 21e siècle la maison fondée en 1941 dans la clandestinité par Vercors et Lescure puis dirigée par Jérôme Lindon de 1948 à 2001, transmettant un catalogue de référence en littérature et sciences humaines et sociales lu, discuté et traduit dans le monde entier.

L'Adelc
(Association pour le Développement de la librairie de création),
son conseil d'administration,
son comité d'engagement,
l'équipe de l'Adelc,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Irène LINDON,
vice-présidente de l'Adelc
de 2001 à 2011
et présidente de 2011 à 2021,

le 7 décembre 2025.

Nous nous rappelons sa disponibilité et son engagement entier dans la défense du prix unique et des librairies de création.

(*Le Monde* du 13 décembre).

Cyril et Alexis,
ses enfants
Et toute sa famille,

ont la tristesse de vous informer que

Jacques MAYER

a rejoint le 7 décembre 2025, son épouse

Marie-Noëlle MAYER,
née **REGNAULT,**

décédée le 11 avril.

Mme Marie-Ange Multrier Fortin,
son épouse,
Eric Mutrier et Véronique Boceno, France et Xavier Monot, Agnès et François Guy Trébulle, Bruno Multrier et Marie-Christine Delpech,
ses enfants,
Ses quinze petits-enfants
Et son arrière-petit-fils,
Monique Garczynski, Denis et Danielle Multrier, Vincent et Maryse Multrier,
sa sœur, ses frères et belles-sœurs,

ont la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Patrice MULTRIER,
général de corps d'armée,

le 16 décembre 2025.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Michel, 3, place Saint-Jean, Paris 17e, le samedi 20 décembre, à 10 h 15.

pma.multrier@gmail.com

Rouen (Seine-Maritime).

Ses enfants,
Sa sœur,
Son beau-frère
Et ses neveux,

ont la tristesse de faire part du décès de

Guy PESSIOT,
adjoint au maire, éditeur,
auteur de livres sur Rouen,

survenu le 11 décembre 2025,
à Bois-Guillaume (Seine-Maritime),
à l'âge de soixante-seize ans.

Une cérémonie civile aura lieu le 22 décembre, à 17 heures, au crématorium du Petit-Quevilly (Seine-Maritime).

PF Monjanel Rouen,
17, rue Amiral Cécille,
76100 Rouen.

Jacqueline Régère (Hilléreau),
son épouse,
Sylvain Régère,
son fils,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre RÉGÈRE,

survenu le 13 décembre 2025.

Un moment de recueillement aura lieu le 23 décembre, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Paris. Saint-Julien-en-Genevois.

Marianne Roussy-Moreau,
Catherine Mutter,
ses filles,
Steve Moreau et Olivier Mutter,
ses gendres,
Inès et Léo Moreau, Louis et Jules Mutter,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Françoise ROUSSY,
née **CHAUVET,**

survenu le 14 décembre 2025,
à l'hôpital d'Annecy,
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 22 décembre, à 14 h 30, en l'église de Saint-Julien-en-Genevois.

« Le chemin de la vie est éternel et court. »
Marc Chagall.

Lyon.

Jérôme et Manolo Gouy,
ses enfants,
Giulia, Emilia, Alexandre, Augustin,
ses petits-enfants,
Milo et Tom,
ses arrière-petits-enfants,
Ses parents
Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Annie SALAGER,
poète, prix Mallarmé.

La cérémonie d'adieu aura lieu le lundi 22 décembre 2025, à 10 h 30, au crématorium de Lyon Guillotière, 17, rue Pierre-Delore, Lyon 8e.

La famille remercie toutes les personnes qui partageront son souvenir.

Saint-Jeures.

Claire Motin Suchel,
Ses enfants
Et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Bernard SUCHEL,
climatologue,
professeur honoraire
à l'université de Saint-Étienne,

survenu le 15 décembre 2025,
à Pouzols (Saint-Jeures, Haute-Loire),
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

L'abbé Pierre, un **homme d'argent**

LES SECRETS DE L'ABBÉ PIERRE 1|2 Le porte-parole des sans-logis, toujours vêtu d'une soutane élimée, a savamment entretenu l'opacité sur la réalité de ses revenus. Comme pour les agressions sexuelles, la loi du silence l'a emporté au sein d'Emmaüs et de l'Eglise catholique

La question est vertigineuse, mais terriblement pertinente. Cette question, c'est Blandine qui nous la pose à l'occasion d'un long et poignant échange dans un café parisien, au début de l'automne. *« Contrairement aux apparences, je me demande si l'abbé Pierre ne disposait pas en fait de beaucoup d'argent. Vous y avez pensé ? »* Oui, nous y avons pensé, et sur ce sujet aussi le prêtre a menti. Cette femme de 31 ans, qui n'a pas souhaité donner son nom de famille, a toutes les raisons de s'interroger sur la richesse de l'apôtre des pauvres, qui était également, on le sait désormais, un insatiable prédateur sexuel. Blandine est la fille de l'une des proies que l'ecclésiastique maintenait sous son emprise financière.

A la fin des années 1980, confie-t-elle, sa mère, battue par son conjoint, demande le divorce. Rejetée par sa famille et sans travail, elle se retrouve à la rue avec son petit garçon de 10 ans – deux autres enfants, dont Blandine, naîtront d'un second mariage. Un curé lui conseille alors d'aller voir l'abbé Pierre, un bienfaiteur, assure-t-il de bonne foi. La suite est à lire dans le courrier que la mère de Blandine se décidera à envoyer trente ans plus tard, en mars 2019, à la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise, quelques mois avant son décès. Ce douloureux témoignage de quatre pages, nous l'avons lu et relu. Il raconte comment le clerc monnayait son soutien financier contre des actes sexuels imposés. *« Il se masturbait devant moi, me demandait de lui faire des fellations, il me fouettait avec sa ceinture »*, écrit-elle. Le religieux poussa même le cynisme jusqu'à payer la scolarité du fils de sa victime chez les Petits Chanteurs à la croix de bois.

Une phrase de la lettre est à l'origine des interrogations de Blandine sur les revenus dont bénéficiait le prêtre catholique. *« Il m'emmenait dans un appartement parisien dont il avait la clé pour passer des nuits avec lui. »* Un appartement ? Une clé ? *« On lui prête ? On lui loue ? Il a forcément de l'argent puisqu'il joue au sauveur alors qu'il sème la terreur »*, lance la jeune femme, dont la colère ne peut s'apaiser.

Blandine a vu juste. L'abbé Pierre n'était pas le miséreux qu'il prétendait être. Cet enfant de la bourgeoisie lyonnaise, né Henri Grouès en 1912, n'avait-il pas tourné le dos à la fortune familiale en renonçant dès l'âge de 19 ans à son héritage pour se consacrer à Dieu et devenir frère Philippe chez les capucins ? Fidèles à leur fondateur saint François d'Assise, ces religieux vivent dans l'austérité. Ils marchent pieds nus dans leurs sandales et portent une robe de bure ceinte par une cordelette à trois nœuds qui rappellent leurs vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance.

Peu importe si l'abbé Pierre quitte l'ordre en 1939 et devient vicaire dans le diocèse de Grenoble, il jouera toute sa vie de cette image de fauché chronique vêtu d'une soutane élimée et d'une veste canadienne de prêtre ouvrier avec de gros godillots aux pieds. Quant à son incontournable pèlerine noire donnée lors de l'hiver 1954 par un pompier de Paris, le lieutenant-colonel Sarniguet, il en avait arraché les broderies et la doublure en soie. Même ses proches s'inquiétaient de cette obsession à s'habiller en crève-la-faim, comme le relate l'essayiste Pierre Lunel dans une scène extraite de son ouvrage *Il nous a tant aimés* (Albin Michel, 2009) : *« L'abbé s'était mis en colère en voyant qu'on lui avait raccommodé son pull. Qui m'a fait ça ?, s'était-il écrié avant de se mettre à le découdre aussitôt. Mlle Coutaz* [sa fidèle secrétaire] *avait fini par s'énerver : "Allez-y, mais allez-y donc ! Surtout arracher les poches, ça fera plus pauvre !" »* Qui pense à s'interroger sur les ressources d'un homme en guenilles ?

Aborder ce volet pécuniaire auprès du délégué général d'Emmaüs International, Adrien Chaboche, ne fait que l'accabler davantage. Depuis les révélations en juillet 2024 sur les violences sexuelles commises par l'icône du mouvement, ce responsable, nommé il y a trois ans, consacre toute son énergie à *« l'affaire »* en cours. Dans son rapport publié en juillet, Caroline De Haas, la directrice associée du cabinet Egaé chargé de suivre les 68 victimes déjà recensées, a lancé l'alerte : *« D'après les informations dont nous disposons et celles publiées dans la presse ces derniers mois, il est possible d'affirmer que le nombre de personnes agressées par l'abbé Pierre est bien supérieur à celui connu aujourd'hui. »*

Les agissements de l'ancien résistant et l'impunité dont il a bénéficié ne cessent d'intriguer. En octobre 2024, Emmaüs a demandé à la sociologue Céline Béraud de présider une commission indépendante chargée de faire la lumière sur *« les mécanismes qui ont permis à l'abbé Pierre de ne pas être inquiété publiquement pendant plus de soixante-dix ans pour ses actes de violence sexuelle »*. La question de l'argent auquel il avait accès nourrira cette enquête dont les conclusions sont attendues au printemps 2027.

L'hypothèse d'une imposture financière du prêtre est venue à l'esprit d'Adrien Chaboche après la lecture des retours du cabinet Egaé. *« Plusieurs propos montrent que l'abbé disposait de moyens dont nous n'avions pas connaissance »*, convient-il. La mère de Blandine ne fut pas la seule, en effet, à solliciter le religieux pour un logement. D'autres femmes en détresse se sont tournées vers lui, comme elle l'écrit à la fin de son courrier : *« Nombreuses sont les malheureuses dont il a abusé dans sa vie sous prétexte de leur venir en aide, en particulier des étrangères sans papiers dont il me racontait l'histoire, sans aucune honte. »*

Pour y voir plus clair, il est indispensable de se rendre aux Archives nationales du monde du travail rassemblées à Roubaix (Nord) sur le site de l'ancienne filature Motte-Bossut. C'est dans ce spectaculaire bâtiment de brique rouge que sont préservées les données personnelles de l'abbé Pierre confiées à l'institution culturelle par Emmaüs International, seul et unique héritier du prêtre décédé en 2007. Adrien Chaboche a accepté de nous en donner un libre et total accès.

DROITS D'AUTEUR

L'inventaire des documents s'étend sur 317 pages. Une vingtaine de références renseignent sur les ressources du héros des « couche-dehors », nom que le religieux aimait donner à ses protégés à la rue. Une première boîte étiquetée *« Imposition »* permet d'entrer dans le vif du sujet des revenus officiellement déclarés par *« Henri Grouès dit Abbé Pierre, prêtre, fondateur-animateur du mouvement Emmaüs »*, comme il se présente au Trésor public. Cette collection – incomplète – débute par l'année 1979 pour se terminer avec celle de 2006, un an avant la disparition de l'ecclésiastique.

Commençons par 1979. Henri Grouès déclare alors 58 384 francs de pensions (âgé de 67 ans, l'abbé perçoit sa retraite d'ancien député et celle de prêtre diocésain) et de rentes viagères à titre gratuit, c'est-à-dire reçues par donations entre vifs ou par testament. Afin d'évaluer ce que représenterait aujourd'hui cette somme, nous avons utilisé le convertisseur officiel franc-euro de l'Insee, qui tient compte de l'érosion monétaire due à l'inflation. Le résultat obtenu s'élève à 33 058 euros (valeur 2024), soit plus que le smic salaire actuel d'un smicard rétribué environ 22 000 euros brut par an.

APRÈS L'APPEL DE 1954, LES DONS AFFLUENT. LES BÉNÉVOLES SONT DÉBORDÉS. PUISQU'IL FAUT IMPROVISER, LES CHÈQUES SONT ENCAISSÉS SUR LE COMPTE DU PRÊTRE

Au fil du temps, les revenus du prêtre font un bond extraordinaire. Devenu l'idole des Français – le cinéma s'est emparé de son histoire, en 1989 avec *Hiver 54, l'abbé Pierre*, un film porté avec fougue par l'acteur Lambert Wilson –, le religieux multiplie les écrits et les livres d'entretiens. A Roubaix, 69 ouvrages signés par lui ou par ses biographes sont offerts à la consultation. Ce vedettariat se traduit dans le volume de ses gains dopés par les droits d'auteur reçus d'éditeurs parmi les plus en vue sur la place de Paris, comme Fayard, Le Seuil, Robert Laffont, Bayard, Actes Sud, Albin Michel et Flammarion. En 1994, l'ensemble de ses rentrées d'argent atteint la somme de 626 980 francs (154 976 euros), dont les trois quarts proviennent de ses ouvrages. Le prêtre doit s'acquitter de 194 892 francs (48 173 euros) auprès du fisc.

L'année 1995 est tout aussi faste avec 618 559 francs (150 051 euros) perçus, entraînant là encore un impôt important de 190 574 francs (46 230 euros). Cette manne diminue régulièrement par la suite même si elle reste à des niveaux encore élevés avec 61 000 euros touchés en 1999, par exemple. En 2006, l'ecclésiastique, que la maladie de Parkinson affaiblit, ne déclare plus que 26 500 euros.

Incardiné à Grenoble depuis 1939, l'abbé n'aurait-il pas dû mutualiser ses revenus au sein du diocèse ? *« Rien ne l'y forçait*, nous explique un évêque encore sous l'émotion des révélations de juillet 2024. *Il n'existe aucune règle contraignante vis-à-vis des ressources personnelles d'un prêtre diocésain. Il peut hériter de ses parents ou disposer d'un patrimoine personnel. Mais ne rien donner est choquant, c'est renier toute bonté d'âme. »* Nous n'avons trouvé aucune trace dans les documents consultés à Roubaix d'un geste de l'abbé en faveur de son port d'attache clérical, lui qui aimait pourtant proclamer que *« la pauvreté est nécessaire pour être homme, vrai »*.

Peut-être reversait-il alors une partie de ses appointements à ses chers chiffonniers ? Trois courriers envoyés à des dates différentes permettent d'en douter. Tous émanent de sa fidèle et proche Union des amis et compagnons d'Emmaüs et l'informent du transfert sur l'un de ses comptes personnels de droits d'auteur versés (par mégarde ?) à la structure communautaire par l'un de ses éditeurs. La correspondance du 4 septembre 1995 ordonne ainsi un virement d'un montant de 230 747 francs (55 975 euros) au profit du prêtre.

Détaillant les seules rentrées officielles, la boîte d'archives *« Imposition »* est loin de tout dire sur les ressources du religieux dont l'enrichissement – plus opaque et plus souterrain celui-là – a partie liée avec l'œuvre sociale qu'il a créée. Et quels liens ! Dans une lettre annexée à l'un de ses nombreux testaments provisoires et datée du 5 février 1992, il révèle qu'il a fait déposer – sans préciser l'année – les noms « Abbé Pierre », « Emmaüs » et l'appellation « Emmaüs France, fondateur Abbé Pierre » à l'Institut national de la propriété industrielle, afin *« d'en éviter tout usage abusif »*. Cette initiative n'est pas anodine. Elle traduit combien son destin est jumelé à celui de son mouvement ; il avait pourtant été évincé des instances dirigeantes à la fin des années 1950 après son internement de six mois à la clinique psychiatrique de Prangins (Suisse), son comportement avec les femmes se révélant déjà hors de contrôle. Ce mélange des genres a autorisé bien des dérives ainsi résumées – sous le couvert de l'anonymat – par un ancien haut responsable de l'association : *« L'abbé Pierre mélangeait tout, il confondait Emmaüs avec sa propre famille et confondait l'argent d'Emmaüs avec le sien. »*

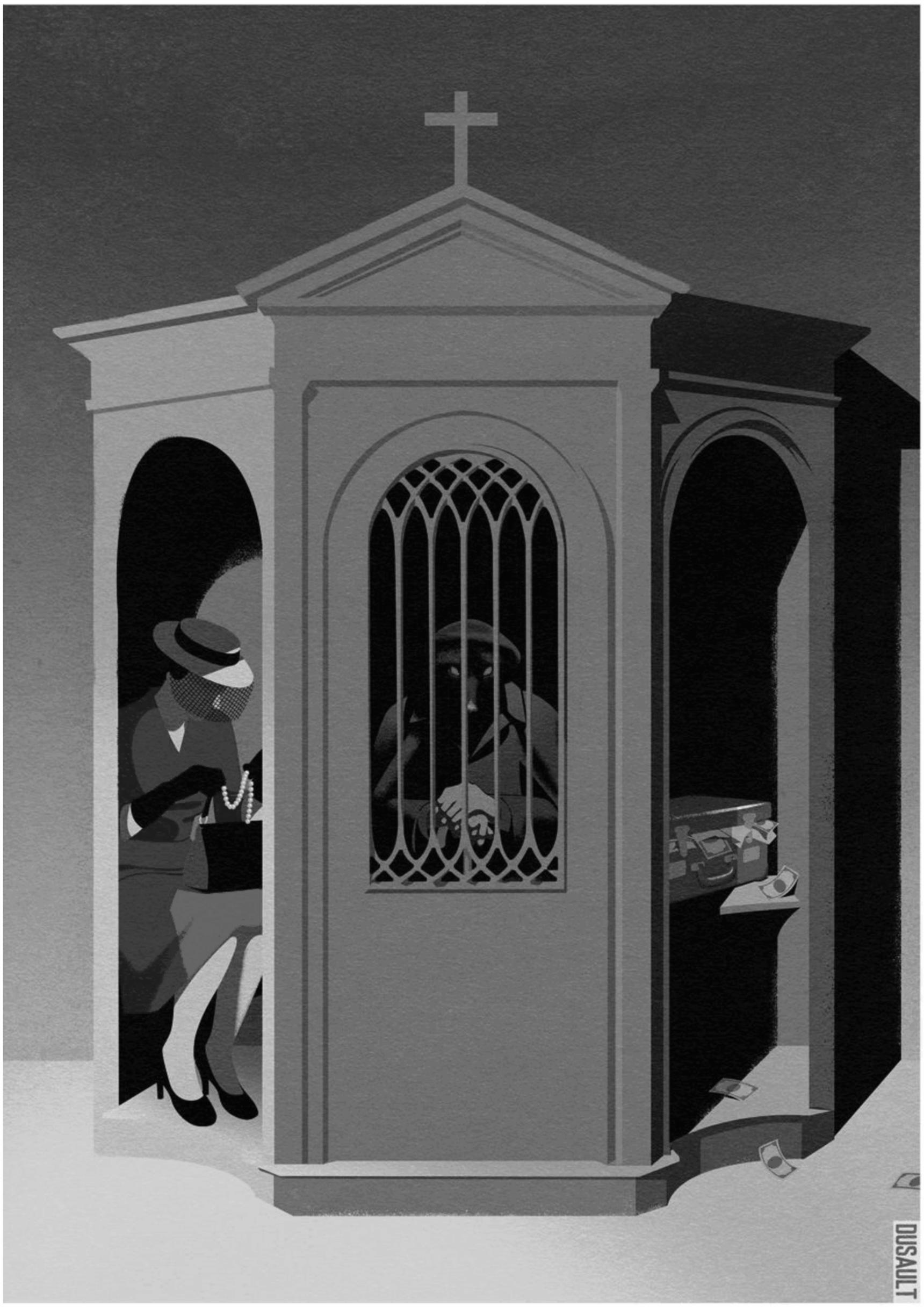
Afin de saisir le dessous des cartes, il faut remonter au fameux appel à la solidarité lancé par le religieux le 1er février 1954 à l'antenne de Radio Luxembourg : *« Mes amis, au secours... Une femme vient de mourir gelée cette nuit* (...) *serrant sur elle le papier par lequel on l'avait expulsée... »* Ce cri du cœur bouleverse la France. Les dons affluent, c'est un raz-de-marée. Les plus modestes apportent couvertures et petits colis tandis que les bourgeoises se délestent de leurs bijoux et de leurs manteaux de fourrure. Chacun y va de son écot. Débordés, les bénévoles ne savent plus où stocker les liasses de billets, des millions de francs sont récoltés. Et puisqu'il faut improviser, les chèques sont encaissés sur le compte chèque postal (CCP) de l'abbé Pierre n°4 537 20 E-Paris.

« ABSENCE DE CONTRÔLE »

Depuis ce jour-là, aux yeux de tous, le prêtre « est » Emmaüs. Désormais, c'est à lui que des âmes charitables adresseront – pour l'essentiel – leurs soutiens à sa lutte contre la misère et le mal-logement. A Roubaix, une deuxième boîte d'archives protège ces innombrables et déchirants élans de générosité. *« Monsieur l'abbé Pierre, par mon testament, je vous lègue mon mobilier, linge et vêtements garnissant mon logement »*, écrit l'humble monsieur F., le 9 décembre 1956. Les lettres de dons s'enchaînent jusqu'au début des années 2000. Ici, une maison dans l'Indre ; là, une assurance-vie ; plus loin, l'héritage d'une receveuse des postes. Mais aussi des chèques, beaucoup de chèques libellés au nom de l'ecclésiastique ainsi que de simples reçus en papier attestant de versements en liquide. Très souvent, un petit mot accompagne ces offrandes. On lit ainsi : *« Pour ceux qui ont faim »*, *« Pour vos œuvres les plus urgentes »*, *« Pour vos nombreux besoins »*. L'abbé Pierre est une formidable tête de gondole, comme le fut Coluche pour les Restos du cœur. Comment cette porosité financière était-elle encadrée ? Comment l'argent reçu en direct par la personnalité préférée des Français retrouvait-il le chemin des comptes de son mouvement ? Existait-il des règles spécifiques ? *« Je l'ignore, je ne dispose pas d'éléments précis »*, répond en toute franchise Adrien Chaboche.

En réalité, personne n'a vraiment osé élever la voix publiquement. Comme pour les agressions sexuelles, la loi du silence l'a emporté au sein de l'Eglise catholique, pourtant alertée dès le début des années 1950 de la gestion chaotique de celui que *Le Canard enchaîné* surnommait le « Robin des toits ». Ces avertissements à répétition apparaissent dans le dossier *« Abbé Pierre »* conservé, cette fois-ci, au Centre national des archives de l'Eglise de France à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), où il n'est consultable que depuis septembre 2024, soit quelques semaines après les révélations fracassantes sur l'ecclésiastique. Dès les premières feuilles, le ton est donné.

Mandaté le 10 juin 1953 par l'archevêché de Paris pour *« pénétrer les œuvres de M. l'abbé Grouès et informer ainsi de son activité »*, le secrétaire général du Secours catholique, Jean Rodhain (1900-1977), y dépêche son intendant, *« M. Mercier »*. Ce dernier lui transmet une note au vitriol le 15 février 1954, soit deux semaines après l'appel sur Radio Luxembourg. Résumons son contenu : l'association Emmaüs n'a aucune existence légale alors que les dons continuent d'affluer ; aucun CCP n'a été ouvert au nom de la struc-



ANTOINE MOREAU-DUSAULT

ture ; depuis l'ouverture de la campagne, les subventions collectées sont perçues sur trois comptes bancaires (notamment le CCP n° 4 537 20 E-Paris) que les seuls signataires accrédités – l'abbé Pierre et sa secrétaire, Lucie Coutaz (1899-1982) – utilisent à la fois pour les différentes œuvres du prêtre et leurs dépenses personnelles.

Le 25 février 1954, excédé par l'attitude désinvolte de l'abbé Pierre, peu enclin à honorer les rendez-vous organisés, Jean Rodhain se confie à Emile-Maurice Guerry (1891-1969), grande figure du catholicisme social et archevêque de Cambrai (Nord) : *« Je crois de mon devoir de vous dire que je ne suis pas le seul inquiet sur le lendemain de cette aventure. »* La réponse à son courrier lui parvient trois jours plus tard : *« Votre avertissement était nécessaire. Pour l'abbé Pierre, je connais bien sa générosité, mais je comprends votre souci et vos inquiétudes devant l'absence de contrôle financier et d'une organisation administrative solide. »* Même si la popularité de l'abbé Pierre et le succès de ses appels aux dons pouvaient agacer Jean Rodhain, un prélat plus discret, ses critiques n'en restent pas moins visionnaires. La pagaille va perdurer et bientôt opposer, au sein d'Emmaüs, le camp des « abbé-pierristes », admirateurs sans faille de leur fondateur, et celui des « émmaüistes », en faveur d'une gestion plus orthodoxe.

UNE « NÉBULEUSE » DE STRUCTURES

Il n'empêche, le dernier mot revient toujours au prêtre, vitrine du mouvement. Chaque fois, cet électron libre reprend la main et improvise, comme quand, au cours des années 1950, l'intendant du Secours catholique soulignait déjà sa propension à multiplier le nombre des structures, des sociétés civiles immobilières notamment. Il est presque impossible aujourd'hui de dessiner un schéma précis du mouvement en perpétuelle évolution depuis sa création. Comment s'y retrouver entre les communautés fixes, les camps de jeunes, SOS Familles, l'Union des amis et compagnons d'Emmaüs, l'Union centrale des communautés, Emmaüs France, Emmaüs International, etc. ? *« Même moi, je m'y perds*, reconnaît Axelle Brodiez-Dolino, directrice de recherche au CNRS et autrice d'*Emmaüs et l'abbé Pierre* (Presses de Sciences Po, 2009). *C'est une nébuleuse quasi illisible sauf pour les spécialistes. »*

Est-ce un hasard ? En tout cas ce tableau flou permettait à l'abbé Pierre de brouiller un peu plus les pistes. Comment vérifier l'argent en circulation ? Or, l'ecclésiastique prélevait sa dîme, comme il le reconnaît lui-même dans l'ouvrage *Emmaüs ou venger l'homme* (Le Centurion, 1979), coécrit avec le journaliste Bernard Chevallier. *« Trois communautés d'Emmaüs ont décidé de me confier 5 % du produit de leur travail pour m'aider à répondre aux détresses qui font directement appel à moi »*, répond-il à une question sur ses ressources, après avoir évoqué sa pension d'ancien député.

« NOUS BRASSIONS DES MILLIONS DE FRANCS. NOUS NE NOUS SOMMES JAMAIS DEMANDÉ COMMENT L'ABBÉ UTILISAIT L'ARGENT QU'IL PRÉLEVAIT »

YVES GODARD
ex-responsable de la communauté Emmaüs de Poitiers

Etait-ce la norme ? Dans leur livre *Abbé Pierre. La fabrique d'un saint* (Allary éditions, 416 pages, 22,90 euros), paru en avril, les grands reporters Laetitia Cherel et Marie-France Etchegoin rapportent les propos d'une ancienne secrétaire d'Emmaüs international, Brigitte Mary. Cette dernière fait état d'une décision prise au début des années 1970 pour que les bénéfices des camps internationaux soient répartis en quatre parts égales dont l'une pour le prêtre, sans qu'il ait à rendre compte de l'utilisation des fonds dévolus. 5 % ? 25 % ? *« Visiblement, une partie de l'argent généré sur les chantiers était mise à la disposition de l'abbé Pierre pour ses œuvres de charité*, admet Adrien Chaboche. *Déterminer quelle structure le faisait et quelle somme était donnée représente un énorme travail de recherche, Emmaüs étant loin d'être un tout unique, comme vous le savez »*, poursuit-il, réitérant sa volonté *« que toute cette vérité éclate »*.

A 74 ans, Yves Godard souhaite aussi connaître l'entière vérité sur l'abbé Pierre, qui fut son mentor. Porté par l'utopie de Mai 68, ce militant rejoint Emmaüs un an plus tard. Il a participé à ces camps où des milliers de jeunes bénévoles européens ratissaient une région entière pour vider les caves et les greniers de particuliers. La vente de ces tonnes de bric-à-brac rapportait *« des sommes faramineuses »*, se souvient cet ancien responsable de la communauté de Poitiers. *« Pour augmenter les bénéfices, nous vivions à la dure jusqu'à dormir par terre*, raconte-t-il. *Nous brassions des millions de francs, toujours du cash. A l'époque, nous ne nous sommes jamais demandé comment l'abbé utilisait l'argent qu'il prélevait. Pour nous, il aidait les gens, mais, depuis les révélations, j'ai le sentiment de m'être fait rouler dans la farine. »*

« LA POULE AUX ŒUFS D'OR »

Financièrement, le religieux semble ne jamais perdre le nord. Nous le découvrons en nous intéressant à la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés, une pièce-clé au sein du mouvement. D'abord lancée en 1987 sous statut associatif, elle est reconnue d'utilité publique en février 1992, devenant alors le seul organisme d'Emmaüs habilité à accueillir des donations et des legs. Comme le relate la chercheuse Axelle Brodiez-Dolino, sa genèse fait grincer des dents. L'abbé Pierre rechigne d'abord à donner son nom à ce carcan légal même s'il y place ses fidèles. De leur côté, les chiffonniers habitués à travailler dur acceptent mal cet appel au long cours à la charité. En interne, la fondation est surnommée soit « la poule aux œufs d'or », « le tiroir-caisse » ou « la cagnotte », même si les comptes sont audités comme tout autre organisme faisant appel à la générosité du public. Le religieux aurait-il anticipé cette surveillance ? La question se pose à la lecture d'un paragraphe du rapport de la Cour des comptes sur la fondation, publié le 21 juin 2006. Le voici dans son intégralité : *« Concernant les donations ou legs faits à l'abbé Pierre, celui-ci a signé un document en décembre 1992 qui exprime sa volonté que les sommes qui lui sont nommément destinées soient recueillies par la fondation, tout en se réservant leur libre usage pour toutes actions de solidarité qu'il jugerait utile d'encourager et soutenir. Ces biens vont donc dans un compte de réserve affecté aux actions de solidarité de l'abbé Pierre. »*

Cet autre matelas financier a-t-il été utilisé par l'ecclésiastique ? Et si oui, comment ? Nous n'avons pas trouvé mention de ce compte de réserve aux archives de Roubaix, où une autre surprise nous attendait après avoir exploré la boîte *« Situation bancaire »*. Nous y avons recensé pas moins de 13 comptes au nom de l'abbé Pierre domiciliés dans plusieurs établissements différents. Il serait fastidieux d'en donner la liste, mais citons le fameux CCP 4 537 20 E-Paris – celui de l'appel de 1954 – toujours utilisé en 1996 ! Et un livret épargne à la Banque française de crédit coopératif qui, avant d'être clôturé le 19 septembre 2001, affichait un crédit de 134 128 francs (30 172 euros). Sans oublier un petit portefeuille d'actions (dont des actions de France Télécom) ainsi qu'une assurance-vie lui procurant des plus-values.

Souvent pris de bougeotte, l'ecclésiastique a vécu dans nombre d'endroits, ce qui peut expliquer la multiplication de ses agences bancaires, mais au vu de ses relevés de compte, on comprend qu'il jongle avec l'argent, un virement interne par ici, un autre par là, dont les montants atteignent parfois des dizaines de milliers de francs. Là encore, il brouille les pistes. L'abbé Pierre décède le 22 janvier 2007. Il lègue à Emmaüs International, son seul héritier, un actif de succession d'un montant de 211 406 euros. Blandine avait raison : l'homme en robe de bure avait de l'argent. Pour le meilleur ou pour le pire. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET
ET SARAH BELOUEZZANE

Prochain épisode *La générosité détournée de l'abbé Pierre*

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

Des coffrets **cinéma** à offrir pour les fêtes

Les critiques spécialisés du service Culture du « Monde » proposent leur sélection DVD et Blu-ray à glisser sous le sapin

L'approche des festivités de Noël coïncide avec une profusion de sorties de coffrets DVD et Blu-ray. L'occasion idéale pour découvrir ou redécouvrir la filmographie d'un réalisateur. En voici une sélection choisie par les critiques cinéma du service Culture.

Joao César Monteiro
10 films

Impatients cinéphiles, le nouveau coffret Monteiro est à vous ! Le précédent étant épuisé, celui-ci arrive, contenant les dix longs-métrages de Joao César Monteiro (1939-2003), sans doute le plus fou et le plus déluré des maîtres portugais, ainsi que trois de ses « courts » (*Sophia de Mello Breyner Andresen, Qui court après les souliers d'un défunt mort pieds nus* et *Que ferais-je de cette épée ?*). Bien sûr, le clou du voyage reste la trilogie de Jean de Dieu – *Souvenirs de la maison jaune* (1989), *La Comédie de Dieu* (1995) et *Les Noces de Dieu* (1999) – dans laquelle Monteiro, décharné, incarne un érotomane douceâtre, fabricant de glaces et collectionneur de poils pubiens dans *La Comédie de Dieu*. Mais tous les films sont à revoir à la lumière du désespoir d'un cinéaste qui cherchait à fuir le XXe siècle et ses horreurs, pour s'inventer son propre territoire, le cinéma, ainsi que l'expliquait Serge Daney (1944-1992), cité par Marcos Uzal, dans une analyse passionnante de l'œuvre du cinéaste. ■ CLARISSE FABRE

8 Blu-ray, Spectrum films, 120 €.

Gaël Lépingle
« Julien », « Une jolie vallée », « Seuls les pirates », « Des garçons de province »

Dans les films de Gaël Lépingle, né en 1972, des garçons partent, d'autres restent ou ne font que passer. Le cinéma queer et décentré, hors de Paris, du cinéaste qui a grandi en banlieue orléanaise, est à découvrir dans ce joli coffret en forme de livre, contenant trois longs-métrages – *Julien* (2010), *Seuls les pirates* (2018) et *Des garçons de province* (2022) –, un « moyen » (*Une jolie vallée*, 2015), deux textes inspirés et quelques bonus. Film manifeste, *Des garçons de province* dépeint, en trois récits sans lien apparent, trois cérémonies : la création d'un spectacle, une séance de photos en tenue de chevalier, et au milieu le départ d'un adolescent, en plein été, quittant sa maison en short et talons hauts. Traçant son chemin dans les rues désertes, pavillonnaires, au son des sandales qui claquent. Une œuvre d'une douce radicalité. ■ CL. F.

2 DVD + livre 96 pages, La Traverse, 30 €.

Claude Lanzmann
« Shoah »

En attendant une souhaitable intégrale de l'œuvre de Claude Lanzmann, ce coffret Blu-ray, indispensable, permettra de patienter – avec quelques films majeurs aurait-on envie de dire, s'ils ne l'étaient tous en vérité. Ici, son œuvre maîtresse, *Shoah*, réalisée en 1985, fruit de douze années de travail. Coup de tonnerre dans le ciel du cinéma comme de l'historiographie du génocide, le film, dépourvu de toute archive et exclusivement mené auprès de quelques survivants des *Sonderkommandos*, nomme l'événement, le donne à concevoir comme il ne l'avait jamais été, définit une esthétique qui se confronte au néant. L'accompagne ici le documentaire de Guillaume Ribot sur la préparation du film, *Je n'avais que le néant*, très récemment sorti en salle. Ainsi que deux films de l'auteur tiré des rushes de *Shoah*, *Un vivant qui passe* (1997), sur la visite aveuglée d'un délégué de la Croix-Rouge dans les camps, et *Le Rapport Karski* (2000), sur cet immense résistant et témoin de l'abandon des juifs que fut le Polonais Jan Karski. ■ JACQUES MANDELBAUM

3 Blu-ray, MK2/Carlotta, 60 €.

Hammer
Treize cauchemars

Au mitan des années 1950, le cinéma fantastique a changé d'ère sous l'impulsion de la société britannique Hammer, qui a relancé toute une galerie de monstres issus du XIXe siècle dans une série de songes « gothiques » admirablement manufacturés pour le grand écran. Il y a un plaisir inouï à se replonger dans cette production qui contient tout un monde de créatures (vampires, savants fous, aristocrates décadents), d'artifices évocateurs (capes, chauves-souris, toiles d'araignée), mais aussi de grands thèmes (peur du corps, pulsions irrévocables, perte de virginité) familiers de la culture anglicane. L'éditeur Elephant Films rassemble 13 titres couvrant l'évolution du studio de 1960 à 1972, signés par les réalisateurs maison, comme le grand Terence Fisher (*Les Maîtresses de Dracula*, *La Nuit du loup-garou*), mais aussi Freddie Francis (*Meurtre par procuration*, *L'Empreinte de Frankenstein*) ou Peter Sasdy (*Comtesse Dracula*, *La Fille de Jack L'Eventreur*). Dont un chef-d'œuvre méconnu de piraterie fantastique : *Le Fascinant Capitaine Clegg* (1962), de Peter Graham Scott, avec Peter Cushing, à découvrir d'urgence. ■ MATHIEU MACHERET

13 Blu-ray, Elephant Films, 100 €.

Edward Yang
Quatre films

Le retour en grâce d'Edward Yang fut un moment phare de l'été cinéphile 2025. Inspirée aussi bien par la modernité d'un Michelangelo Antonioni que par la bande dessinée, cette figure de la « nouvelle vague » taïwanaise, frère d'armes de Hou Hsiao-hsien, a observé, à l'échelle de Taipei, l'effet du capitalisme tardif sur la carte du Tendre. L'éditeur Carlotta regroupe, dans un premier coffret, quatre titres fraîchement restaurés et autant de parcours croisés dans la froide géométrie de la métropole : le drame fantasmatique *The Terrorizers* (1986), la comédie désespérée *Confusion chez Confucius* (1994), le film de gangsters *Mahjong* (1996), en plus du film manifeste collectif *In Our Time* (1982) aux origines du mouvement. Il fallait bien un boîtier à part pour mettre en majesté *Yi-Yi* (2000), fresque familiale bouleversante à l'orée du nouveau millénaire taïwanais, Prix de la mise en scène à Cannes et ultime chef-d'œuvre du cinéaste, mort à l'âge de 59 ans. ■ MA. MT

3 Blu-ray, Carlotta Films, 50 €.
Combo 1 UHD + 1 Blu-ray + Memorabilia, Carlotta Films, 35 €.

Kira Mouratova
Coffret cinq films

Il ne faut jamais perdre une occasion de faire connaître la grande cinéaste soviétique, née roumaine, devenue ukrainienne, qu'était Kira Mouratova (1934-2018), et le beau coffret édité par Potemkine en est une rêvée. On y trouve cinq des six films qu'elle tourna sporadiquement, affiliée aux Studios d'Odessa, entre 1967 et 1989, soit entre le post-dégel brejnévien et la perestroïka, au prix d'invraisemblables entraves bureaucratiques. Dans le splendide *Brèves rencontres* (1967), elle joue elle-même une ingénieure municipale, amoureuse du même homme que sa colocataire. Dans *Parmi les pierres grises* (1983), d'après Vladimir Korolenko, et *Changement de destinée* (1987), d'après Somerset Maugham, son style heurté passe la société au prisme de ses plus profondes contradictions. *Le Syndrome asthénique* (1989) prend acte de la débâcle soviétique. Loin des mythes collectivistes, Mouratova filmait un système qui déraille, et s'attachait aux personnages dangereusement sur la tangente : les fous, les odieux, les grossiers, les vagabonds. ■ MA. MT

5 Blu-ray, Potemkine Films, 50 €.

Nicolas Winding Refn
La trilogie « Pusher »

Aux sources de la carrière internationale de Nicolas Winding Refn (*Drive*, *The Neon Demon*), il y a la trilogie « Pusher », réalisée au Danemark sur près de dix ans. Chaque opus reconduit une même plongée dans le milieu des petits voyous de Copenhague, trafiquants de drogue de basse envergure qui s'embrouillent par appât du gain. La caméra embarquée, d'une nervosité haletante, suit ses petits bonnets (dont la révélation Mads Mikkelsen) dans une spirale d'échecs grandissants, due à une forme de bêtise dopée, mais aussi à une immaturité congénitale. Le triptyque allie brutalité et suspense du film de gangsters « low-life », à une forme d'humour, voire de tendresse pour ce milieu que Refn connaissait bien, pour l'avoir fréquenté. Outre les dernières restaurations en date, le coffret comprend également le documentaire *Gambler. Itinéraire d'un joueur* (2006), de Phie Ambo, qui retrace la mauvaise passe du cinéaste au moment d'entreprendre les suites au premier *Pusher* : grevé de dettes, au bord de la banqueroute, le voilà dans la même situation d'urgence que ses personnages. ■ MA. MT

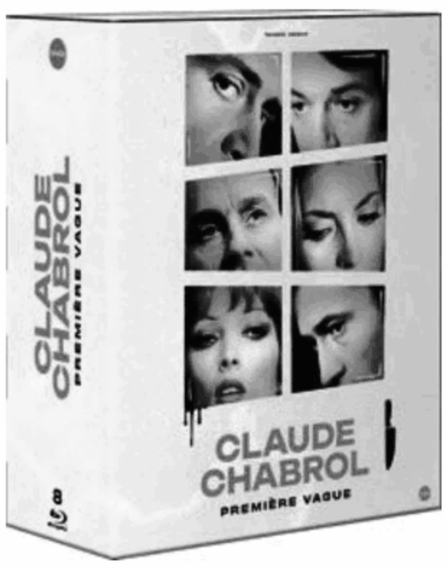
3 UHD + 3 Blu-ray + livret, The Jokers, 80 €.

Paulo Rocha
« L'Ile des amours », « Les Montagnes de la lune »

C'est une œuvre exceptionnelle, pourtant méconnue, qui ressurgit avec l'édition en cinq disques de sept longs-métrages de Paulo Rocha (1935-2012). Référence vibrante pour des générations de jeunes cinéastes portugais, Rocha a créé des passages uniques entre réalisme et mélancolie. Dans les années 1960, il lance la « nouvelle vague » lisboète avec *Les Vertes Années* (1963), puis *Changer de vie* (1966), chroniques de jeunesse et magnifiques portraits du pays sur le versant urbain puis rural, dans un noir et blanc magnifique. Avec *L'Ile des amours* (1982) puis *Les Montagnes de la lune* (1987), il exprime toute sa passion pour le Japon, lui qui y fut attaché culturel entre 1975 et 1983. Enfin, *Le Fleuve d'or* (1998) dessine une somptueuse rêverie villageoise sur les rives du Douro. La beauté sans pareille de ce cinéma tient tout autant à un art consommé du cadre qu'à un subtil tressage sonore. La question qui l'anime est

Claude Chabrol, un cinéaste entomologiste et visionnaire

ENFIN ! Pendant trop longtemps, il fut impossible de voir ou revoir, dans de bonnes conditions, sur un grand ou sur un petit écran, une partie de l'œuvre de Claude Chabrol (1930-2010). Le matériel projetable était en ruine, les rares DVD de médiocre qualité. Jusqu'à la sortie de ce coffret Blu-ray édité par Tamasa qui succède à une ressortie en salle. Entre 1967 et 1974, l'auteur des *Cousins* (1959) s'était allié avec le producteur André Génovès (1941-2012) et avait signé, grâce à lui, quelques-uns des plus grands titres de sa filmographie. Et si Chabrol avait été, à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante, le plus grand cinéaste français ? Les sept titres proposés en seraient la preuve éclatante. C'est le moment où Chabrol retrouve une liberté qu'il avait délaissée en enchaînant, par nécessité, les films de commande. C'est le moment aussi où se construit le cliché journalistique le réduisant à une sorte de sociologue, un observateur sarcastique de la bourgeoisie pompidolienne. Ce n'est peut-être pas faux, mais c'est bien insuffisant. Et si Claude Chabrol était le cinéaste le plus méconnu de la Nouvelle Vague française ?

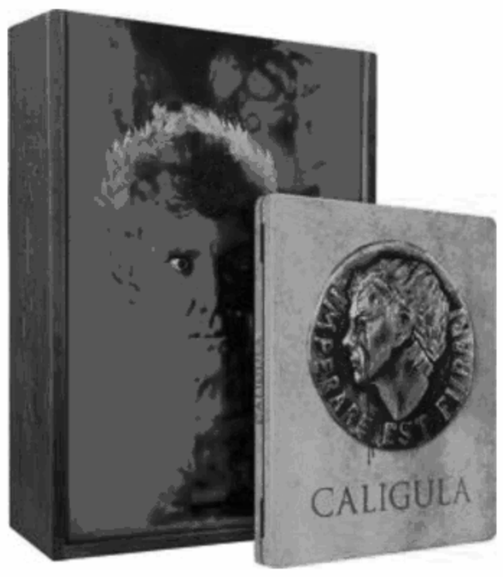


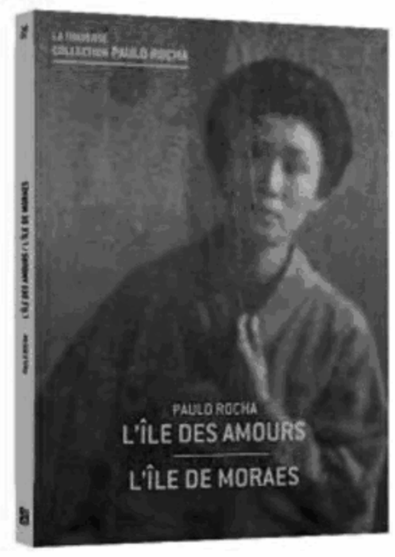
Héritier d'une tradition littéraire provenant du roman du XIXe siècle, de Balzac à Flaubert, pour citer les deux grandes références de son art, Chabrol est tout à la fois un entomologiste, décryptant le comportement humain comme une mécanique implacable correspondant à des lois déterminées par la société, et un visionnaire décrivant un monde contaminé, petit à petit, par un univers psychique inquiétant. Son œuvre procède tout à la fois du réalisme et du fantastique, du naturalisme et de l'expressionnisme. C'est un cinéma où la mise en scène est tout et raconte toujours, parfois contre le scénario même, une histoire souterraine et secrète. *Les Biches* (1968), derrière le suspens apparent du récit criminel, cache un véritable conte vampirique ; *La Femme infidèle* (1969) procède de la mise à nu d'un principe caché dans l'*habitus* bourgeois, la rétention ; *Que la bête meure* (1969) est une histoire de fantômes doublée d'une interrogation sur le hasard et la fatalité ; *Le Boucher* (1970), une tragédie langienne ; *Juste avant la nuit* (1971), le plus beau de tous peut-être, une méditation quasi métaphysique et cauchemardesque sur un monde dont l'indifférence ontologique conduit à la folie. Un mouvement d'appareil, l'apparition d'une silhouette en profondeur de champ, un apparent faux raccord, autant de choix stylistiques et plastiques qui font basculer notre perception du monde, de l'évidence réaliste au frisson surnaturel.

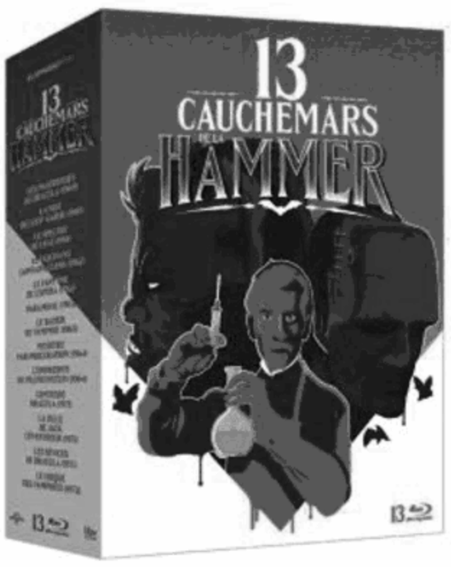
Les suppléments sont nombreux et variés. Chaque film est accompagné de l'intervention d'un cinéaste, de Bong Joon-ho à Nicolas Pariser, en passant par Patricia Mazuy et Axelle Ropert. Tous sont inspirés. Chabrol, cinéaste pour cinéastes ? ■

JEAN-FRANÇOIS RAUGER

Claude Chabrol. Première vague, coffret 8 Blu-ray (7 films + 1 Blu-ray bonus), Tamasa, 79,90 €.







celle de la mémoire qui redessine la carte du réel. L'art de Rocha est minéral, comme une pierre de lune qui se fendrait pour révéler un cœur scintillant. ■ MA. MT
5 DVD, La Traverse, 25 € l'unité.

Mitchell Leisen
Portrait d'un esthète

Sa réputation eut beaucoup à pâtir des propos perfides qu'eurent à son égard ses anciens scénaristes Billy Wilder et Preston Sturges, passés à la postérité. Mitchell Leisen (1898-1972) fut pourtant un modèle de cinéaste hollywoodien, parangon de la Paramount en son âge d'or, dépositaire d'un style maison à la fois élégant et efficace, grand professionnel du déguisement, des masques, des accessoires. C'est naturellement dans la *screwball comedy* qu'il fit des étincelles. Dans *Jeux de mains* (1935), Carole Lombard joue une manucure se servant de ses entrées pour faire un riche mariage. Dans *La Baronne de minuit* (1939), Claudette Colbert, ruinée au casino, survit socialement grâce à la seule robe de soirée qu'il lui reste. Mais Leisen s'est encore exprimé dans bien d'autres genres que lui offrait l'éventail hollywoodien : la piraterie avec *L'Aventure vient de la mer* (1944), le mélodrame avec *A chacun son destin* (1946), la fantaisie gitane avec *Les Anneaux d'or* (1947). Un plantureux coffret édité par Elephant Films retrace en dix films les aventures de cet « esthète subversif ». ■ MA. MT
10 Blu-ray, Elephant Films, 100 €.

Tinto Brass
« Caligula »

A film monstre objet monstrueux, soit un coffret en bois contenant quatre disques et un livret. Le tout édité par Potemkine. C'est Bob Guccione, le propriétaire richissime de la revue *Penthouse* qui avait eu l'idée de produire un film sur l'empereur fou Caligula. Le scénario est confié à Gore Vidal. Le décorateur des films de Fellini, Danilo Donati, est engagé, ainsi qu'une poignée d'acteurs shakespeariens. Malcolm McDowell sera l'empereur fou. La mise en scène est confiée au roi de l'érotisme, Tinto Brass, qui réécrira le scénario de Vidal, à la grande colère de celui-ci. Ce projet hors norme sorti en 1979, gigantesque et scandaleux péplum érotique, sublime et kitsch, connaîtra tout à la fois un succès commercial et le mépris de la critique. La réhabilitation viendra plus tard. La conception et le tournage furent accidentés. Guccione tournera lui-même des scènes pornographiques à l'insu de Brass. Interdit en Italie, le film y sortira quatre ans après sa réalisation dans une nouvelle version. Il y a deux ans, à partir de chutes retrouvées dans les archives de *Penthouse*, un nouveau montage, plus politique, sera proposé. Chacun choisira la version qui lui conviendra le mieux : elles sont toutes présentées dans ce coffret, matérialisation d'un film aux multiples identités. ■
JEAN-FRANÇOIS RAUGER
Coffret bois + boîtier métal FuturePak, 4 Blu-ray + livre 132 pages, Potemkine, 89,90 €.

Abel Gance, à la hauteur du mythe napoléonien

LA RARÉFACTION du support met d'autant plus en valeur le travail de niche et le soin éditorial qui a toujours fait la valeur ajoutée du DVD, et plus particulièrement ravi les cinéphiles. *Napoléon vu par Abel Gance* (1927) en est un excellent exemple, qui est à ranger précieusement dans un coin du salon familial. Auteur visionnaire, grand lyrique du cinéma français. Film mythique victime d'une catastrophe industrielle et tronçonné en de multiples versions. Recomposition et restauration épique entreprises durant quinze ans par La Cinémathèque française. Reconstitution de la version d'auteur – neuf heures quarante d'un film projeté une fois, en mai 1927, au cinéma Apollo, à Paris – mort-née en raison du refus du distributeur de lui donner vie. Vingt versions, plus ou moins dénaturées, parfois par l'auteur lui-même, suivirent.

Voilà de quoi largement légitimer la possession d'un tel trésor, dont on rappellera, eu égard à ses performances esthétiques, qu'il doit, plus qu'un autre, idéalement se découvrir sur grand écran. Figure du cinéma d'avant-garde, mû par une ambition artistique grandiose, grand inventeur de formes, Gance se pense, on le subsume, comme le Napoléon du cinéma français. Il tirait ainsi une certaine fierté d'avoir laissé plus de 40 figurants sur le carreau lors du tournage du siège de Toulon. Il n'en fallait sans doute pas moins pour se lancer dans ce projet démesuré qui ambitionnait clairement de se porter à la hauteur du mythe.

De fait, son film, d'une audace folle, d'une inventivité débridée, interprété par un Albert Dieudonné (1889-1976) halluciné (il fut enterré dans le costume de l'empereur), éclipse tous les autres sur le sujet. C'est une débauche d'effets de lumière, de visages exaltés, d'iconographie républicaine, de battements d'images, de triplement d'écran, qui porte d'un même mouvement la flamme révolutionnaire de l'épopée napoléonienne et les derniers feux du cinéma muet dans toute son expressivité, son lyrisme, sa poésie sauvage. C'est au chercheur Georges Mourier qu'on doit la miraculeuse résurrection de la version voulue par Gance. Un chiffre, parmi d'autres, pour dire la stature du chantier : 300 kilomètres de pellicules ont été *« expertisés »* pour ce faire. Le coffret contient force documents et commentaires éclairant sous divers angles, tant esthétiques qu'historiques, ce morceau d'anthologie du cinéma national, ainsi qu'un livre de 300 pages à lui consacré. ■
JACQUES MANDELBAUM

Napoléon vu par Abel Gance,
coffret 2 4K Ultra HD + 2 Blu-ray + 1 Blu-ray de bonus, Potemkine, 99,90 €.

Monsieur Nov, le chanteur R'n'B au phrasé rap

Le crooner d'origine vietnamienne devait être en concert à Paris, vendredi, pour présenter l'ensemble de sa carrière

MUSIQUE

Parmi les disques d'or et de platine accrochés sur les murs du Bureau des artistes, société de management où Monsieur Nov reçoit, il y en a un à son nom, mais celui-ci il est probablement le moins connu du public. Ce chanteur R'n'B, qui rafle chaque année à la cérémonie des Flammes les trophées consacrés au genre, devait jouer l'ensemble de sa discographie à l'Accor Arena de Paris, vendredi 19 décembre.

De son vrai nom Quoc Bao, 39 ans, il est également un des rares chanteurs de musiques urbaines d'origine asiatique. Et c'est cette identité qu'il a met en avant sur la pochette de son troisième album studio, *NOV*, publié en septembre. Le Français de parents vietnamiens s'est entouré d'amis, ses *« frères asiatiques cambodgiens, laotiens, chinois. On n'est pas nombreux, mais on existe »*.

Côté musique, ce qu'il aime, c'est le R'n'B américain et le rap français. Chacun de ses albums s'efforce de mêler le flow des rappeurs, la crudité de certaines de leurs expressions avec les mélodies et la passion de la néo soul ou du R'n'B actuel.

Nov, pour New Original Vibes, est né à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, d'un père fraiseur et d'une mère au foyer. « Bao », comme l'appellent ses proches, grandit à la cité des 3 000 à Aulnay-sous-Bois, où il se rêve mangaka. C'est au lycée qu'il s'intéresse à la musique, au contact de son frère, DJ de musiques électroniques. Le lycéen écoute surtout du rap français, parfois de la chanson française ou de la musique traditionnelle vietnamienne. Il apprécie les voix de Mariah Carey et de Céline Dion, découvre le R'n'B avec les Boyz II Men.

Musicien en herbe et bagagiste

« Bao » se concentre alors sur la composition assistée par ordinateur : *« Très vite*, raconte-t-il, *je me retrouve avec un disque dur avec 500 compositions et aucune voix dessus. Instinctivement, je me mets à chantonner sur mes compos. Et ma petite sœur me convainc de continuer. »* Une de ses premières chansons, *Laissez-nous pleurer* (2008), est alors repérée par la radio francilienne Générations 88.2, qui la diffuse en boucle.

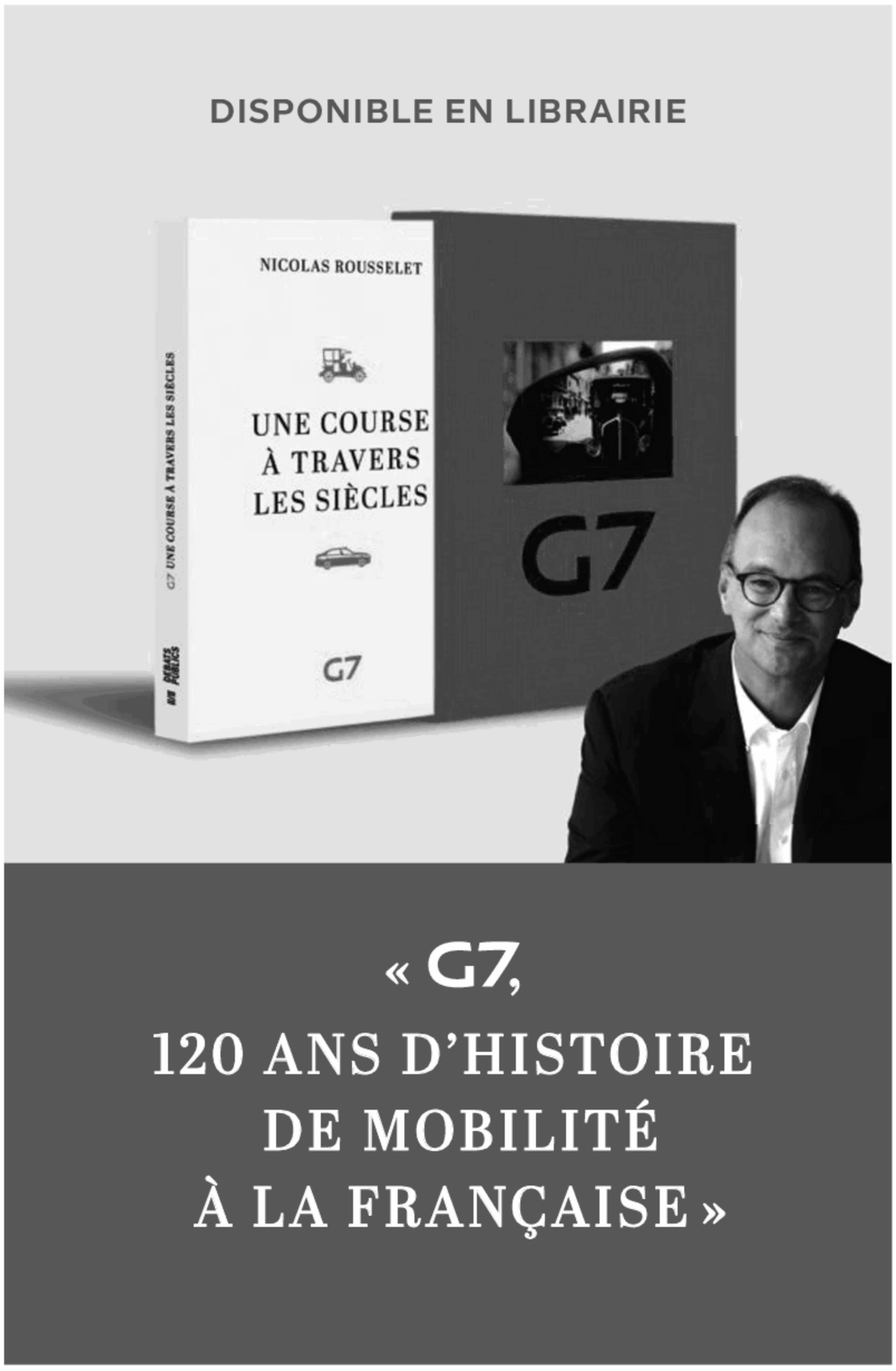
Le jeune musicien convainc ses parents de le laisser arrêter ses études pour travailler comme bagagiste à l'aéroport, et se consacrer à la musique : *« Normalement, c'est impossible dans une famille vietnamienne traditionnelle*, explique-t-il. *J'étais en intérim, je faisais de la musique, je rentrais à pas d'heure... ils m'ont permis de me chercher et de m'épanouir. »*

Heureusement, le chanteur décroche un contrat d'auteur chez Warner Music. Il fréquente les scènes soul parisiennes, comme le tremplin Sankofa Soul Contest à l'Opus Café, monte ses premiers concerts à la Scène Bastille, au Nouveau Casino puis à l'Elysée-Montmartre, enregistre son premier album, *Groove Therapy* (2010), en s'inspirant de la liberté artistique de ses idoles américaines, comme le chanteur et pianiste D'Angelo sur l'album *Voodoo*. S'ensuivent pour lui près de six mixtapes où il met au point son R'n'B, loin de la variété française de Matt Pokora ou de Tayc, qui puise dans les rythmes afros.

S'il se sent proche de la néo soul de Bilal, Monsieur Nov utilise le vocabulaire plus cru des rappeurs français : *« Le rap français m'a beaucoup influencé. Quand je commence à écrire, je suis toujours à la recherche de la rime, avant la mélodie. Sur certains aspects, si on enlève la mélodie, on pourrait dire que je suis un rappeur. »*

Sur son dernier album, *NOV*, il raconte ainsi les tentations d'un jeune homme en couple : *« C'est le genre de mec qui papillonne, et qui assume aussi parfois cette infidélité. Il voudrait bien faire avec son amoureuse. Il regrette de ne pas réussir à être l'homme qu'il a envie d'être et celui qu'elle idéalise. »* Autant dire que ses fans féminines sont nombreuses à apprécier sa franchise. ■
STÉPHANIE BINET

Concert le 19 décembre, à l'Accor Arena, Paris 12e.



Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

A l'Odéon, l'inconscient dans tous ses états

« Le Voile de Pierrette » et « The Work » sont à l'affiche du théâtre, l'un muet, l'autre verbeux

THÉÂTRE

Deux spectacles aux antipodes l'un de l'autre occupent les salles de l'Odéon-Théâtre de l'Europe à Paris. L'un est muet (*Le Voile de Pierrette*, mis en scène par Marie-José Malis d'après un texte d'Arthur Schnitzler), l'autre bavard (*The Work*, conçu par Susanne Kennedy et Markus Selg). Le premier se passe de technologie et se tient dans l'intimité du Petit-Odéon, le second sollicite les outils de la modernité (vidéo, avatars, dispositif immersif) et convoque le public sur la vaste scène des Ateliers Berthier. Il existe, a priori, peu de rapports entre ces deux gestes sauf un même désir de s'aventurer au plus près de l'inconscient. Un périple passionnant qui n'est pas sans danger. A commencer par celui de perdre le spectateur en route. Ce qui est le cas aux Ateliers Berthier. Mais pas au Petit-Odéon.

Une pantomime silencieuse jouée dans les règles de l'art, une histoire d'amour contrariée, trois comédiens fardés de blanc, les yeux écarquillés de Pierrot, le cri muet de Pierrette, la mine satanique d'Arlequin : *Le Voile de Pierrette* arrive d'une préhistoire archaïque de la représentation où les pulsions n'auraient pas été mises au pas par une quelconque forme de surmoi. C'est au Petit-Odéon que Marie-José Malis dépose cette forme singulière dont l'anachronisme fait rupture.

Le lieu, rouvert après plusieurs années de jachère, a souvent été la base arrière d'explorations théâtrales de nature confidentielle. Que ce laboratoire d'art et d'essai soit réactivé par une metteuse en scène spécialiste des effractions expérimentales, politiques et intellectuelles allait de soi.

Nourrie par sa fréquentation assidue des poètes (Hölderlin, Kleist, Horvath, Pirandello ou Pasolini), elle ne s'est jamais pliée aux modes dominantes qui uniformisent les plateaux. Ses spectacles sont des propositions (des incitations) insolites dont l'aridité peut désarçonner. On y traverse des agacements, des ennuis, des incompréhensions quand, sans prévenir, surgit une étoile filante. L'effroi qui pétrifie le visage de la comédienne Isabel Oed (Pierrette) est ainsi, à lui seul, une raison d'aller voir *Le Voile de Pierrette*.

« Le Voile de Pierrette », à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, à Paris, en décembre. SIMON GOSSELIN

Si la fable retient peu l'intérêt (Pierrette aime Pierrot, mais elle est promise à Arlequin), le jeu des acteurs est un cas d'école. Comment exprimer et surexprimer des états d'êtres privés de verbe ? Comment contraindre le regard et obliger l'écoute à une concentration maximale quand pas une parole n'est dite ? Comment basculer de la fabrication à l'authenticité ? Le paradoxe saisissant de ce spectacle est qu'il touche au vrai en revendiquant le faux et qu'il est d'une réelle contemporanéité quand tout en lui paraît hors d'âge.

L'effroi qui pétrifie le visage de la comédienne Isabel Oed est, à lui seul, une raison d'aller voir « Le Voile de Pierrette »

L'imaginaire au pouvoir

Marie-José Malis l'a inscrit au centre d'un triptyque. Fin novembre, au Petit-Odéon, elle mettait en scène un texte de D. H. Lawrence. En janvier 2026, ce sera le tour d'un texte de Hugo Von Hofmannsthal. Trois essais pour provoquer le théâtre, ses modes d'apparition et de disparition. Titre de ce travail : *Pallaksch Pallaksch !*, un mot inventé par Hölderlin qui veut dire que l'imaginaire a le pouvoir.

L'imaginaire au pouvoir : c'est aussi le projet de Susanne Kennedy, une artiste inspirante qui déstabilise en beauté les fondamentaux du théâtre. Sauf qu'à trop signifier et théoriser sa volonté de déréalisation elle s'enferme cette fois dans une fastidieuse démonstration. Invité à explorer la psyché d'une artiste prénommée Xenia, le spectateur assiste au déploiement de son inconscient. Autorisé à quitter son siège pour habiter le plateau, il est encouragé à devenir un membre à part entière du monde intérieur de la protagoniste.

Le système immersif, qui cherche à briser le quatrième mur en substituant le mouvement d'un processus à la fixité de la représentation, est un pari utopique qui touche rarement au but. C'est le problème à l'Odéon Berthier où on reste à la porte d'une cérémonie sous une accumulation de signes : des acteurs désincarnés dissimulés par des masques neutres, des voix déconnectées des corps, une scène écartelée qui héberge une chambre, un salon, une estrade ou une lanterne magique géante. Au sol, une moquette à impressions variées. En l'air, des suspensions surréalistes et des écrans.

C'est dans ce territoire saturé de couleurs et pourtant anxiogène que Susanne Kennedy tente d'écrire un spectacle comme s'écrivent les rêves, Xenia rejouant à l'infini les traumas de sa vie. Répétitions, boucles temporelles, associations libres : *The Work* est un spectacle ambitieux, novateur, mais aussi verbeux, alambiqué et inhospitalier. Et surtout, relativement contre-intuitif puisque sa forme même fait écran, au sens psychanalytique du terme, entre le public et cet inconscient que l'artiste cherche à figurer. ■

JOËLLE GAYOT

__The Work__, de Susanne Kennedy et de Markus Selg. Odéon-Théâtre de l'Europe Ateliers Berthier, Paris 17e. Jusqu'au 21 décembre.
__Le voile de Pierrette__, d'après Arthur Schnitzler. Mise en scène de Marie-José Malis. Au Petit-Odéon, Paris 6e. Jusqu'au 20 décembre, puis du 3 au 7 février 2026.

MUSIQUE

Un trio nommé à la tête du festival de La Roque-d'Anthéron

A la suite d'un conseil d'administration exceptionnel, qui s'est réuni mercredi 17 décembre, les pianistes Claire Désert et Nelson Goerner et le chef d'orchestre Victor Julien-Laferrière ont été désignés pour prendre la direction artistique de la prestigieuse manifestation de piano des Bouches-du-Rhône, selon des informations du *Figaro*. Créé en 1981 par René Martin, le festival de La Roque-d'Anthéron s'était séparé en novembre de son fondateur, accusé de dérives sexistes et managériales, dans des enquêtes publiées par *La Lettre du musicien* et *Libération*.

CINÉMA

L'« allée Claude-Lanzmann » ne devrait pas voir le jour à Paris

Le Conseil de Paris, réuni jeudi 18 décembre, n'a finalement pas rendu hommage au cinéaste Claude Lanzmann (1925-2018) en lui donnant le nom d'une allée du 15e arrondissement, contrairement aux vœux de la maire, Anne Hidalgo, rapporte *Mediapart*. Selon le site d'information, les élus écologistes ont fait retirer la délibération prévue en ce sens juste avant que le Conseil ne se réunisse. Le réalisateur de *Shoah* (1985), considéré comme le plus grand documentaire sur l'extermination des juifs durant la seconde guerre mondiale, a fait l'objet, à la fin de sa vie, d'accusations de violences sexuelles dans plusieurs pays (Israël, Pays-Bas, Allemagne).

DISPARITION

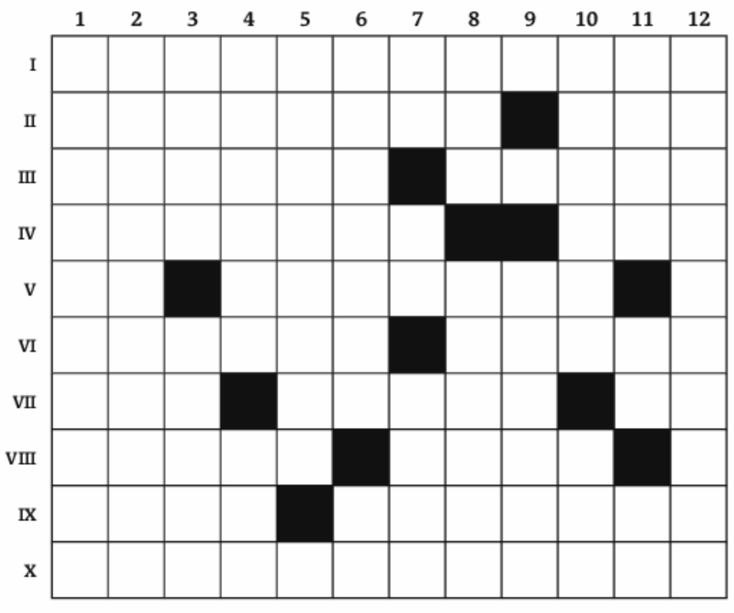
Décès du Britannique Antony Price, styliste de Duran Duran, Roxy Music et David Bowie

Le créateur de mode Antony Price est mort, mardi 16 décembre, à l'âge de 80 ans, a-t-on appris deux jours plus tard. Le Britannique était notamment connu pour avoir habillé les groupes Roxy Music et Duran Duran, ainsi que les chanteurs David Bowie, Mick Jagger ou Diana Ross. Né dans le Yorkshire (Royaume-Uni) en 1945, il avait fondé sa propre marque en 1979, avant d'organiser son premier défilé l'année suivante. – *(AFP.)*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 294
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**



HORIZONTALEMENT

I. Son avenir est assuré à une époque où l'on jette tout. **II.** Encore plus ennuyeuses quand elles ne sont pas religieuses. Plume américaine. **III.** Ne devraient pas cacher la forêt. Grande lame dangereuse. **IV.** Très fatiguées. Adressée en recommandé avant de partir. **V.** Pour les amateurs de bulles plus ou moins légères. Evacuai les gaz. **VI.** Bien usées. Graves chez les dames. **VII.** Grecque. Touché moralement. Point. **VIII.** Entre les mains des carriers. Poésies lyriques. **IX.** Eliminer brutalement. Fournisseur d'essence noire. **X.** Grosses fatigues.

VERTICALEMENT

1. Petit nid d'amour. **2.** Machine à arrêter le temps. **3.** Plein, bien trop plein. Pas très bonne à manger, très mauvaise à prendre. **4.** Repliée comme une voile. Canton chez nos voisins. **5.** Lames souples et dangereuses. **6.** Ne mènera donc à rien. Fait la liaison. **7.** Bien arrivé. Dans l'escalier. Pelage animal. **8.** Trois points. Deux-roues pour deux. **9.** Touché en pleine tête. **10.** Maîtrisait les sauvageons. Dieu Lune à Ur. **11.** Capitale du duché d'Auvergne. Support de charpente. Conjonction. **12.** Leurs coups ne sont pas mauvais à recevoir.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 293

HORIZONTALEMENT I. Dératisation. **II.** Onanisme. Cri. **III.** Uri. Errata. **IV.** Boston. Ai. Ii. **V.** Lu. SNOE. Blés. **VI.** Elseneur. Usé. **VII.** CEI. Iléite. **VIII.** Lucre. Scrute. **IX.** Is. Art. Héron. **X.** Cerisaies. Tt.

VERTICALEMENT 1. Double-clic. **2.** Enrouleuse. **3.** Raïs. Sic. **4.** An. Tsé. Rai. **5.** Tisonniers. **6.** Is. Noël. Ta. **7.** SME. Eues. **8.** Aéra. Riche. **9.** RIB. Très. **10.** Ica. Lueur. **11.** Orties. Tôt. **12.** Niaisement.

SUDOKU
N°25-294

						6		8
						4	2	5
		2			9			
	8		3				7	
		4			7	1		3
		6			3			
		8		4	6		9	
	4	1		7	5			2

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

7	1	4	5	6	8	3	2	9
6	9	8	4	3	2	5	7	1
5	2	3	1	9	7	8	4	6
1	7	5	2	8	4	6	9	3
2	3	6	9	5	1	4	8	7
8	4	9	3	7	6	1	5	2
4	6	2	7	1	5	9	3	8
9	5	1	8	2	3	7	6	4
3	8	7	6	4	9	2	1	5

Très difficile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Eutrophisation :** PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Eva Illouz
L'antisémitisme global a fait du monde entier un lieu où les juifs ne sont pas les bienvenus

Après l'attentat de Bondi Beach, à Sydney, la sociologue analyse, l'évolution de l'antisémitisme. Cette haine religieuse puis raciale est devenue une haine politique. Propagée dans le monde sous le couvert de l'antisionisme, elle épouse un projet antisémite ancestral : priver les juifs de foyer

Wilhelm Marr (1819-1904) était un journaliste allemand, ainsi que ce que nous appellerions aujourd'hui un militant. Considéré comme l'inspirateur de l'antisémitisme moderne, il popularisa le terme *« Antisemitismus » [« antisémitisme »]*, en 1879, pour décrire une opposition aux juifs fondée sur la race plutôt que sur la religion, la distinguant ainsi de la *« Judenhass »* chrétienne traditionnelle (« haine des juifs »).

La même année, Marr fonda l'Antisemiten-Liga (Ligue des antisémites), la première organisation politique explicitement consacrée à l'activisme antijuif, et écrivit *Der Sieg des Judenthums über das Germanenthum* (« la victoire du judaïsme sur le germanisme »), dans lequel il affirmait que les juifs avaient conquis l'Allemagne grâce à leur conviction de supériorité raciale et appelait à leur expulsion. A la lumière des événements historiques qui ont suivi en Allemagne, ce pamphlet est difficile à lire. Mais Marr peut nous aider à comprendre quelques éléments importants de l'antisémitisme contemporain.

Marr montre qu'il est possible de redéfinir le contenu de la haine des juifs. Il a transformé la haine chrétienne (judéophobie) en une théorie quasi sociologique traitant de l'influence juive sur la société. Ce faisant, il faisait muter la haine des juifs afin qu'elle soit mieux adaptée à l'environnement culturel et intellectuel de l'Allemagne du XIXe siècle, où la légitimité de la religion avait faibli, en particulier chez les intellectuels.

Ce n'était plus le déicide qui rendait les juifs méprisables, mais le fait qu'ils étaient des commerçants vulgaires, que leur Bible était primitive, qu'ils étaient fondamentalement étrangers à la civilisation allemande, qu'ils haïssaient les non-juifs et les exploitaient sans pitié. Une telle haine n'était plus théologique, mais se concentrait sur ce que les juifs, prétendument, *faisaient*, c'est-à-dire sur leur destruction de l'esprit allemand. De cette manière, Marr sécularisait l'antisémitisme et le rendait compatible avec les valeurs de son temps. Son pamphlet est fascinant pour une autre raison : il contient la négation de sa propre haine. Il écrivait : *« Je ne nourris pas la moindre "haine des juifs" et je ne hais pas les juifs pour leur religion. Je n'ai aucune haine fondée sur l'origine nationale ou la race... Je ne nourris pas la moindre animosité envers "les juifs, pourvu qu'ils ne me nuisent pas". »* En ce sens, on peut dire que Marr nous fournit ici une clé pour comprendre deux caractéristiques fondamentales de l'antisémitisme contemporain : le renouvellement de son contenu et le déni de lui-même. L'antisémitisme contemporain, exactement comme celui de Marr, se présente comme une inquiétude morale pour l'avenir du monde.

> IL N'EXISTE AUCUN AUTRE CAS OÙ UN PEUPLE SE VOIT REFUSER LE DROIT DE CONTINUER À VIVRE DANS SON ÉTAT AVEC UNE TELLE INSISTANCE OBSESSIONNELLE

Programme de négation

Il existe une culture de l'antisémitisme, de la même manière qu'il existe une culture du viol. Elle est enracinée dans des schèmes de pensée qui dévalorisent et méprisent un groupe. Cette culture rend ses membres coupables des crimes commis contre eux, et exonère a priori les auteurs des mêmes crimes. La culture de l'antisémitisme – comme celle du viol – est fondée sur le déni et sur l'inversion accusatoire. On peut en trouver un exemple probant dans la déclaration rédigée par le Harvard Undergraduate Palestine Solidarity Committee *[Comité de solidarité avec la Palestine des étudiants de Harvard]*, juste après l'attaque du 7-Octobre et cosignée par 30 à 34 organisations étudiantes – qui tenait le régime israélien pour *« entièrement responsable »* de la violence perpétrée lors de l'attaque du Hamas, oblitérant totalement la responsabilité de l'organisation terroriste dans la situation d'impasse politique dans laquelle se trouvent les Palestiniens.

On la retrouve dans les manifestations qui se sont propagées à travers le monde. Des slogans tels que *« Fuck the Jews »* ont été entendus à l'Opéra de Sydney, le jour même du 7 octobre 2023. On la retrouve dans des slogans tels que *« By all means necessary » [« par tous les moyens nécessaires »]*, *« Globalize the Intifada »[« internationalisez l'Intifada »]* ou *« From the river to the sea » [« du fleuve à la mer »]*, scandés lors de manifestations étudiantes sur les campus du monde entier et repris par les élites intellectuelles et artistiques de ces mêmes campus.

Ces slogans modifient le contenu de l'antisémitisme. De haine raciale, ils le transforment en haine politique qui, précisément pour cette raison, peut être confortablement niée. Pourquoi cet antisionisme constitue-t-il une nouvelle forme d'antisémitisme ? Pour quatre raisons.

Premièrement, l'antisionisme remet en question la légitimité même du nationalisme et du foyer national juif. Il n'existe aucun autre cas où un peuple se voit refuser le droit de continuer à vivre dans son Etat avec une telle insistance obsessionnelle par une idéologie politique (le nationalisme ukrainien est nié par la Russie, mais cela ne rencontre que peu d'écho et ne constitue le principe organisateur d'aucune idéologie). L'effet de l'antisémitisme est de priver les juifs de foyer, en leur déniant leur citoyenneté ou en les expulsant. Là était le but de l'antisémitisme européen traditionnel. L'antisionisme y ressemble étrangement, mais déplace cette intention envers Israël, le seul Etat juif du monde.

La deuxième raison est que l'antisionisme reprend tous les préjugés, tropes et chimères de l'antisémitisme. Ainsi, au lieu de tuer des enfants pour utiliser leur sang pour faire du pain azyme, une autre rumeur lancinante voudrait qu'Israël prélèverait les organes de Palestiniens morts. La logique conspirationniste à l'œuvre dans *Les Protocoles des Sages de Sion [texte antisémite publié en 1901 rapidement exposé comme un faux qui fantasmait un complot juif visant à contrôler le monde]* se retrouve chez le penseur écologiste suédois Andreas Malm. Selon ce dernier, le sionisme aurait été la superstructure permettant l'infrastructure de l'extraction occidentale du pétrole et serait responsable du changement climatique, *ergo* de la destruction de la planète. L'antisionisme contemporain n'est pas une opinion, mais une haine, puisqu'il attribue à Israël une essence maléfique. Malgré les nombreux crimes d'Israël, un simple regard sur l'état lamentable du monde suffit à rendre une telle diabolisation risible.

La troisième raison est que l'antisionisme contient un programme de négation de l'antisémitisme, sa dénonciation étant suspecte d'instrumentalisation. Cela rend à son tour moins scandaleux et plus légitime de tuer les juifs. Des slogans comme *« Globalize the Intifada »* sont en réalité des appels au meurtre indiscriminé de civils juifs partout dans le monde, puisque la seconde Intifada *[2000-2005]* fut une série d'attentats terroristes contre plus de 1000 civils israéliens pendant cinq ans. Un tel mot d'ordre assimile donc les Israéliens aux juifs et, en établissant telle équivalence, exporte le conflit à l'échelle mondiale.

Alors que l'affaire Dreyfus était française, les ligues antisémites de Marr allemandes et les pogroms de Kichinev de 1903 russes, l'antisémitisme est désormais un phénomène global, et ce, à plusieurs niveaux distincts. Il est désormais coordonné à l'échelle mondiale. C'est ce que le Boycott, Divestment, Sanctions (BDS) a réussi à faire avec un grand succès. Ce mouvement est né à la suite du contre-sommet de la conférence de l'Unesco, à Durban *[Afrique du Sud]*, en 2001. Quelque 2000 ONG avaient alors déclaré Israël coupable d'être un *« Etat d'apartheid »*, de *« racisme »*, de *« génocide »* et de *« nettoyage ethnique »*. En marge de cette conférence tristement célèbre, on vendait *Les Protocoles des Sages de Sion*. Héritier de cet événement infâme, le BDS est actif dans environ 120 pays et a donc une portée mondiale. Bonne chance pour organiser aujourd'hui un colloque scientifique avec des Israéliens et, de plus en plus, par association, avec des juifs sionistes.

Un autre niveau de cette haine globale concerne les motivations des étudiants, artistes et intellectuels occidentaux qui participent à ce mouvement. Contrairement aux Palestiniens eux-mêmes, ces personnes n'ont aucune histoire personnelle ou biographique de victimisation ou de dépossession par l'Etat israélien en jeu. Elles adhèrent à ce que j'appellerais une nouvelle éthique globale, fondée sur ce que *[le chercheur américain]* Michael Rothberg appelle *« l'acteur impliqué »*. Il s'agit là d'une nouvelle forme de conscience politique qui privilégie la dénonciation d'injustices situées dans un lieu ou une époque lointains.

Intuition morale perdue

C'est ainsi que, par l'alchimie de l'intersectionnalité, la cause palestinienne en est venue à incarner et à synthétiser toutes les luttes, féministes, trans, climatiques, homosexuelles, noires. Les vrais Palestiniens, ceux qui souffrent amèrement des exactions du gouvernement israélien et qui ont besoin de l'aide du monde entier, sont, au fond, réduits à un rôle de figurants dans un drame joué sur les pelouses bien tondues des universités d'élite occidentales.

Cette éthique globale repose sur l'infrastructure intellectuelle du structuralisme, qui transpose des catégories analytiques d'un espace géographique à un autre, au mépris de l'histoire : les colonialismes de peuplement américain ou australien sont assimilés au sionisme et rendus équivalents à la barbarie coloniale des superpuissances occidentales, alors qu'Israël s'est créé comme un pays de réfugiés au sortir de la seconde guerre mondiale, offrant un abri à ce qu'il restait des juifs décimés par les pogroms et la Shoah, ainsi qu'au million de juifs expulsés des pays arabes.

A l'époque, en 1947, le monde avait eu l'intuition morale, désormais perdue par les sujets contemporains « impliqués », que la seule solution juste à la persécution interminable des juifs à travers le monde chrétien et arabe était de leur donner un foyer national. Les sujets impliqués ont perdu cette intuition parce qu'ils voient en Israël les crimes de leurs propres ancêtres et parce que le combat contre Israël synthétise et syncrétise toutes les causes de tous les opprimés. L'antisémitisme global apporte à la haine ancestrale des juifs sa seule conclusion logique : il a fait du monde entier un lieu où les juifs ne sont pas les bienvenus.

Le philosophe Emmanuel Levinas (1905-1995) avait fui la Russie antisémite pour la France, parce qu'il pensait y trouver un refuge. Des millions de juifs ont pérégriné pour les mêmes raisons. Un tel refuge n'existe plus aujourd'hui. C'est la terre entière qui nous est désormais devenue inhospitalière. Pour la première fois, les juifs sont sans rêve d'un ailleurs clément, transformant l'ancienne malédiction antisémite du Juif errant en réalité. ■

Eva Illouz *est sociologue franco-israélienne, directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris, et l'autrice d'« Explosive modernité. Malaise dans la vie intérieure », traduit de l'anglais par Frédéric Joly, Gallimard, « Connaissances », 448 p., 24 €*

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

La question qui enflamme les politistes italiens

Giorgia Meloni a-t-elle changé ?

Au pouvoir depuis trois ans, la dirigeante issue de la matrice néofasciste divise les chercheurs sur son évolution. Sa normalisation s'accompagne-t-elle vraiment d'une modération de ses idées politiques ?

ROME - *correspondant*

Lundi 1er décembre, une publication peu commune est apparue sur le compte Instagram de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni. L'université de Bologne, la plus ancienne du monde occidental (fondée en 1088, selon une convention d'historiens), cœur battant d'une cité historiquement marquée à gauche, était prise à partie pour avoir abandonné un projet de coopération avec l'académie militaire de Modène sur un curriculum de philosophie hors du commun. La présidente du conseil assénait : *« Il s'agit non seulement d'un choix inacceptable, mais d'un geste portant atteinte aux devoirs constitutionnels qui fondent l'autonomie de l'université »*, laquelle devrait être *« totalement étrangère aux préjugés idéologiques »*. Peu importe que l'université ait mis en avant les difficultés pratiques posées par un projet objectivement atypique ainsi qu'une contestation antimilitariste sur le campus.

Seul élément clair : dans la rhétorique de cette dirigeante issue de la matrice néofasciste, l'emploi du qualificatif « idéologique » a toujours valeur d'anathème. Giorgia Meloni faisait écho aux déclarations courroucées du chef d'état-major de l'armée de terre italienne et ouvrait la voie à autant de surenchère de la part de la ministre de l'enseignement supérieur, du ministre de la défense et même du ministre de l'intérieur.

« UNE REVANCHE À PRENDRE »

Entre inversion déroutante de la notion d'autonomie et menace voilée de reprise en main, cette attaque a de quoi interroger. Hasard des convergences historiques, elle intervenait alors même que, pour les politistes italiens et autres chercheurs internationaux, l'évolution de la pratique du pouvoir de Giorgia Meloni est déjà en train de mettre en crise les concepts scientifiques utilisés jusque-là pour qualifier son parti, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), créé en 2012. Cet épisode, en tout cas, contredisait une thèse rebattue à l'envi depuis son accession au poste de présidente du conseil : celle qui voudrait que cette ancienne militante professionnelle venue d'une famille politique minoritaire issue du fascisme se tempérerait au contact des vénérables institutions de la République italienne.

En 2007, dans son ouvrage *Populist Radical Right Parties in Europe* (« les partis populistes de droite radicale en Europe », Cambridge University Press, non traduit), le politiste néerlandais Cas Mudde forgeait le concept de « populisme radical de droite » ; il le caractérisait concisément par le nativisme, par l'autoritarisme – soit la préférence de l'ordre aux libertés individuelles –, et, enfin, par une représentation de la société divisée en deux ensembles antagonistes : le peuple natif d'une part, les élites et ceux qui sont identifiés comme étrangers de l'autre. Au fil de son évolution dans l'opposition, le discours de Fratelli d'Italia a correspondu dans les grandes lignes à cette définition. Cependant, à partir de 2022, le regard porté sur Giorgia Meloni a commencé à changer.

Après tout, cette ancienne eurosceptique, un temps déférente à l'égard de Vladimir Poutine, n'avait-elle pas embrassé la cause ukrainienne dès le 24 février 2022 ? Et n'avait-elle pas choisi Bruxelles et les institutions européennes pour son premier voyage officiel à l'étranger, le 3 novembre de la même année – soit douze jours après sa prise de fonctions ? L'establishment européen pouvait se rassurer : la barbare allait se romaniser, selon l'image forgée par l'historien Giovanni Orsina pour désigner la transformation des partis populistes une fois qu'ils franchissent le seuil des ministères.

C'était oublier que la Romaine, c'est elle. Et que sa généalogie politique n'était pas née de l'écume de la vague populiste de droite qui a commencé à faire peser son ombre sur l'Europe dans les années 2000. *« Les racines profondes ne gèlent pas »*, comme aime à répéter Giorgia Meloni, citant J. R. R. Tolkien (1892-1973), le célèbre auteur britannique de fantasy. Et ses racines remontent à une période bien antérieure au début du XXIe siècle et à un phénomène jamais tout à fait déraciné en Italie : le fascisme.

Ce mouvement violent, arrivé au pouvoir par la force en 1922, avait voulu faire de Rome la capitale d'un nouvel empire. Il se trouve justement que la faconde de Giorgia Meloni comme sa tendance à passer au dialecte romain quand elle s'agace sont inséparables de l'identité de la ville. Aussi, avant d'aborder les régions conceptuelles de la science politique, c'est par les allées accidentées de sa cité qu'il faudra cheminer.

SON AUTOBIOGRAPHIE PARVIENT À LA RENDRE ATTACHANTE SANS RIEN CACHER DE SON IDÉOLOGIE

Giorgia Meloni aime à le raconter : elle est d'abord une fille de la Garbatella. Cette cité-jardin du sud de la capitale, agrandie par le régime fasciste, avait notamment servi à reloger les habitants chassés par le dégagement des ruines du forum voulu par Benito Mussolini en plein revival impérial. Elevée par une mère célibataire à l'adolescence, membre du Mouvement social italien (MSI), une formation fondée par un noyau de cadres du régime fasciste en 1946, elle adhère au même parti à 15 ans, en 1992.

Rapidement, la jeune militante disciplinée apparaît dans les radars de la cellule MSI de Colle Oppio, à Rome, où, parmi les vestiges de la Domus Aurea de Néron, de jeunes gens qui se surnomment les « Goélands » vivent une version bien particulière de l'engagement néofasciste. Giorgia Meloni le racontera dans son autobiographie à succès, *Mon itinéraire* (Chora, 2022), ouvrage qui parvint avec une efficacité redoutable à en faire une héroïne méritocratique des faubourgs et à la rendre attachante sans rien cacher des fondements idéologiques qui structurent son monde. Elle y décrit une jeunesse habitée par une faim dévorante d'héroïsme qu'alimente une obsession pour le monde imaginaire du *Seigneur des anneaux*. Elle et son cercle grandissent à la marge de leur génération et d'un monde contemporain qu'ils considèrent comme corrompu.

A la terrasse d'un bar du Trastevere, à Rome, le quartier d'outre-Tibre dont les habitants se considéraient jadis comme les Romains les plus authentiques, l'historien Miguel Gotor – qui fut conseiller à la culture de la municipalité avec le centre gauche – précise : *« Pour comprendre Meloni, ce qui compte, ce n'est pas tant le régime de Mussolini que le néofascisme des années 1970. »* Pour Miguel Gotor, qui, dans ses livres les plus récents, se fait guide dans le labyrinthe de la guerre civile de basse intensité qui déchirait l'Italie des années de plomb (des années 1960 à 1980), *« la cellule de Colle Oppio avait quelque chose de sectaire, les jeunes écoutaient les anciens leur raconter leurs batailles contre les gauchistes à coups de clé à molette, leur transmettre la mémoire des militants tombés qui se mêlaient aux récits de fantasy dont ils étaient imprégnés. Voilà l'origine du discours victimaire de Meloni, une héritière des vaincus qui a une revanche à prendre »*.

« CATÉGORIES BROUILLÉES »

Elle la prendra. Sans jamais cesser de tracer la ligne sacrée entre un « nous » vertueux et un « eux » nihiliste. A ses yeux, les partisans de l'ancien président du conseil Silvio Berlusconi (1936-2023) étaient de la seconde catégorie. Et la greffe, que son mentor, Gianfranco Fini, après avoir tourné le dos au fascisme, avait tenté de construire avec eux en créant le parti Alleanza nazionale (Alliance nationale), n'a jamais pris. *« Différence anthropologique »*, écrit Giorgia Meloni dans son livre. C'est à elle qu'il reviendra de renouer la chaîne des temps avec un nouveau parti, Fratelli d'Italia, dont le logo, orné de la flamme tricolore, représente l'âme immortelle de Mussolini. En 2017, la formation compose ses textes de doctrine à Trieste, cité balkanique à l'italianité reconquise après la guerre. Ils sont toujours en vigueur.

La thèse conspirationniste du « grand remplacement » y tient une bonne place. Cinq ans plus tard, alors que Fratelli d'Italia a obtenu un score de 6,46 % aux élections européennes de 2019, le détournement parodique d'un ses discours en morceau techno bas de gamme où elle lance *« je suis Giorgia, je suis mère, je suis chrétienne »* la rend célèbre, avec plus de 12 millions de vues sur les réseaux sociaux. Coup tactique gagnant, son parti sera plus tard le seul à ne pas soutenir le gouvernement à forte coloration technocratique de l'ex-patron de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, en février 2021. Vingt mois plus tard, et après des élections anticipées, la fille de la Garbatella prend ses marques au palais Chigi, dans le bureau laissé par le grand hiérarque européen. A partir de ce tournant émerge, aux marges de la science politique italienne, la thèse influente selon laquelle Giorgia Meloni ne serait plus une populiste radicale de droite, mais plutôt

« La droite classique croit qu'elle peut modérer l'extrême droite en s'alliant avec elle »

POLITISTE CHILIEN, Cristobal Rovira Kaltwasser est professeur à l'Institut de science politique de l'Université catholique pontificale du Chili. Il a enseigné à l'université du Sussex, à l'Université libre de Berlin, à l'Ecole normale supérieure de Pise, et à Sciences Po. Il est l'auteur, avec Cas Mudde, de *Brève introduction au populisme* (L'Aube, 2018).

Traditionnellement, quelles sont les catégories conceptuelles qui permettent de distinguer la droite classique de l'extrême droite ?

Les droites se définissent par leur degré de radicalité par rapport à une idée partagée. Le critère le plus important est le rapport à la démocratie, avec laquelle l'ultradroite a un rapport problématique. Au sein de cette dernière on distingue deux ensembles : la droite extrême qui, au pouvoir, mettrait abruptement fin à la vie démocratique, et la droite radicale populiste qui dit respecter le système, mais qui, quand elle gouverne, s'attaque à sa composante libérale – les contre-pouvoirs –, menant un long processus d'érosion des institutions. Ces termes ne correspondent pas toujours à l'usage courant qui peut en être fait et qui peut changer de sens selon les aires linguistiques.

Les dynamiques en cours au sein des droites mondiales bousculent-elles ces catégories ?

Oui, mais pas uniquement à cause de la montée en puissance de la droite radicale et de la droite extrême. C'est le déclin de la droite classique qui est déterminant. Les électeurs conservateurs ou xénophobes ont toujours existé, mais ils ont longtemps été canalisés par les partis de droite traditionnels. Quand ces derniers déclinent et qu'une nouvelle offre de droite radicale se développe, elle attire ces électeurs. Un cercle vicieux est alors engagé. Il est préoccupant de voir les partis de droite classique reprendre à leur compte les thèmes chers aux droites radicales.

L'idée d'une « union des droites » progresse en Europe. Elle est déjà fonctionnelle sur certains votes au Parlement européen. Contribue-t-elle à la normalisation de la droite radicale ?

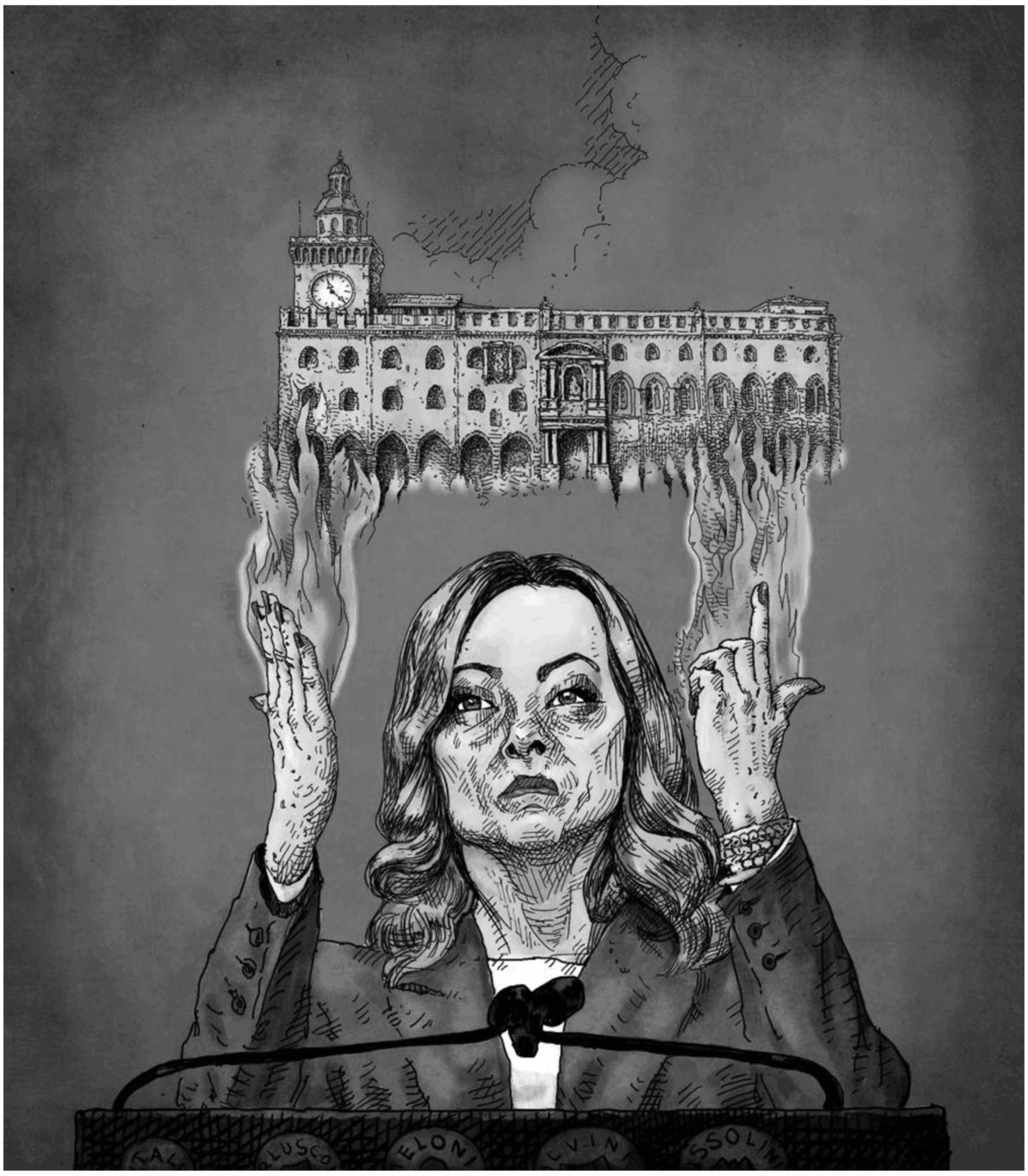
L'une des plus graves erreurs de la droite classique est de croire qu'elle peut modérer la droite radicale en s'associant avec elle. Un tel rapprochement implique nécessairement un durcissement sur les questions identitaires et de sécurité, qui est généralement sans retour – d'autant que, dans les coalitions, les portefeuilles ministériel clés sur ces sujets reviennent le plus souvent à des représentants de droite radicale.

Dans son document de stratégie de sécurité nationale publié le 5 décembre, la Maison Blanche développe une stratégie d'ingérence en Europe qui doit s'appuyer sur les partis de droite radicale du continent. Comment des formations s'affichant comme souverainistes se sont-elles constituées en internationale au service d'une puissance étrangère ?

La science politique définit de telles coalitions politiques sans frontières comme des « réseaux de plaidoyer transnationaux ». Elles ont été très étudiées dans la perspective progressiste de l'accès à la démocratie en Europe centrale et orientale et en Amérique du Sud dans les années 1990 et 2000, avec des acteurs internationaux et des ONG de défense des droits humains souvent soutenues par les Nations unies. Des réseaux similaires promouvant un agenda réactionnaire se mettaient déjà en place, mais ils n'ont pas autant attiré l'attention des politistes. Organisés autour du premier ministre hongrois, Viktor Orban, et de la convention CPAC aux Etats-Unis *[rassemblement annuel des conservateurs américains]*, ils ont construit des réseaux de financement, des infrastructures de circulation des idées et des slogans efficaces que l'on retrouve dans le monde entier.

Aujourd'hui, le parti de droite radicale espagnol Vox fait le lien entre les droites radicales d'Europe et celles d'Amérique latine. Le fait que le document de stratégie de sécurité nationale américain reprenne terme à terme les obsessions des droites radicales européennes, comme la thèse conspirationniste du « grand remplacement », est la preuve du passage de ces idées au niveau institutionnel et à l'échelle transatlantique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALLAN KAVAL



SERGIO AQUINDO

une « nationale-conservatrice », terme qui a connu, depuis, une certaine fortune. Elle a notamment été introduite par Salvatore Vassallo, politiste et directeur de l'Institut Cattaneo de Bologne, dans son ouvrage *Fratelli di Giorgia* (« frères de Giorgia », Il Mulino, 2023, non traduit), coécrit avec Rinaldo Vignati, sociologue et historien du cinéma. Le présupposé est que les institutions républicaines sont suffisamment robustes, et les contraintes internationales suffisamment fortes, pour la pousser naturellement à la modération, la radicalité ne pouvant être que la fille des moments turbulents.

L'horizon de Fratelli d'Italia, ancienne formation marginale, longtemps négligée par la science politique, serait donc, pour lui, la construction d'un parti conservateur de masse respectueux de la démocratie libérale. Les continuités historiques avec le MSI ne sont pas occultées, pas plus que le caractère centralisé et non démocratique du fonctionnement du parti, mais, pour Salvatore Vassallo, les partisans de Giorgia Meloni seraient des *« démocrates afascistes »*, leur généalogie, qui remonte pourtant directement au régime de Mussolini, devant être mise de côté.

A l'université Luiss-Guido Carli de Rome, le directeur du département de science politique, Giovanni Orsina, historien appartenant à la droite libérale, est du même avis. Il estime d'ailleurs que le monde académique ne prêterait pas suffisamment attention à la demande de *« protection »* des électeurs. *« Prendre en compte ce besoin ne suffit pas à faire des militants de Fratelli d'Italia des "fascistes"*, estime-t-il. *Là où d'autres disent à l'électeur apeuré qu'il a moralement tort, Giorgia Meloni reconnaît sa peur, à défaut de la dissiper. »* Son collègue, l'historien Marc Lazar, spécialiste de l'Italie et référence sur le pays dans l'espace francophone, met en avant, pour sa part, la solidité des institutions démocratiques italiennes, reconnaissant que Giorgia Meloni aspire à les transformer, mais soulignant ce qu'il perçoit comme une relative innocuité des politiques publiques menées pour l'instant.

Une lecture différente est portée par de nombreux politistes italiens. Pour eux, Fratelli d'Italia est engagé dans une subversion de long terme de la démocratie. *« Parler de "national-conservatisme" par opposition au "populisme radical de droite" n'a guère de sens au moment où, à l'échelle du monde occidental, toutes les droites se radicalisent*, explique Caterina Froio, professeure à Science Po. *Ces catégories sont brouillées dès lors que les partis de droite radicale, censés respecter la démocratie, n'hésitent plus à revendiquer leurs liens historiques avec des régimes d'extrême droite du passé. »*

COHÉSION IDÉOLOGIQUE

Pour Pietro Castelli Gattinara, de l'Université libre de Bruxelles, Giorgia Meloni *« n'a pas changé de valeurs, elle a changé de style, surtout vis-à-vis de l'étranger »*. Le chercheur résume en une formule limpide : *« Elle a compris que les transformations autoritaires sont efficaces quand elles sont silencieuses. »*

Selon Piero Ignazi, vétéran de la science politique à l'université de Bologne et auteur d'un ouvrage de référence sur l'histoire de la famille néofasciste, *« cette droite est née en continuité avec le fascisme, qui se révèle dans sa politique sécuritaire, sa volonté de contrôler le dissensus et de stigmatiser des adversaires intérieurs, juges, journalistes, intellectuels, organisations non gouvernementales, tous accusés d'agir contre la "nation" »*. Pour cet universitaire, venu des territoires romagnols, *« le nouveau visage apparu en 2022 n'était qu'un masque. La culture politique de Giorgia Meloni n'est ni libérale ni pluraliste »*. Il se situe loin de la thèse « nationale-conservatrice » de Salvatore Vassallo.

DERRIÈRE LE STYLE, LES IDÉES QUI PRÉVALENT AU SEIN DE FRATELLI D'ITALIA SONT – TOUJOURS – RADICALES

De fait, derrière le style, les idées qui prévalent au sein de Fratelli d'Italia sont – toujours – radicales. Dans leurs études empiriques, les chercheurs italiens Filippo Tronconi, Davide Angelucci et Gianfranco Baldini ont montré que les cadres actuels de Fratelli d'Italia sont majoritairement issus de trajectoires militantes construites au sein de la matrice néofasciste. Ils affichent une remarquable cohésion idéologique, se plaçant tous, sur une échelle de 1 à 10 (du plus à gauche au plus à droite), au-delà de 8 sur tous les thèmes. *« La "normalisation" ne consiste pas seulement en une modération de l'extrême droite. En réalité, l'extrême droite reste elle-même pendant que les autres la rendent normale »*, écrivent par ailleurs les politistes Marta Lorimer et Matteo Cavallaro, dans leur article intitulé « Post-"Post-Fascism" and Far Right Mainstreaming in Italy » (« après le "post-fascisme" et l'intégration de l'extrême droite en Italie »), publié en juin par la revue *Political Studies*.

Pour le spécialiste d'études électorales Lorenzo De Sio, professeur à la Luiss, *« l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni et son maintien à plus de 30 % d'intentions de vote ne sont pas le fruit d'une radicalisation de l'électorat de droite, qui est stable depuis les années 1990 »*, passé, de crise en crise, de Silvio Berlusconi à Matteo Salvini, pour enfin se retrouver en Giorgia Meloni. *« Forza Italia, le parti de Berlusconi, et la Ligue de Salvini avaient passé un pacte avec les classes moyennes supérieures et les milieux entrepreneuriaux traditionnels, s'engageant à protéger leurs intérêts, notamment fiscaux. Fratelli d'Italia a fait de même »*, explique le politiste : *« Le raisonnement est le suivant : peu importe le style et l'héritage tant que la gauche ne revient pas au pouvoir. »* Ainsi l'encadrement du parti et la base électorale viennent-ils de mondes bien différents.

Pour le sociologue Lorenzo Zamponi, de l'Ecole normale supérieure de Pise, *« cela ne signifie pas que la droite soit majoritaire dans le pays. Elle gagne grâce à l'abstention et à l'absence de crédibilité de la gauche. Meloni n'est pas la plus aimée. Elle est la moins rejetée »*. Un deuxième mandat pourrait lui donner la possibilité de durcir sa pratique du pouvoir, selon le chercheur, comme l'ont fait le Hongrois Viktor Orban après 2014 et Donald Trump en 2025. *« Les signaux sont déjà visibles »*, avertit Lorenzo Zamponi, tandis qu'une réforme électorale sur mesure se profile et que son discours public, déjà, se radicalise.

NULLE MODÉRATION

« Une partie de la gauche et du centre a tendance à opposer la figure d'un Viktor Orban dangereux et celle, acceptable, de Giorgia Meloni », ajoute Andrea Pirro, professeur associé de sciences politiques à l'université de Bologne. Or, *« le modèle de référence est le même : une remise en cause de la démocratie libérale. Les contraintes propres à la société civile italienne et à ses institutions limitent simplement la vitesse de la dérive »*. Rien ne serait possible, cependant, pour le mouvement réactionnaire sans une prise de guerre majeure : un théoricien du camp ennemi… *« L'objectif partagé est l'hégémonie culturelle, ravie consciemment à la pensée du communiste Antonio Gramsci* [1891-1937]*: coloniser la société civile, transformer le paysage idéologique. Progressivement, changer de régime. »*

La normalisation n'apporterait donc nulle modération. Pas à pas, par la parole, par le récit, elle rendrait simplement la radicalité « normale ». En cela, comme l'explique Andrea Pirro, *« Giorgia Meloni ne se distingue que par une différence de degré de l'internationale réactionnaire guidée par Donald Trump et Viktor Orban »*. Il alerte également sur l'emprise croissante de l'exécutif sur les universités, susceptible, à terme, de remettre en cause la capacité même des politistes italiens à penser le phénomène que représente Giorgia Meloni.

Pourtant, le thème phare de la « liberté d'expression », claironné par les nouvelles droites globales pour légitimer les discours de haine, est omniprésent chez les représentants de Fratelli d'Italia. Jeudi 4 décembre, un de ses députés, Alessandro Amorese, s'est ainsi rendu à la Foire du livre de Rome pour témoigner sa *« solidarité »* à un éditeur qui aurait été victime, d'après lui, d'un climat d'intimidation inacceptable. Des écrivains avaient en effet protesté contre la présence de cette maison, Passaggio al Bosco, parmi les exposants. La raison ? Au catalogue de cette maison, parmi les nouveautés, figure une réédition des Mémoires de Junio Valerio Borghese (1906-1974), commandant de la sinistre X-MAS, unité militaire du crépuscule du fascisme connue pour ses exactions, et auteur d'une tentative de coup d'Etat en 1970.

Parmi les classiques de l'éditeur, *Révolution des âmes* (1938), manifeste halluciné du SS belge Léon Degrelle. Et du côté des best-sellers contemporains, le célèbre livre-programme signé de l'Autrichien Martin Sellner : *Remigration. Ein Vorschlag* (« remigration. une proposition »). L'ouvrage consiste en un plan de déportation de masse d'étrangers et d'Européens menaçant l'*« identité ethnoculturelle »* du continent. Une radicalité désormais perçue comme suffisamment « normale », ou bienvenue, pour qu'un représentant de la nation vienne à son secours. ■

ALLAN KAVAL

Le Monde
SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025

La diplomatie avec les Emirats, un outil contre le narcotrafic

ANALYSE

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DU PAYS REPOSE EN PARTIE SUR L'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS, QUELLE QUE SOIT L'ORIGINE DE L'ARGENT

En visite à Marseille, mardi 16 décembre, Emmanuel Macron a annoncé se rendre à l'étranger *« pour aller chercher dans les pays où sont les têtes de réseau de la coopération, pour pouvoir saisir leurs biens, pour pouvoir* [les] *arrêter, nous les restituer »*. C'est une prise de conscience salutaire et l'amorce d'une stratégie jusqu'ici délaissée : « taper au portefeuille » les narcotrafiquants, où qu'ils se trouvent. Le président de la République aura sans doute l'occasion de constater, les 21 et 22 décembre, les obstacles existants à une telle politique lors d'une visite aux Emirats arabes unis, un pays officiellement volontariste, mais qui rechigne à coopérer pour ne pas fragiliser son modèle économique fondé, en partie, sur l'accueil bienveillant des investissements étrangers, quelle que soit l'origine de l'argent.

Si la capitale, Abou Dhabi, est une alliée historique de la France, il en va différemment de Dubaï, au centre des sollicitations de la justice française et de nombreux pays occidentaux lancés aux trousses de leurs ressortissants criminels ayant trouvé refuge sur les bords du Golfe persique. Les autorités judiciaires dubaïotes, capables de refuser des demandes d'extradition en raison de formalités administratives prétendument incomplètes, adoptent un comportement incompréhensible.

Côté français, un canal de discussion s'est ouvert à force de visites officielles. Depuis le début de l'année, le ministre de la justice français, Gérald Darmanin, la directrice de l'agence de gestion des avoirs saisis français et plusieurs magistrats et enquêteurs se sont rendus sur place. Cette stratégie n'est pas étrangère aux résultats inédits obtenus de la part des autorités de Dubaï : vendredi 12 décembre, deux nouvelles extraditions ont eu lieu, portant le total à 17 depuis janvier, date à laquelle Gérald Darmanin avait remis officiellement une liste de 27 *« cibles prioritaires »* visées par une notice rouge et recherchées par la justice française.

Cette stratégie qui consiste à *« gratter à la porte »* ne semble pas laisser les autorités émiraties indifférentes, mais ne suffira pas à faire changer radicalement la position des Emirats, dont les efforts apparents sont avant tout le fruit d'un calcul économique et diplomatique.

Les Emirats ont en effet une échéance très importante à préparer : le pays doit faire l'objet en 2026 d'une visite d'évaluateurs internationaux du Groupe d'action financière (GAFI), organisation mondiale de surveillance du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. L'enjeu réputationnel est de taille : si les résultats ne sont pas satisfaisants, les Emirats pourraient de nouveau être inscrits sur la liste grise du GAFI. Ils l'avaient été en juin 2022, ce qui avait entraîné leur inscription sur la liste des pays à haut risque de blanchiment publiée par l'Union européenne, avant d'en être retirés en juillet.

EN JANVIER, GÉRALD DARMANIN A REMIS AUX AUTORITÉS DE DUBAÏ UNE LISTE DE 27 « CIBLES PRIORITAIRES » RECHERCHÉES PAR LA JUSTICE FRANÇAISE

Plus généralement, le pays ne peut plus se permettre de renvoyer l'image, justifiée, d'un refuge pour l'argent sale du monde entier investi massivement et en toute impunité notamment dans l'immobilier, comme l'a montré l'enquête journalistique internationale « Dubai Unlocked », au printemps 2024.

La France pourrait donc profiter de cette période pendant laquelle les Emirats ont besoin de montrer patte blanche, d'autant qu'elle fait partie des pays participant aux travaux d'évaluation, pour obtenir des succès sur un autre terrain, celui de la saisie des biens immobiliers et des comptes bancaires des personnes suspectées d'avoir investi le fruit de leurs trafics. Fin novembre, Gérald Darmanin, a annoncé avoir été informé par les autorités émiraties de la saisie de 82 appartements détenus par des trafiquants de drogue marseillais après une demande d'entraide pénale internationale du parquet de Marseille.

Cryptomonnaies et lingots d'or

Si le concept de « taper au portefeuille » n'est guère aisé à mettre en œuvre, c'est que le « portefeuille » en question peut être particulièrement bien dissimulé au moyen d'opérations financières complexes, caché sous la forme d'un appartement possédé par un prête-nom, ou dans un *wallet*, portefeuille de cryptomonnaies difficilement traçable, voire transformé en lingots d'or. De même que les revendeurs de drogue peuvent rouvrir quelques rues plus loin les points de deal « fermés » par la police, les narcotrafiquants savent changer de destination, tant pour eux-mêmes que pour leur richesse, en s'adaptant à l'évolution des lois et de la répression.

Policiers et magistrats constatent que certains profils, parmi le haut du spectre, prennent la poudre d'escampette vers d'autres émirats plus discrets notamment Chardja et Ras Al-Khaïma, ou ont préféré quitter la péninsule Arabique pour la Turquie. D'autres encore acceptent de renoncer à Dubaï et à sa vie de strass et de paillettes pour rejoindre des pays dont ils ont la nationalité et qui n'extradent pas leurs nationaux, comme le Maroc et l'Algérie.

Pour les autorités françaises, il reste essentiel de maintenir une pression constante afin d'obtenir une coopération judiciaire effective de ces Etats refuges et, à défaut d'extraditions, d'aboutir à des sanctions patrimoniales. Cette action à long terme, plus que des annonces politiques triomphales au moindre succès d'apparence, conditionne la crédibilité de la politique française de lutte contre le narcotrafic et la clarté du message adressé aux réseaux criminels qui font preuve d'une résilience certaine. Même si le travail diplomatique suppose un inlassable recommencement. ■

ABDELHAK EL IDRISSI ET THOMAS SAINTOURENS (SERVICES LES DÉCODEURS ET SOCIÉTÉ)

LES CLICHÉS RACISTES PERSISTENT

LIVRE

C'est une formule si courante qu'elle en est emblématique de la persistance de l'intolérance. Une phrase commençant par *« Je ne suis pas raciste mais... »* annonce à coup sûr l'expression d'un cliché révélateur de préjugés, tout en cherchant à exempter par avance son auteur de tout soupçon. Keon West, professeur britannique de psychologie sociale, a fait de ces quelques mots suspendus le titre de son nouveau livre, traduit par les éditions Belfond (368 pages, 21,50 euros). Partant du constat que beaucoup semblent penser qu'il s'agit d'un problème appartenant au passé, il montre que le racisme se manifeste de manière insidieuse, bien au-delà d'un groupe précis de la population.

« Le racisme est loin d'être l'apanage des gens peu intelligents », au contraire, bon nombre *« font usage de leur intelligence pour excuser ou justifier leurs préjugés* (...) *tout en trompant leur entourage »*, souligne Keon West. Le chercheur de l'Ecole d'économie et de sciences politiques de Londres a conscience qu'un grand nombre de lecteurs aborderont son texte avec distance, convaincus que la question du racisme et des discriminations ne les concerne pas. Alors, pour en montrer la réalité, il ne cesse de les apostropher. Son objectif ? Leur *« faire renoncer à cette belle assurance »* et leur tendre un miroir sans les accabler. Car si *« le racisme pullule de manière significative, permanente, invasive et détectable »*, Keon West montre toute la difficulté liée à l'étude de l'intolérance : *« Aucun individu ne veut admettre »* la pratiquer.

Ce déni relève de ce que certains chercheurs appellent un *« racisme aversif »*, terme qui émerge dans les années 1980. Keon West en donne cette définition : *« Une forme de discrimination caractérisant les pensées, les sentiments et les comportements de* [personnes blanches] *bien intentionnées et apparemment dénuées de préjugés. »* Une double aversion est à l'œuvre : envers les personnes racistes et envers les minorités ethniques. Il concerne ceux qui sont profondément opposés au racisme et convaincus qu'eux-mêmes ne nourrissent aucun préjugé. L'universitaire préfère, lui, employer l'expression de *« racisme conflictuel »*, qui renvoie précisément à *« une contradiction profonde, un vrai conflit intime »* et qui s'exprime dans des *« situations suffisamment floues »* pour qu'on puisse expliquer un comportement raciste en faisant comme s'il avait une autre origine.

JE NE SUIS PAS RACISTE MAIS...
de Keon West, Belfond, 368 p., 21,50 €

Opérations de « testing inversé »

Et pourtant, le racisme n'en est pas moins présent et humiliant pour ceux qui en font l'expérience. Keon West s'appuie sur des données quantitatives, empiriques, collectées avec rigueur et analysées avec objectivité pour montrer sa persistance. Il cite des études scientifiques menées sur le rôle du racisme dans les décisions d'embauche au Royaume-Uni par les sociologues Valentina Di Stasio et Anthony Heath. Leur expérimentation consiste à envoyer une série de CV identiques, sauf en ce qui concerne l'appartenance ethnique de la personne censée répondre à l'annonce. Et, sans surprise, les CV avec un nom perçu comme « blanc » ont débouché sur le plus grand nombre de prises de contact, avec un différentiel de plus de 90 %. *« Ce n'est pas qu'une histoire de CV blanc ou noir »*, rappelle Keon West, le racisme *« sévit dans tous les domaines, partout, tout le temps »*.

En France, l'association SOS Racisme a mené en 2024 des opérations de « testing inversé » comparables en contactant au hasard des agences d'intérim, en prétextant être une entreprise de BTP à la recherche de candidats de préférence européens. Résultat, seul un *« gros tiers »* des agences *« refuse catégoriquement de travailler avec ces employeurs qui ont ce comportement discriminatoire »*, selon SOS Racisme. Une étude britannique citée par Keon West montre pour sa part que la communauté arabo-musulmane est la principale cible de préjugés implicites en France.

La volonté sincère d'une absence de préjugé ne suffit pas, puisque, pour l'auteur, les préjugés sont la conséquence d'un racisme systémique *« qui prend ses racines dans les règles d'une société et qui continue d'y produire des effets racistes quand bien même tous les individus racistes auraient disparu »*. Pour y faire face, Keon West propose trois solutions. La première : *« Poser ce livre »* et *« sortir de chez vous et passer un moment avec les gens envers lesquels vous entretenez les préjugés raciaux les plus forts. Depuis combien de temps n'êtes-vous pas entré dans un espace majoritairement noir ? Ou majoritairement asiatique ? Ou majoritairement musulman ? »*, écrit-il. L'individu manifeste toujours moins de préjugés envers une minorité ethnique quand il interagit avec elle. Deuxième porte de sortie : l'éducation. Pour lui, s'éduquer revient à améliorer *« notre agilité intellectuelle »* et devenir *« plus sensible aux manifestations du racisme contemporain »*. La dernière : reconnaître que des chaînes d'information perpétuent des préjugés racistes, et, même si nous ne sommes pas en mesure de les améliorer, *« nous pouvons au moins nous protéger de leur impact »*. ■

YASMINE KHIAT

La folie des grandeurs | PAR SELÇUK

LES BIBLIOTHÈQUES FRAGILISÉES

REVUE DES REVUES

Alors qu'aux Etats-Unis des livres sont bannis de bibliothèques et qu'au mois de mai Donald Trump a limogé la directrice de la Library of Congress (*bibliothèque du Congrès*), *La Nouvelle Revue française* (*NRF*) consacre son numéro de fin d'année à ces institutions. Dans la guerre culturelle qui se joue aujourd'hui, le livre est un enjeu. *« Si elles sont aujourd'hui encore perçues comme des* (...) *forteresses de la connaissance et de la mémoire, il faut souvent qu'une bibliothèque brûle à Tombouctou ou à Bagdad, de Sarajevo au Cap, pour que leurs valeurs matérielles, leur beauté immatérielle se rappellent à nous » »*, écrit en introduction Olivia Gesbert, qui dirige la mythique revue des éditions Gallimard.

Plusieurs auteurs prestigieux se relaient pour éclairer la menace en cours. Analysant la situation américaine, l'ancien directeur de la Harvard Library Robert Darnton rappelle que les bibliothèques sont depuis toujours des *« champs de bataille »*. Aux Etats-Unis, *« on aurait tort d'attribuer cette obsession de la censure des livres à la seule offensive culturelle trumpiste »*, dit-il. Portant surtout sur les ouvrages parlant de *« tout ce qui brouille les lignes de démarcation entre ce qui est supposé être masculin et* (...) *féminin »*, cette censure dérive selon lui d'attitudes enracinées dans les couches populaires américaines.

Eloge des temples du livre

Alors qu'une bibliothèque privée est l'*« autobiographie d'un lecteur »*, une bibliothèque nationale est *« une réponse collective à la malédiction de Babel, la transformation alchimique du chaos des langues auquel Dieu a condamné l'hubris humaine en un ordre intelligent et généreux, mais aussi, et c'est essentiel, en un instrument de dialogue et de compréhension »*, écrit Alberto Manguel, ancien directeur de la Bibliothèque nationale d'Argentine, dans un très bel éloge des temples du livre. Il cite Jorge Luis Borges (1899-1986), pour qui les termes « univers » et « bibliothèque » étaient synonymes. Ces institutions craignaient autrefois l'eau et le feu ; la menace aujourd'hui est l'intelligence artificielle, *« qui porte la tentation d'abandonner notre humanité à des machines statistiques »*.

Pour préfacer ce numéro, la *NRF* a confié la plume à Patrick Weil, président fondateur de Bibliothèques sans frontières, une organisation non gouvernementale qui pourvoit des villages ou des quartiers populaires. Dans ce monde de violence et de fake news, témoigne-t-il, ces bibliothèques sont des espaces *« de paix et de fraternité »*, voire *« de reconstitution personnelle et collective »*. Elles sont un élément-clé de la démocratie. Mais pour qu'elles n'appartiennent pas au passé, il faut les soutenir. ■

PASCAL RICHÉ

« Bibliothèques : un idéal menacé ? », *La NRF, n° 663, novembre 2025, Gallimard, 168 p., 20 €.*

CULTURE | CHRONIQUE

PAR MICHEL GUERRIN

Au Louvre, les recettes avant la sécurité

LA PRÉSIDENTE DU MUSÉE ENCHAÎNE LES ENNUIS DEPUIS QUE DES BIJOUX ONT ÉTÉ DÉROBÉS

Les emmerdes, ça vole en escadrille», disait Jacques Chirac en expert. Laurence des Cars peut confirmer. La présidente du Louvre enchaîne les ennuis avec une régularité de métronome depuis que des bijoux ont été dérobés, il y a deux mois, au point que le sort des diadèmes ou colliers semble s'estomper quand le sien est débattu. Récapitulons son chemin de croix depuis le vol. La fermeture d'un pavillon en raison de poutres fragiles. Une fuite d'eau endommageant des centaines de documents. La découverte d'un vieil audit du joaillier Van Cleef & Arpels disant que la fenêtre par laquelle s'introduiront les cambrioleurs est un maillon faible. D'autres audits alarmistes sur la sécurité passés à la trappe. Pas moins de trois auditions de Mme des Cars par des parlementaires. Deux rapports au vitriol. Une grève du personnel. La nomination, toute fraîche, de Philippe Jost, un polytechnicien au profil de soldat, qui a piloté la restauration de Notre-Dame, pour réorganiser *« en profondeur »* le Louvre – entendez, personne n'est capable de le faire en interne.

Quand Mme des Cars, en poste depuis 2021, a proposé sa démission, quelques heures après le vol du 19 octobre – pas le meilleur moment pour qu'elle soit acceptée –, l'Etat a fait bloc derrière elle. Mais, aujourd'hui, la confiance s'effrite à l'endroit de l'ancien palais des rois, en raison de l'attitude des dirigeants, anciens et actuels, du Louvre. Une dizaine de cadres ont été auditionnés et pas un n'avoue une part de responsabilité. Le 22 octobre, devant les sénateurs, la présidente du musée reconnaît par exemple un *« terrible échec »*. Le 7 novembre, elle lance : *« Je n'ai pas le sentiment d'avoir échoué. »* On salue le glissement sémantique.

Double posture

Mme des Cars se dit responsable mais pas coupable, jurant que les audits inquiétants sur la sécurité du Louvre ne lui ont pas été transmis par son prédécesseur et qu'elle avait alerté le ministère sur la vétusté du bâtiment. C'est peu de dire que la double posture ne passe pas : d'un côté, *« je n'ai rien vu car on ne m'a rien dit »* ; de l'autre, endosser l'habit de lanceuse d'alerte. Il est également stupéfiant d'écouter les cadres du Louvre expliquer combien un plan de sûreté est complexe et long à mettre en place dans un monument, avec pour résultat qu'il ne s'est quasiment rien passé en huit ans, alors que, depuis le cambriolage, comme par enchantement, tout semble s'accélérer.

Ce qui agace, aussi, c'est la façon dont Mme des Cars rechigne à s'expliquer sur le passé pour privilégier l'avenir, il est vrai plus exaltant, à savoir le projet « Nouvelle renaissance du Louvre », visant à rénover le bâtiment et à le doter d'une nouvelle entrée et d'une nouvelle salle pour *La Joconde*, le tout chiffré à 1 milliard d'euros. Face aux sénateurs, mercredi 17 décembre, elle s'en est sortie en surfant sur le système bizarre d'auditions lors desquelles une vingtaine de questions lui sont posées en bloc, lui permettant d'écarter les gênantes. Mais le lendemain matin, sur France Inter, Benjamin Duhamel l'a mise au supplice en la bombardant de questions nerveuses dont celle-ci : *« Ce n'est jamais votre faute ? »*

IL Y EN A EU DES VOLS DANS LES MUSÉES, SANS MISE EN CAUSE DES DIRIGEANTS

Le moment est rude pour cette historienne de l'art à qui tout réussissait, semant des petits cailloux d'arrogance. On se demande comment elle tient face aux sarcasmes. D'autant que le secteur culturel, se jugeant souvent à part, n'a pas l'habitude d'être rudoyé par le politique. Il y en a eu, dans le passé, des vols dans les musées, et des plus graves, y compris au Louvre, sans mise en cause des dirigeants. C'est une leçon de l'époque : les élus n'ont plus de complexes face à la culture.

Certains, surtout à droite, appellent Mme des Cars à démissionner. Son avenir devrait se jouer en septembre 2026, quand son premier mandat s'achèvera et qu'Emmanuel Macron aura le choix de conserver ou d'écarter la première femme à diriger le Louvre. Mais disons déjà que sa démission se discute. Son prédécesseur, Jean-Luc Martinez, a été auditionné par le Sénat mardi. *« Est-ce que ce vol aurait pu vous arriver pendant votre mandat ? »*, lui a-t-on demandé. Comme il n'a pas répondu, faisons-le à sa place. Bien sûr que oui.

Ce cambriolage aurait pu arriver il y a quarante ans, trente ans, dix ans. C'est arrivé partout ailleurs dans le monde. Pour une raison simple : dans un musée, la sécurité passe après l'art et l'accueil du public. Cette doxa était à peine voilée dans la lettre de soutien à Mme des Cars signée par une cinquantaine de directeurs de musées parmi les plus prestigieux, que *Le Monde* a publiée le 28 octobre. On dit cela pour tordre le cou à une petite musique qui monte : si un gestionnaire, moins obnubilé par l'art, avait été à la tête du Louvre, il n'y aurait pas eu de vol. Du reste, entre 2018 et 2024, le musée a dépensé quatre fois plus d'argent pour enrichir sa collection que pour la protéger, écrit la Cour des comptes dans un rapport publié le 6 novembre.

C'est une vaste blague. Il y a eu vol parce que la priorité au Louvre, qui fait consensus depuis quarante ans, est de voir plus haut, plus grand, plus fort. Il lui faut plus d'art pour accueillir toujours plus de monde. En 1970, le musée comptait 1,2 million de visiteurs ; ils étaient 5,3 millions en 1990, après l'inauguration de la pyramide de verre et de son espace d'accueil. Le chiffre est monté à 10,2 millions en 2018 – record à battre. Aujourd'hui, c'est autour de 9 millions, ce qui reste hors norme, quand on sait que les 30 musées les plus visités au monde oscillent souvent entre 2 et 5 millions de tickets. Et le projet « Nouvelle renaissance du Louvre » est prévu pour accueillir 12 millions de personnes par an.

On a laissé un musée prévu pour 4 millions visiteurs par an monter à 9 millions, sans limiter la jauge, provoquant une expérience de visite médiocre, afin de claironner que le Louvre est le plus grand musée du monde. Et aussi parce que les recettes de billetterie deviennent toujours plus cruciales face à une subvention de l'Etat en baisse. Il est plus aisé de pointer une responsabilité unique que d'interroger un modèle économique. ■

DONALD TRUMP ET LES RISQUES DE L'AVENTURISME AU VENEZUELA

ÉDITORIAL

L'escalade des Etats-Unis envers le régime de Nicolas Maduro au Venezuela ne connaît guère de répit. Après le déploiement dans la mer des Caraïbes de l'armada américaine la plus importante depuis la crise des missiles avec Cuba, en 1962, et la multiplication des frappes contre des navires accusés d'être utilisés par des narcotrafiquants, Donald Trump a annoncé, le 16 décembre, un *« blocus total »* contre les pétroliers sous sanctions américaines se rendant au Venezuela et en partant. Cette tactique, qui ne peut pas mettre fin à toutes les exportations de pétrole, a déjà été mise à l'œuvre avec la saisie d'un tanker début décembre. Le calcul est clair : accentuer la pression sur l'économie vénézuélienne pour précipiter l'éviction de Nicolas Maduro.

A la tête d'un pays riche d'importantes réserves d'hydrocarbures, mais ruiné par l'expérience socialisante chaviste, du nom de son prédécesseur, Hugo Chavez, mort le 5 mars 2013, l'homme fort de Caracas a perdu le peu qu'il lui restait de légitimité démocratique lors de la présidentielle du 28 juillet 2024. Réduite à un processus visant à empêcher toute véritable concurrence politique, cette dernière a été marquée, comme six ans plus tôt, par des fraudes massives au bénéfice du président sortant. Cette dérive a alimenté un exode de population qui pèse sur l'ensemble du continent, comme l'a montré l'élection présidentielle chilienne, dominée par la question de l'immigration et remportée, le 14 décembre, par le candidat ultraconservateur José Antonio Kast.

Le départ de Nicolas Maduro est éminemment souhaitable, mais cela ne signifie pas qu'il doive être obtenu à n'importe quel prix. La manière forte privilégiée par la Maison Blanche présente des faiblesses évidentes. Il s'agit tout d'abord de l'ambivalence entre la revendication d'une « guerre contre le narcotrafic » et celle d'un changement de régime à Caracas. L'absence de tout cadre légal pour les frappes, qui ont déjà tué près de 100 personnes, suscite également des critiques fortes, au point de commencer à tirer le Congrès de sa léthargie.

Les similitudes entre la manœuvre en cours et le précédent irakien, en 2003, alimentent également l'inquiétude. Dans ce pays également riche en pétrole et ruiné par les choix de son dirigeant, Saddam Hussein, l'intervention américaine, présentée comme une promenade de santé, avait provoqué une implosion dévastatrice et un ébranlement régional dont les effets se font encore sentir, vingt ans après.

En faisant de l'Amérique latine un pré carré de Washington, la stratégie de sécurité nationale publiée le 5 décembre par l'administration américaine prépare le terrain au retour d'une politique unilatérale de la canonnière, qui sous-estime les défis que constituerait le renversement brutal du régime en place à Caracas. Les Etats-Unis auraient tout avantage à prendre en considération les offres de médiation du Mexique et du Brésil, soucieux d'éviter une escalade armée en Amérique latine.

D'autant que le temps ne joue pas forcément en faveur de Donald Trump, réputé pour sa versatilité. Une bonne partie de ses électeurs s'opposent aux aventures extérieures, qu'il a lui-même toujours stigmatisées, et la pression sur un président devenu impopulaire va s'accentuer au fur et à mesure que se rapprocheront les élections de mi-mandat, prévues en novembre 2026. ■

LOUIS VUITTON